

# Supplément « Sans visa » Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★ ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14491 - 6 F

SAMEDI 31 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Suspension des activités du PC et dissolution du Parlement fédéral

### La prudence de M. Bush

L'ATTITUDE du président Bush depuis le coup d'État manqué du 19 août constitue un « sans faute », et la réputation de « bon gestionnaire de crises » - du moins lorsqu'elles se déroulent à l'étranger - du chef de la Maison Blanche s'en trouve confortée. Après avoir orchestré la guerre du Golfe, le dirigeant de la seule puissance encore capable d'influencer le cours des événements mondiaux a su condamner rapidement le putsch de Moscou et rappeler, sans doute grâce aux analyses de ses services de renseignement, les risques d'échec de pareille entreprise.

Il a aussi été le premier à signifier aux putschistes qu'ils ne seraient jamais considérés comme des interlocuteurs et à apporter son soutien à M. Boris Eltsine, lorsque celui-ci a exigé que M. Gorbatchev soit « restauré dans ses fonctions de président désigné par la Constitution » ; ce qui n'équivalait pas pour autant à un appui inconditionnel au bouillonnant président de la Russie.

De même, la discrétion et la prudence affichées ensuite par Washington nous changent heureusement du triomphalisme de mauvais aloi auquel les Américains ont, trop souvent, l'habitude de céder. Et cela alors que c'est le communisme - cet « ennemi du siècle » - qui a reçu le coup de grâce. Le souci exprimé par M. Bush de ne rien faire qui puisse « favoriser une situation anarchique » en URSS relève de la sagesse, au moment où l'on ne sait plus très bien entre quelles mains risque de tomber un arsenal nucléaire toujours menaçant, même si on peut juger excessif le temps mis par le président à accepter l'irréversible, l'indépendance des pays baltes.

Le but de M. Bush est clair : pour des raisons de sécurité, il veut tout faire pour favoriser le maintien d'un certain pouvoir fédéral à Moscou. Mais il ne croit manifestement pas que ce « centre » puisse réaliser les réformes économiques sans lesquelles toute aide économique ne serait que gaspillage.

L'AIDE technique et humanitaire à laquelle il vient de consentir est urgente, et elle sera accordée. Pour aller plus loin, M. Bush voudrait en savoir plus sur la redistribution des pouvoirs. Il est clair en effet qu'on ne peut pas aujourd'hui parler d'aider M. Gorbatchev - ou M. Eltsine, d'ailleurs.

La vraie solution - pour en finir avec le bureaucratisme et le gigantisme qui ont tant coûté aux Soviétiques - passe sans doute par une aide conditionnelle aux Républiques, aux municipalités, voire aux entreprises, et par la mise au point d'un véritable calendrier des réformes. Il faut aussi inciter tous les pouvoirs qui apparaissent aujourd'hui en URSS à ne pas pratiquer l'autarchie, mais au contraire à préserver un espace économique unique, sans lequel chacun sera menacé d'asphyxie.

Cela, bien sûr, prendra du temps, et des gestes d'encouragement aux réformateurs doivent être donnés. Il n'en reste pas moins qu'à ce stade, l'essentiel dépend encore d'eux.

M0147 - 0831 0 - 6.00 F



## L'affaiblissement du pouvoir central s'accélère en Union soviétique

L'affaiblissement du pouvoir central s'accélère en URSS. Le parlement d'Azerbaïdjan a adopté, vendredi 30 août, une résolution sur la « restauration de l'indépendance » de cette république du Caucase. La veille à Moscou, le Soviet suprême avait suspendu les activités du Parti communiste sur l'ensemble de l'Union et retiré au président Gorbatchev les pouvoirs

spéciaux dont il disposait en matière économique. Le Parlement soviétique a également décidé de se dissoudre. Alors que M. Eltsine a fait une visite surprise, jeudi, en Lettonie, le vice-président russe, M. Routskoï, s'est rendu au Kazakhstan où il devait signer, vendredi, un accord sur les frontières avec le président de cette République.



### En plein brouillard

MOSCOU

de notre correspondant

On est toujours en plein brouillard, mais on avance. Rien n'est réglé, tout se fait dans le désordre et l'improvisation, mais, peu à peu, à Moscou et dans les Républiques, sont prises les décisions qui consacrent la dislocation irrévocable de l'Union soviétique, la prise en charge par les peuples qui la composent de leur propre destin.

Tout cela passe, d'abord, par l'affaiblissement du « centre », affaiblissement qui s'est accéléré au cours de la journée du jeudi 29 août. Ainsi, le Soviet suprême a-t-il retiré à Mikhaïl Gorbatchev les « pouvoirs spéciaux » en

matière économique que le président soviétique s'était fait attribuer en décembre dernier, à une époque où il était en pleine période conservatrice.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Lire aussi

- Optimisme sans enthousiasme à Washington par ALAIN FRACHON
- La visite de M. Dumas dans les pays baltes par CLAUDE TRÉAN
- Pékin en proie aux rumeurs par FRANÇOISE BARRY
- Forces et faiblesses des Républiques par JEAN-DEBIS BREDIN

pages 3 à 7

## La préparation du budget 1992

## Le gouvernement envisage des privatisations partielles

Le gouvernement envisage de vendre des participations minoritaires dans les entreprises publiques. M. Bérégovoy a déclaré le 29 août sur Europe 1 : « Nous pourrions prendre des initiatives sur ce point. C'est au premier ministre et au président de la République d'en délibérer collectivement avec le gouvernement. » Le ministre de l'économie a précisé qu'il ne serait personnellement pas « choqué » par des privatisations partielles à condition que l'Etat « reste majoritaire ».

Les privatisations pourraient permettre de desserrer un peu le carcan budgétaire. Le gouvernement n'arrive plus en effet à boucler la préparation du projet de budget pour 1992, tant les engagements qu'il a pris et les demandes qui lui sont adressées sont multiples et contradictoires.

S'imposant de ne pas augmenter les impôts ni de creuser le déficit budgétaire, M. Bérégovoy voit pourtant certains ministres, comme M. Joxe, obtenir des satisfactions contrairement aux décisions prises en juillet (le Monde du 30 août).

Une des solutions envisagées désormais ouvertement, après les déclarations de M. Bérégovoy, est de céder quelques partici-

tions dans des firmes nationales. Début août, l'Etat a déjà décidé de vendre 20 % du Crédit local de France pour 1,5 à 2 milliards de francs : il s'agit de généraliser ce genre d'opération. Conservant plus de 50 % des actions, l'Etat demeurerait majoritaire et l'entreprise resterait, en droit, dans le domaine public.

Cela impose d'abandonner encore un peu plus la promesse de M. Mitterrand de ne réaliser « ni privatisation ni nationalisation » pendant la législature actuelle. Mais le dogme du « ni-oui » avait déjà été écorné à plusieurs reprises, notamment lors du mariage de Renault avec Volvo.

Lire page 20  
Article d'ERIC LE BOUCHER

## Quelle stratégie pour le PS ?

par Jean-Yves Lhormeau

Au lendemain de la signature, le 27 juin 1972, du Programme commun de gouvernement de la gauche entre les socialistes et les communistes, M. François Mil-

terrand, premier secrétaire du PS, déclarait, devant les dirigeants de l'Internationale socialiste réunis à Vienne : « Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste. C'est la raison de l'accord. » On ne pouvait être plus explicite, ou plus cynique.

Le malheur, pour les dirigeants communistes, c'est qu'ils n'y ont pas cru immédiatement et n'ont commencé à s'inquiéter que deux ans plus tard, après l'élection présidentielle de 1974.

Lire la suite page 7

### Le général Aoun à Marseille

L'ancien dirigeant libanais a rejoint sa famille. page 10

### Un entretien avec M. Delebarre

Le ministre de la ville refuse d'opposer développement urbain et développement rural. page 20

### Record du monde du saut en longueur à Tokyo

L'Américain Mike Powell a franchi 8,95 m. page 17

Le sommaire complet se trouve page 26

**JACQUELINE de ROMILLY**  
de l'Académie Française

**Écrits sur l'enseignement**

Éditions de Fallois  
PARIS

## La grande déprime de La Havane

Les bouleversements en URSS n'augurent rien de bon pour le régime cubain déjà affaibli par la forte réduction de l'aide soviétique

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

« Tout est suspendu, nous ne sommes plus sûrs de rien », commentait quelques heures après le coup d'État en URSS un dirigeant cubain, l'un des rares pouvant suivre les événements sur les chaînes de télévision occidentales. La débâcle du PC et des durs de l'armée soviétique, le démantèlement accéléré de l'URSS et le triomphe de M. Boris Eltsine n'augurent rien de bon pour la direction cubaine, qui a attendu jeudi 29 août pour réagir à ces bouleversements, qualifiés de « tragiques ». Une réaction sans surprise : « Quoi qu'il se passe en URSS, nous conserverons notre ligne indépendante, cubaine, socialiste », a écrit le quotidien *Granma*. Un mois avant le coup, à son retour de Moscou, le secrétaire du comité central du PC cubain, M. Carlos Aldana, l'homme qui monte au point d'appareiller

comme un successeur possible de M. Fidel Castro, affirmait : « Boris Eltsine est un ami de Cuba et ne peut en aucun cas être présenté comme hostile à des relations commerciales équitables ». De la justice de cette appréciation dépend largement la survie du régime. Première conséquence du putsch manqué de Moscou, au moment même où s'éteignait la flamme des XI<sup>es</sup> Jeux panaméricains : Cuba n'a pas eu le temps de savourer son triomphe lors de la grande compé-

tition sportive des Amériques. Pour la première fois, le David cubain avait pourtant dominé, avec 140 médailles d'or, le Goliath nord-américain, qui n'en a obtenu que 130. L'exploit du jeune nageur Mario González l'emportant d'une courte tête sur ses rivaux du Nord a fait vibrer la fibre patriotique des plus fidèles.

JEAN-MICHEL CAROTT  
Lire la suite et l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS page 8

## Voyage avec Colomb

28. - Le siècle des éclipses

En 1500, Colomb échoue pour un an en Jamaïque, où le saut d'une éclipse de lune et un lecteur d'Erasme, La Jamaïque, où l'on pense que les Africains ont découvert l'Amérique les premiers...

Lire page 2  
Le vingt-huitième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 220 IR ; Italie, 1,20 L ; Luxembourg, 42 FR ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F SCA ; Suisse, 15 FRS ; Thaïlande, 1,50 THB ; USA (cont.), 2,50 \$.

هكمن النحل

# Voyage avec Colomb

**K**INGSTON. — Le temps s'est vengé. Comme pour rappeler que dans cette zone de tempêtes, d'ouragans, de séismes et d'éruptions l'homme doit compter avec les hasards météorologiques, les éléments ont puni ce voyage précipité, galopade entre mondes et siècles. La route qui, traversant le mont Diablo, devait nous mener à Discovery-Bay et à Rio-Bueno, sites colombiens sur la côte nord, est coupée. On le découvre en chemin tandis que, dans un paysage dévasté, elle se transforme en piste boueuse, que la voiture s'enlise et qu'un pneu crève. En contrebas, le rio Magno est sorti de son lit, emportant dans un flot tumultueux arbres et ponts, macadam et canalisations. Pataugeant dans la gadoue, trois ouvriers tentent de remettre d'aplomb un camion-grue envahi de lianes charriées par la rivière. L'un d'eux

ment sous la plume d'un leader rasta, Lehen Semag. Argumentation classique : comment célébrer un homme dont l'œuvre fut de destruction, entraînant l'extermination des Indiens et la déportation des esclaves ? Mais elle s'appuie sur une démonstration inédite, tirée d'un livre publié en 1976 à New-York et qui est ici la bible des intellectuels partisans du retour aux sources africaines. *They Came Before Columbus*, d'Ivan Van Sertima, tend à démontrer que les Africains arrivèrent en Amérique avant les Européens.

Van Sertima fait feu de tout bois, similitudes culturelles entre civilisations amérindiennes et africaines, ressemblances de mots et de tissus, arbustes et animaux transplantés, récits de voyageurs, squelettes négroïdes exhumés, visages nègres décelés dans la statuaire aztèque, etc. Il affirme qu'en 1310 le royaume du Mali expédia pas moins de quatre cents bateaux jusqu'aux côtes

«The Universal Negro Improvement Conservation Association and African Communities League». Il s'installe à Harlem, développe quelque sept cents implantations aux États-Unis, accrédite des représentants dans une quarantaine de pays et revendique plus de six millions de membres. Pragmatique, il crée des compagnies maritimes dont le drapeau n'est guère de complaisance — Black Star Line, Black Star Steamship — une entreprise coopérative de fabriques, des magasins et des restaurants, le tout destiné à une clientèle noire. Mort à Londres en 1940, ses cendres sont aujourd'hui enterrées à Kingston, au titre posthume de premier héros national.

Lois d'être exotique, cette aventure de revanche se prolonge dans notre présent, de façon imprévue. Quand, dans les années 20, un couple d'immigrés jamaïcains s'installe à Harlem, Garvey est une figure centrale du quartier noir de

d'être redevenu les spectateurs d'une histoire à guichets fermés dont le théâtre est à nouveau européen et occidental. La tempête qui ébranle l'équilibre Est-Ouest de notre monde semble parfois une danse exotique vue d'ici, depuis un Sud accablé d'autres urgences auxquelles le Nord est souvent indifférent. On n'y pleure pas le communisme, mais on s'inquiète d'une Histoire dont la fin serait fixée ailleurs et au-delà, dans un lointain oublié. Des universaux s'éclipsent, des rêves s'effondrent, des postures se renversent, et c'est tant mieux puisque, ainsi, la marche des hommes se laisse un peu plus, se libérant du carcan dogmatique de la religion du salut terrestre. Mais, ce faisant, l'histoire retrouve l'ala et le hasard, un chemin imprévu que bordent toujours les questions laissées en jachère par les mythes disparus : l'égalité et le respect de l'autre, l'indépendance économique et la tentation de la puissance, la solidarité entre mondes. S'il est un message découvert au gré de cette errance, c'est cette attente, cet espoir que ce siècle d'éclipses, au terme duquel la planète se débarrasse enfin de vieillesse incongrues, n'efface pas les questions dérangeantes d'une humanité souffrante.

«C'étaient de très grands vents sur toutes faces de ce monde. De très grands vents en liesse par le monde, qui n'avaient d'autre ni de gloire...» Saint-John Perse, toujours en amicale résonance. Des vents, Colomb connut non pas la liesse mais le calvaire durant cet ultime voyage. Quand ils échouent sur la côte nord de la Jamaïque, le 25 juin 1503, l'Amiral et ses hommes sont épuisés par des mois d'exploration au milieu d'éléments sans cesse déchaînés. «Jamais des yeux d'homme n'ont vu une mer aussi défilée et affreuse, partout blanche d'écume, écrit-il, je me maintenaient sur place, sur une mer qui bouillonnait comme l'eau d'une chaudière, sur un immense bassin. Le ciel brûla comme une fournaise, et la foudre tombait si fort et droit que nous pensions qu'elle allait faire fondre les navires; pendant ce temps, l'eau tombait dru, comme pour un nouveau déluge. Les navires avaient déjà perdu à deux reprises leurs barques, leurs ancres et leurs cordages; ils gisaient ouverts et sans voile.»

Sur quatre bateaux, il est obligé d'en

dominaient les ouvrages d'Erasmus. Erasmus, cette figure de l'humanisme naissant, dont l'Institut du prince chrétien, écrite pour Charles Quint, était l'anti-Machiavel du moment. Erasmus, dont Stefan Zweig, européen que l'horreur nazie conduira à l'exil et à la mort sur ce continent, au Brésil, avait écrit en 1935 qu'il «transmettait à la postérité, au milieu du désarroi de la guerre et des dissensions européennes, l'antique rêve renouvelé des religions et des mythes d'une future et inévitable humanisation de l'humanité, du triomphe de la lumière et d'équitable raison sur la vanité égoïste des passions».

Dans l'attente incertaine du retour de Mendez, Colomb rongea son frein. Il vit un cauchemar, l'abandon et la solitude. Le 2 janvier 1504, une cinquantaine des naufragés se révoltèrent, le menaçant de leurs armes, l'encerclant alors qu'il est souffrant et alité. Les Indiens, qui ont appris à jauger ces hommes perdus, se font plus réticents, moins amicaux. La pacotille s'épuise, le tronc s'amenuise, la nourriture commence à manquer. Et c'est alors que, au fin fond de la détresse, Colomb se révèle à nouveau imposteur génial. Il sait, grâce aux éphémérides du savant juif Abraham Zacuto, qu'une éclipse de lune se produira dans la nuit du 29 février 1504. Et, tout bonnement, il s'improvise sorcier, annonçant aux Indiens que le dieu du ciel s'apprête à les châtier pour leur peu d'empressément à aider les naufragés. La lune s'éclipse comme prévu, le présage affole les Indiens, l'Amiral promet son retour s'ils s'engagent à les nourrir à nouveau. Succès garanti.

Le 29 juin 1504, Colomb et ses hommes, révoltés compris, auxquels il a pardonné, arrivent sains et saufs à Santo-Domingo. Puis il quitte, pour ne plus le revoir, le Nouveau Monde, arrivant en Espagne le 7 novembre. Il n'a plus qu'un an et demi à vivre. Un répit gagné par la magie d'une éclipse alors que tout se ligait pour qu'il finisse ses jours à la Jamaïque. C'est aussi un signe du ciel qui annonça aux Mexicains l'arrivée des Espagnols, un «présage funeste dans le ciel dix ans avant», disent leurs chroniques, «une sorte d'épée de feu, une espèce de flamme de feu, comme une aurore».

Le Mexique «fut tout» en suivant Colomb dans ses dernières plaintes et batailles, nous attendent ces civilisations que notre Europe a détruites. Ces peuples dont la mémoire exprime, selon le mot de J. M. G. Le Clézio, «cet impossible espoir qui parvient jusqu'à nous». Et l'écrivain cité son *Rêve mexicain* sur ce passage du *Codex Florentinus*, testament de la gloire mexicaine, comme en écho



Jamaïque. Quelque peu pathétique, la quête jamaïcaine de racines, d'origines et de repères, exprime le sentiment, commun à nombre de peuples de la Caraïbe, d'être redevenus les spectateurs d'une histoire à guichets fermés dont le théâtre est à nouveau européen et occidental.

s'interrompt spontanément et, machonnant un joint de marijuana, nous aide à faire demi-tour.

Depuis plusieurs jours, des pluies diluviennes se sont abattues sur la Jamaïque. A Spanish-Town, que l'on vient de quitter et vers laquelle on s'en retourne, l'eau courante est interrompue. Clin d'œil du destin : nous voici coincés pour un week-end à Kingston, à l'instar de Colomb immobilisé à la Jamaïque à la fin de son quatrième et dernier voyage. Comparaison toute relative : naufragé, l'Amiral devra ronger son frein durant une année entière, de juin 1503 à juin 1504. Effrayé par la conduite de trompe-la-mort des chauffeurs locaux, on a donc arpenté cette ville de bruit et de fureur dont les gangs affolent les agences de tourisme. Croisant des couples de jeunes mariés endimanchés en train de se faire photographier dans le parc des Héros-Nationaux, puis des camions encombrés de haut-parleurs en route pour l'un des nombreux concerts du samedi soir, on s'en est allé jusqu'à Port-Royal, au bout de la presqu'île qui protège le port naturel de la capitale.

**S**OUVENIR d'un monde englouti, d'une puissance bâtie par l'homme et mise à bas par les caprices de la nature. L'Espagne venait à peine de céder cette île à l'Angleterre quand, vingt minutes avant minuit, le 7 juin 1692, un tremblement de terre raya de la carte cette capitale du négoce et de la flibuste, emportant aristocrates, esclaves et crapules dans la même apocalypse. Juste avant d'atteindre ce qu'il en reste, un cimetière naufragé, envahi de piquants et de cactus, tombés à l'abandon, pierres brisées, évoque sur le bas-côté d'autres réussites éphémères, interrompues par les épidémies ou les cyclones. Gilbert, tel est le nom du dernier en date, dont Port-Royal garde encore les stigmates tandis qu'au bout de la route le Fort Charles s'enfonce un peu plus chaque année dans la mer. Puis, revenant sur nos pas, on s'est offert une parenthèse en allant traîner au premier concours mondial de danse reggae, sarabande de couples, sueur et oubli. Spectateur, envahi par la musique mais inapte à l'exprimer, on s'est alors souvenu de ces vers rebelles d'une des premières chansons d'un ancien ouvrier des usines Chrysler aux États-Unis, revenu au pays pour suivre son étoile, Bob Marley : «Si vous êtes un grand arbre / Nous sommes une petite haie / Aiguillée pour vous abriter.»

Colomb n'est pas ici chez lui. D'Europe, le centre de gravité de ce pays d'Amérique s'est déplacé en Afrique. Membre du Comité du cinquième centenaire, Patrick Bryan marche sur la pointe des pieds. «C'est un sujet délicat. Nous sommes obligés d'adopter un profil bas», confie cet universitaire avant de réécarter la litanie des attaques contre l'Amiral dans la presse locale. Le *Jamaica Record* mène l'assaut, notam-

américaines. Mais comment cacher qu'il n'emporte pas notre conviction quand il reconnaît appuyer sa démonstration sur la «tradition orale des griots maliens»? «Le nègre commença sa carrière en Amérique non comme esclave mais comme maître.» Placée en exergue de son chapitre final, cette phrase résume l'esprit du livre : effacer l'humiliation de la défaite en effaçant la primauté européenne. «La présence africaine en Amérique avant Colomb», écrit Van Sertima, «démontre que toutes les grandes civilisations et races sont lourdement redevables les unes à l'égard des autres, et qu'aucune race n'a le monopole de l'esprit d'entreprise et d'invention.»

**Q**U'IL ait fallu attendre la Jamaïque pour croiser en chemin ce pied de nez à l'Amiral est dans l'ordre des choses. Cette île reste le symbole de la résistance noire sur ce continent, à une échelle qui la dépasse puisque son message se diffusera bien au-delà de la Caraïbe. Les colons anglais ne réussirent jamais à venir à bout des réduits de maroons, ces Nègres marons en rupture de servitude. En 1738, ils devaient même reconnaître l'autonomie de ces communautés dirigées par de redoutables chefs nommés Cudjoe, Accompong ou Nanny. Jusqu'à la fin du système esclavagiste, les maroons tiendront bon, menés par des hommes que notre histoire européenne oublie mais qui ont marqué pour toujours l'âme jamaïcaine — Tacky (1760), Kofi (1798), Sam Sharpe (1831). L'héritage n'est pas seulement insulaire. De ce sol caraïbe part l'une des racines de la revendication identitaire noire telle qu'elle s'exprimera dans le Black Power aux États-Unis, voire, par un inattendu ricochet, sur le continent africain. Et cela bien avant que ne la véhicule une musique devenue marchandise.

Il se nommait Marus Garvey et était né en 1887 à Saint-Ann's-Bay, un petit village de pêcheurs de la côte nord, non loin des havres choisis par Colomb. Typographe, ce *Black Moses* — Moïse noir — sera le premier théoricien et praticien d'un nationalisme noir. «Back to Africa!», lance-t-il après des années de voyage qui le mèneront en Amérique centrale, en Colombie et au Venezuela. De retour d'un séjour à Londres, il fonde en 1914, alors que l'Europe s'apprête à se déchirer, l'UNIA, sigle qui résume une appellation interminable :

Luigi Sciarallo. Colomb mourant, huile sur toile, seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est un répit gagné par la magie d'une éclipse qui permit à Colomb de ne pas finir ses jours à la Jamaïque, qu'il quitta en juin 1504. Mais il n'a plus qu'un an et demi à vivre...

New-York. En 1937, ils ont un fils dont ils ne savent pas encore qu'il deviendra général sous la bannière étoilée et numéro un de l'armée américaine. Colin Powell, figure centrale de la guerre du Golfe, est ce fils d'immigrés qui n'a jamais caché les humiliations subies en raison de ses origines : les hamburgers qu'on refusait de lui servir dans la moitié des cafés de la garnison de Fort Benning et les motels qui lui fermaient leur porte sur la route de Birmingham où résidait sa famille. L'histoire, dont cette fin de siècle nous assène qu'elle n'est pas linéaire mais faite d'imprévisibles allers et retours, tisse aussi d'ironiques détours.

**Q**UELQUE peu pathétique, la quête jamaïcaine de racines, d'origines et de repères exprime le sentiment, commun à nombre de peuples de la Caraïbe,



abandonner deux en route, dont les conquêtes sont «complètement pourries, rongées par les tares et percées comme des écumes». Quand il aborde la Jamaïque, c'est avec deux caravelles «trouvées par des vers plus que des rayons de miel» et des hommes «éperdus, hébétés par la peur». Pour en repartir, il lui faut des navires de remplacement. L'un de ses compagnons les plus fidèles, Diego Mendez, un Castillan, va réussir l'exploit de rejoindre en canot Hispaniola. Il attendra huit mois avant de pouvoir revenir chercher les naufragés à bord d'une caravelle achetée sur place avec les deniers de l'Amiral.

**E**Tonnant, marin que ce Mendez, qui laissera à sa mort une bibliothèque dévoilant un esprit avancé ou

de notre temps d'éclipses et de lumières, de crépuscule et d'aube : «Une autre fois il en sera ainsi, en un autre temps, en un autre lieu. Ce qui se faisait il y a longtemps et qui maintenant ne se fait plus, une autre fois se fera, une autre fois sera ainsi, comme cela fut en des temps très lointains. Ceux qui vivent aujourd'hui, une autre fois vivront, une autre fois seront...»

Prochain article :

Le conquérant oublié

Retrouver les épisodes de «Voyage avec Colomb» sur France Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

## 28. Le siècle des éclipses

par Edwy Plenel

LES BOUL

Les person  
et images

Le plein brouillard



## LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIETIQUE

## La réorganisation de l'Etat

## Les personnalités arrêtées et limogées depuis le putsch

Voici la liste des responsables soviétiques arrêtés ou limogés à la suite du putsch du 19 août, en l'état des informations disponibles le 29 août.

## Arrêtés

Sept membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence auteurs du putsch. Ils sont sur le point d'être inculpés de trahison de la patrie et risquent la peine de mort. Il s'agit de :

- Vladimir Krioutchkov, président du KGB;
- Dimitri Iazov, ministre de la défense;
- Valentin Pavlov, premier ministre;
- Guennadi Iannov, vice-président de l'URSS;
- Oleg Baklanov, vice-président du Conseil de défense;

- Vassili Starodoubtsev, président du syndicat paysan;

- Alexandre Tiziakov, président de l'Association des entreprises d'Etat;

Le huitième membre du Comité, Boris Pougov, ministre de l'intérieur, s'est suicidé.

Sont également en détention :

- Viktor Grouchko, vice-président du KGB;
- Valeri Boldine, secrétaire général de la présidence d'URSS;
- Général Valentin Varennikov, vice-ministre de la défense, commandant de l'armée de terre;
- Oleg Chenine, secrétaire du comité central du PCUS;
- Général Youri Pletchanov, chef du service de la garde du KGB;
- Général Viatcheslav Generalov, chef du département de technologie spéciale du KGB;
- Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême.

## Limogés

- Alexandre Bessmeraykh, ministre des affaires étrangères;

- Général Mikhaïl Moïseïev, chef d'état-major de l'armée;

- Leonid Kravtchenko, président de la radio-télévision d'Etat;

- Lev Spiridonov, directeur de l'agence Tass;

- Genia Agiev, premier vice-président du KGB;

- Vitali Ponomarev, chef du personnel du KGB;

- Les trois adjoints de Nikolai Troubine, procureur général;

- Le commandant soviétique de la Baltique, Fiodor Kouzmine;

- Le commandant militaire de Moscou, Mikhaïl Kalinine.

L'ensemble du gouvernement d'URSS a été démis de ses fonctions par le Soviet suprême.

- Le procureur général d'URSS, M. Nikolai Troubine, a démissionné. (Reuters)

## En plein brouillard

Suite de la première page

L'affaire s'est faite dans la plus grande confusion, un premier vote n'ayant pas permis de dégager une majorité qualifiée et un second vote, organisé à la va-vite, également négatif, ayant été annulé : les députés n'avaient pas compris la question posée. Le vote a été fait le bon et M. Gorbatchev y perdait quelques plumes supplémentaires.

Un peu plus tôt, il avait dû proposer un renouvellement à peu près complet de son « conseil de sécurité ». La grande majorité des membres qui le composaient et qu'il avait choisis lui-même l'avaient « mis » pendant le putsch. Mais M. Gorbatchev n'est pas parvenu pour autant à obtenir la confirmation, par le Soviet suprême, de plusieurs nouveaux membres, pourtant choisis parmi les réformateurs de la meilleure eau, comme les maires de Moscou et Leningrad, MM. Gavril Popov et Anatoli Sobtchak, ou Alexandre Iakovlev. Les élus ont considéré que ces nouvelles candidatures et quelques autres (il devait d'abord faire l'objet de consultations avec les dirigeants des différentes Républiques. Ils ont seulement accepté d'entériner la nomination des responsables désignés au lendemain de l'échec du coup d'Etat pour prendre la tête des ministères de la défense, de l'intérieur et du KGB : le général Chapouchnikov, MM. Viktor Brannikov et Vadim Bakatine.

Parallèlement, le Soviet suprême a consacré la déconfiture du Parti communiste, désormais suspendu sur l'ensemble du territoire soviétique. Six jours après que M. Boris Eltsine ait, d'un trait de plume, privé le Parti de tous ses moyens d'action, ce qui fut l'épine dorsale du pays est totalement paralysé. Déjà, un décret de M. Eltsine avait fait tomber dans l'escarcelle de la Russie toutes les possessions du PCUS sur le territoire russe, ainsi que ses avoirs financiers et ses participations dans des entreprises à capitaux mixtes avec l'étranger, tandis que les gouvernements étrangers étaient priés de saisir tous les fonds du Parti placés dans leurs pays respectifs et d'en rendre compte au gouvernement russe. La Pravda peut bien représenter comme elle en a reçu l'autorisation : l'ex-organisme du comité central, désormais doté d'un nouveau rédacteur en chef, M. Guennadi Selaznev, quarante-trois ans, ne représente plus aucun danger.

## Dissolution du Soviet suprême

Le Soviet suprême a aussi fait ce qu'on attendait de lui : il a décidé de l'autodissoudre. Il reviendra au Congrès des députés, qui se réunira à Moscou à partir du lundi 2 septembre, d'élire un nouveau Soviet suprême. Mais la légitimité de ce Congrès lui-même pourrait bien être remise en cause, le pouvoir central ayant fortuitement pesé sur les élections qui ont permis de désigner ses 2 250 membres en 1989.

Parallèlement, à Kiev, le président ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, a invité les représentants des autres Républiques à se réunir dans sa propre capitale pour redéfinir l'avenir et mettre en place « un processus transitoire contrôlé ». Il s'agit de montrer que l'époque où tout se décidait à Moscou est révolue. D'ailleurs, M. Kravtchouk a bien précisé que « le centre et son principal représentant, M. Gorbatchev, ne seraient pas conviés à la réunion ».

Quant à M. Boris Eltsine, que certains accusent déjà de « néo-centralisme » sinon de velléités impérialistes, il a quitté Moscou - pour se

rendre au moins dans un premier temps en Lettonie. Son départ de même que son arrivée à Riga, d'où il semble s'être rendu immédiatement dans la station balnéaire de Jurmala, se sont effectués dans le plus grand mystère. Jeudi soir, la télévision russe se contentait d'indiquer que M. Eltsine avait quitté Moscou pour un déplacement dans les Républiques. Cette remarque discrète peut s'expliquer, en partie au moins, par un souci de sécurité. Mais on a aussi



« Le parti veut s'autodissoudre. Le parti a toujours raison. » (Dessin extrait de Die Tageszeitung.)

l'impression que le président russe a éprouvé le besoin de prendre un peu de champ après ces quelques jours où il a multiplié les décisions et les déclarations qui ont suscité bien des inquiétudes chez les non-Russes.

Après sa mission d'urgence en Ukraine, le vice-président de Russie, le général Alexandre Routsikof, est arrivé jeudi vendredi à Alma-Ata pour tenter d'étendre le feu au Kazakhstan : le président kazakh, M. Noursoultan Nazarbayev, a en effet fait savoir que les fameuses déclarations du président Eltsine de lundi dernier, menaçant de remettre en cause les frontières intérieures, avaient provoqué de vives réactions et des manifestations dans cette immense République d'Asie centrale. Un accord sur les frontières, du même genre que celui conclu à Kiev par M. Routsikof avec le président ukrainien Kravtchouk, était apparemment sur le point d'être signé, vendredi, entre la Russie et le Kazakhstan.

M. Nazarbayev a d'autre part donné un nouvel et spectaculaire exemple d'émancipation en fermant par décret le site nucléaire de Semipalatinsk, théâtre de plus de cinq cents explosions atomiques depuis 1949, tandis que le Parlement kazakh revendiquait même la prise de contrôle du centre spatial de Baïkonour. Le site de Semipalatinsk avait déjà considérablement réduit ses activités mais il devait tout de même fonctionner jusqu'en 1993. Et le Kazakhstan réclame désormais des dédommagements pour les populations qui ont subi les effets des radiations (les essais dans l'atmosphère s'étaient poursuivis jusqu'en 1962).

La décision du Kazakhstan ajoute un peu plus à l'incertitude qui entoure désormais l'avenir de l'URSS-puissance nucléaire. Le général Iouri Maximov, commandant en chef des forces des fusées stratégiques, a lancé à ce propos un avertissement par le biais d'une interview publiée jeudi par les médias. « Je préviens », a-t-il expliqué, « que nous sommes capables d'accomplir leur mission,

mais si elles sont étudiées en différentes parties elles ne seront plus jamais en état de le faire ». De plus, le général Maximov affirme qu'aucune République ne serait en mesure de prendre en charge la fabrication et le contrôle de ces missiles balistiques.

Même pour la Russie, disposer de ses propres forces nucléaires constituerait un fardeau économique insupportable, ajoute le général Maximov, lançant apparemment un pavé dans le jardin de M. Eltsine qui avait annoncé la veille que l'Ukraine allait remettre à la Fédération de Russie toutes les forces nucléaires déployées sur son territoire (2).

Il est vrai qu'en tout cas, pour le moment du moins, de destination au cas par cas et qu'il n'y a pas eu, contrairement aux premières rumeurs, de limogage collectif du « conseil » du KGB. L'organisme qui regroupait le président et les vice-présidents du comité, les deux principaux chefs de chaque « direction principale » et les chefs des « directions ». On a même eu la surprise de voir réapparaitre vendredi à Moscou le général Guennadi Titov, l'homme putschiste Vladimir Krioutchkov avait nommé en février dernier à la tête de la deuxième direction principale (contre-espionnage) et qui passait pour très proche de lui.

Il est clair en tout cas que l'énorme machine devra être fractionnée pour que l'Union soviétique ou ce qu'il en restera, puisse être assimilée à un Etat « normal ». A cet égard en effet, le système du parti-Etat se distinguait tout autant des dictatures personnelles de type irakien, ou plusieurs polices rivales se surveillaient mutuellement, que des démocraties où les tâches sont beaucoup plus diversifiées.

Le KGB est en effet, à l'échelle française, une combinaison de la DGRS (les services de renseignement extérieurs), de la DST (le contre-espionnage intérieur), des Renseignements généraux (RG), de la police des frontières, d'une bonne partie des services de la préfecture de police et même de la brigade du grand banditisme, puisque les guébiistes pouvaient se saisir de tout crime ou délit qui leur paraissait important.

Pour les Etats-Unis, il est l'équivalent des énormes CIA et du FBI et de cette autre grande administration qu'est l'Agence nationale de sécurité (NSA), en charge des écoutes électroniques et du chiffre. Ajoutons-y la police idéologique (l'ancienne cinquième direction principale bien connue des dissidents, rebaptisée de manière purement cosmétique l'an dernier en direction pour la protection de l'ordre constitutionnel), et nous aurons une idée du « monstre ».

Seuls les services de renseignement de l'armée - la direction principale du renseignement de l'état-major général ou GROU - ainsi que les services du « petit frère » qu'était le ministère de l'intérieur (MVD) échappaient au contrôle du KGB, et encore si ce dernier le voulait bien. Le KGB dispose de ses propres troupes, notamment des quelque deux cent vingt mille gardes-frontières et d'environ cent cinquante mille hommes appartenant à d'autres unités (douze divisions), parmi lesquels les unités à « usage spécial », les fameux Spetsnaz. Mais son rôle militaire ne s'arrête pas là. Il contrôle les forces armées grâce à sa troisième direction principale, et il peut prendre, en permanence ou au coup par coup, le commandement d'unités entières : c'est lui qui aurait notamment coordonné l'action des

## M. Bakatine annonce une réforme du KGB

Le Soviet suprême a approuvé, jeudi 29 août, par 366 voix contre 9 la nomination de M. Vadim Bakatine à la tête du KGB, en remplacement de M. Vladimir Krioutchkov, qui est inculpé pour sa participation au putsch manqué. Le nouveau patron du KGB a déclaré aux députés que la réforme définitive du KGB ne serait possible qu'après la définition de la nouvelle Union.

Il n'a pas moins annoncé, dans une déclaration télévisée, que le Comité d'Etat pour la sécurité allait être « entièrement réorganisé dans trois directions principales : l'espionnage, le contre-espionnage et la lutte contre la criminalité ».

Une femme nommée général

M. Bakatine, qui avait été ministre de l'intérieur jusqu'à son éviction à l'automne dernier à la demande des conservateurs, a déclaré avoir dit à M. Gorbatchev le jour de sa nomination : « Vous m'envoyez à la tête d'une agence dont j'ai dû à plusieurs reprises qu'il fallait la liquider ».

Le nouveau chef du KGB a expliqué qu'il allait supprimer les activités les plus impopulaires de la police politique, telles que l'utilisation de

millions d'informateurs pour espionner leurs concitoyens, les écoutes téléphoniques et l'infiltration d'agents dans les Eglises et les médias.

Il a annoncé le retrait immédiat de tous les agents travaillant dans les unions artistiques (écrivains, cinéastes...) et à la radio-télévision. Pour surveiller les écoutes et supprimer celles qui sont illégales, M. Bakatine a indiqué qu'il avait pris une « décision non orthodoxe » en nommant pour la première fois dans l'histoire du KGB une femme, M<sup>me</sup> Smirnov, au grade de général; elle sera chargée du département des écoutes.

Il a limogé tous les directeurs de l'organisation, sauf un : Guennadi Titov, chef du service du contre-espionnage, qui a déclaré devoir sans doute son salut au fait qu'il était en vacances au moment du coup d'Etat. Les généraux Gueni Agueev, premier vice-président, et Vitali Ponomarev, chef de la direction des cadres, ont été remplacés, par décret de M. Gorbatchev, respectivement par le général aviation Olesimkov et le général aviation Nikolai Stoliarov.

M. Bakatine a bloqué toutes les archives du KGB mais il se refuse à

rendre publics les fichiers personnels des informateurs pour ne pas créer un climat de chasse aux sorcières : « La population est suffisamment agitée et l'ouverture de ces archives pourrait provoquer de nouvelles tragédies », a-t-il dit. Interrogé sur les rumeurs selon lesquelles il y aurait des souterrains et des abris sous les bureaux du KGB en plein centre de Moscou, M. Bakatine a répondu par une boutade : « Je ne sais même pas ce qu'il y a derrière ce mur ». A-t-il dit en montrant le fond du studio.

La commission d'enquête sur les activités du KGB, créée mercredi par M. Gorbatchev, a, de son côté, tenu une conférence de presse au Parlement de Russie, au cours de laquelle elle a demandé aux « citoyens soviétiques, aux collaborateurs du KGB et à tous ceux qui ont été liés d'une façon ou d'une autre aux activités du KGB » de ne pas considérer sa création « comme le début de la répression ».

Composée de députés de l'URSS et de Russie, et de représentants des KGB fédéral et russe, cette commission considère que sa tâche principale consiste à élaborer des propositions pour la restructuration du Comité d'Etat pour la sécurité et l'instauration de garanties juridiques pour les citoyens.

## Le « monstre » et ses « organes »

Après l'autodissolution du parti, la purge et l'éclatement du KGB : si une mesure s'imposait dans cette nouvelle révolution russe, la vraie, c'était bien celle-ci, tant le comité de la sécurité d'Etat et ses ancêtres (Tchéka, Guépéka, NKVD) se sont identifiés, à l'instar du PCUS, avec l'Etat totalitaire.

Il est clair en tout cas que l'énorme machine devra être fractionnée pour que l'Union soviétique ou ce qu'il en restera, puisse être assimilée à un Etat « normal ». A cet égard en effet, le système du parti-Etat se distinguait tout autant des dictatures personnelles de type irakien, ou plusieurs polices rivales se surveillaient mutuellement, que des démocraties où les tâches sont beaucoup plus diversifiées.

Le KGB est en effet, à l'échelle française, une combinaison de la DGRS (les services de renseignement extérieurs), de la DST (le contre-espionnage intérieur), des Renseignements généraux (RG), de la police des frontières, d'une bonne partie des services de la préfecture de police et même de la brigade du grand banditisme, puisque les guébiistes pouvaient se saisir de tout crime ou délit qui leur paraissait important.

Pour les Etats-Unis, il est l'équivalent des énormes CIA et du FBI et de cette autre grande administration qu'est l'Agence nationale de sécurité (NSA), en charge des écoutes électroniques et du chiffre. Ajoutons-y la police idéologique (l'ancienne cinquième direction principale bien connue des dissidents, rebaptisée de manière purement cosmétique l'an dernier en direction pour la protection de l'ordre constitutionnel), et nous aurons une idée du « monstre ».

Seuls les services de renseignement de l'armée - la direction principale du renseignement de l'état-major général ou GROU - ainsi que les services du « petit frère » qu'était le ministère de l'intérieur (MVD) échappaient au contrôle du KGB, et encore si ce dernier le voulait bien. Le KGB dispose de ses propres troupes, notamment des quelque deux cent vingt mille gardes-frontières et d'environ cent cinquante mille hommes appartenant à d'autres unités (douze divisions), parmi lesquels les unités à « usage spécial », les fameux Spetsnaz. Mais son rôle militaire ne s'arrête pas là. Il contrôle les forces armées grâce à sa troisième direction principale, et il peut prendre, en permanence ou au coup par coup, le commandement d'unités entières : c'est lui qui aurait notamment coordonné l'action des

troupes qui entrèrent à Bakou en janvier 1990.

Aujourd'hui, le KGB va éclater dans plusieurs directions : d'abord entre les diverses républiques, le reste dépendant des compétences que celles-ci voudront bien reconnaître au « centre ». Mais même ce qui sera conservé à l'échelon fédéral ne subsistera pas sous une seule autorité. Depuis longtemps, on parlait déjà dans les milieux libéraux, comme M. Bakatine aujourd'hui, de ramener les troupes gardes-frontières dans le giron de l'armée, de confier le contre-espionnage au ministère de l'intérieur et de concentrer le reliquat du KGB sur le renseignement extérieur.

## Une « départition » moins douloureuse

Peut-être parce qu'il a été pendant très longtemps supérieur au parti - le NKVD est allé jusqu'à se substituer au fait à lui pendant la période stalinienne, - le KGB était moins réfractaire que l'armée à la « départition ». La loi sur la sécurité d'Etat votée en mai dernier ne reconnaît que l'autorité du président sur les « organes », sans aucune référence au parti, et si le PC disposait au sein de ceux-ci de ses inévitables comités, il n'y a jamais eu à la Loubianka une « direction politique » aussi puissante que la « direction politique » de l'armée et de la flotte au sein du ministère de la défense.

D'avantage également que les généraux, les guébiistes sont apparus longtemps plutôt favorables au parti bolchévique. D'abord parce que leurs cadres, mieux recrutés et éduqués depuis les années andropoviennes, bien informés des méfaits de la « stagnation » et connaissant bien les réalités à l'étranger, étaient plus

modernes que la moyenne dans la société soviétique. Ensuite parce que le KGB était moins affecté que d'autres institutions, notamment que l'armée, par les réformes de la perestroïka : si les services de répression intérieure ont dû modifier leurs méthodes, ils n'ont pas moins continué d'exister, sévissant moins mais poursuivant et développant encore leurs activités favorites de surveillance, de « désinformation » (M. Eltsine en sait quelque chose) et d'infiltration : les guébiistes ont été accusés à plusieurs reprises d'avoir pénétré les comités de grève et, parfois, ainsi que plusieurs formations politiques, tel le parti libéral-démocrate de M. Jirinovski, le candidat surprise aux élections russes du mois de juin.

Quant au renseignement extérieur, il se portait au moins aussi bien que sous Brejnev : M. Gorbatchev n'avait-il pas justifié publiquement la collecte de l'information à l'étranger, tant dans le domaine politique que technologique ?

Toujours est-il que le président-secrétaire général avait trouvé dans les chefs du KGB de précieux alliés pendant toutes ces années. Les premières dissidences ne sont apparues qu'avec le « putsch rampant » de l'hiver dernier, et encore M. Gorbatchev a dit sa « surprise » d'avoir trouvé M. Krioutchkov parmi les auteurs du coup d'Etat du 19 août. C'est grâce à lui qu'il avait pu faire contrepois à la grogne des militaires à partir de 1989, c'est sa « trahison » au profit de ces derniers qui a permis le putsch. Mais le président, quel qu'il soit, ne sera vraiment tranquille que lorsque l'Etat de droit aura définitivement neutralisé le « monstre ».

MICHEL TATU

Le lendemain, elle m'a dit - c'est la seule confidence qu'elle m'ait faite, la seule fois où elle m'ait parlé comme une mère à sa fille, comme à un être proche par le sang et par le cœur : — Il a une femme chez lui en Autriche. Il retournera près d'elle. Il nous quittera.

BAPTISTE-MARREY  
Les sept îles  
de la mélancolie

UN ROMAN QUI CONDUIT  
DANS LE LABYRINTHE DE  
LA DÉPOSSESSION AMOUREUSE

ACTES  
SUD

# LES BOULEVERSEMENTS

## La réorganisation de l'Etat Démission du procureur général Troubine

Le procureur général d'URSS, M. Nikolai Troubine, a présenté jeudi 29 août sa démission aux députés, après avoir pris « la mesure de sa responsabilité dans la conduite peu scrupuleuse de la direction du ministère public d'URSS dans ces journées de dures épreuves pour le pays ». Juste avant de démissionner, M. Troubine a décidé l'ouverture de poursuites judiciaires contre M. Anatoli Loukianov, l'ancien président du Soviet suprême, considéré par M. Eltsine comme le cerveau du putsch (nos dernières éditions du 30 août).

Belle sortie pour un homme qui n'en méritait pas tant. M. Troubine a en effet eu le bon goût de prendre les devants, sans attendre les ordres, le procureur général d'URSS s'est distingué au cours de l'année écoulée par des rapports dont les conclusions avaient scandalisé la classe politique réformatrice.

Le dernier en date est son rapport sur le massacre de Vilnius, au cours duquel quinze personnes avaient été tuées le 13 janvier par les troupes soviétiques, sous les yeux de dizaines de journalistes étrangers.

Les innombrables témoignages, tous concordants, sur le déroulement de cette tragédie, n'empêchèrent pas M. Troubine de mettre hors de cause l'armée soviétique dans ce rapport, distribué le 3 juin aux députés soviétiques; le procureur général d'URSS y assurait que les victimes avaient en fait été tuées par des Lituaniens qui leur tiraient dans le dos, ou encore poussées sous des chars par des manifestants zélés. En tout état de cause, concluait M. Troubine, ces incidents avaient été provoqués par l'attitude irresponsable des dirigeants nationalistes lituaniens.

La même philosophie inspirait deux autres rapports signés de M. Troubine, l'un sur le massacre de Tbilissi où, le 9 avril 1989, seize Géorgiens avaient été tués par les troupes soviétiques, et l'autre sur les émeutes de Novotcherkassk. Beaucoup plus ancien puisqu'il remonte à 1982, cet épisode, au cours duquel les forces de l'ordre ouvrirent le feu sur des ouvriers qui manifestaient contre les hausses de prix, fut longtemps tenu secret. Le 3 juin dernier, M. Troubine justifiait l'attitude des forces de l'ordre à Novotcherkassk dans les colonnes de la Pravda.

S. K.

## M. Erich Honecker pourrait être prochainement extradé d'URSS vers l'Allemagne

M. Erich Honecker, l'ancien numéro un est-allemand, sera probablement extradité vers l'Allemagne à court terme, a affirmé jeudi 29 août, l'agence russe RIA, citant une « source informée » du ministère soviétique des affaires étrangères. Transféré le 13 mars dernier d'un hôpital militaire soviétique proche de Berlin à Moscou, avec sa femme Margot, M. Honecker fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour complicité d'homicide dans le cadre du meurtre de 190 Allemands de l'Est, tués lors de leurs tentatives de fuite vers l'Ouest. (AFP.)

## La visite de M. Dumas dans les pays baltes

# Paris va rendre à la Lituanie son or conservé à la Banque de France

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

M. Roland Dumas avait choisi, jeudi 29 août, le registre de l'émotion pour dire sa « fierté » d'être le premier ministre occidental en visite à Vilnius et pour saluer « la longue marche de la Lituanie qui, sans jamais désespérer, a su donner au monde l'exemple du courage et de la volonté ».

Au Parlement de Vilnius, où le ministre était reçu par le président Landsbergis, témoignaient encore de ce courage de résister les blocs de béton et les chicanes obstruant les accès, les murs de sacs de sable et les barreaux entassés dans les couloirs. M. Dumas n'était pas tout à fait le premier puisque son homologue islandais avait fait une visite à Vilnius au début de l'année dernière, c'est-à-dire en un temps où aucun pays occidental n'était prêt à risquer ses relations avec Moscou pour un tel geste symbolique et où l'on se contentait de prêcher aux Baltes une infinie patience. Mais dans la course à la reconnaissance et à la sollicitude envers les Baltes, qui s'est déclenchée en Europe depuis le coup d'Etat manqué à Moscou, le ministre français est effectivement arrivé le premier en terre balte.

## Bons offices français pour l'ONU

Il lui aura fallu — car les événements se bousculent — opérer pour cela un acrobatique périple, puisqu'il était attendu par ses collègues allemand et polonais, MM. Genscher et Skubiszewski, jeudi matin à Weimar, et qu'il voulait aussi se trouver à Paris jeudi soir pour notamment y rencontrer le président sortant, M. Slobodan Milosevic. Entre les deux Vilnius, jeudi après-midi donc, et le ministre était attendu vendredi à Riga et à Tallin.

Pour illustrer la bienveillance

française envers l'Etat lituanien qui retrouve sa souveraineté, M. Dumas a proposé au président Landsbergis de se faire son intermédiaire auprès de M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, pour transmettre la demande d'admission de son pays à l'ONU. Il faudra, pour que cette demande aboutisse, que le Conseil de sécurité la rejette le moment venu. Des relations diplomatiques normales, dont M. Dumas a souligné qu'elles n'avaient jamais été répudiées mais seulement interrompues par la force, vont être restaurées et des ambassades seront très prochainement ouvertes dans les deux capitales.

## Un cas particulier

La France n'est propriétaire d'aucun immeuble à Vilnius (1) et son ambassade s'installera dans une maison proche de l'université où séjournerait Napoléon et Stendhal. La Lituanie, en revanche, va rentrer dans ses meubles à Paris: une procédure est en cours au tribunal de grande instance pour lui rendre l'usage de son ancienne ambassade qui est occupée par les Soviétiques depuis août 1944. Des locaux provisoires seront, d'ici là, mis à sa disposition (voir l'article de Marc Ambroise-Rendu dans le Monde du 30 août).

M. Roland Dumas était assez fier également d'annoncer aux Lituaniens qu'on leur rendait leur or (2,2 tonnes, soit environ 150 millions de francs), soigneusement gardé à la Banque de France. Tout le monde ne peut effectivement pas en faire autant, et notamment les Britanniques, qui l'ont vendu, ou les Suédois qui l'ont rendu aux Soviétiques.

A qui railerait le zèle mis aujourd'hui par la France à faire entrer dans les faits l'indépendance des trois Républiques baltes, on répond dans la délégation fran-

çaise que ce serait la lenteur qui, dans les circonstances actuelles, serait critiquable et l'on s'étonne que les mauvaises langues épargnent l'administration américaine qui n'avait toujours pas sauté le pas jeudi (voir l'article de notre correspondant à Washington). La France tenait aussi, explique-t-on, à régler au plus vite la question balte pour éviter que n'interfèrent avec elle d'autres revendications indépendantistes envers lesquelles elle serait moins bien disposée. M. Dumas a souligné à Weimar et à Vilnius: les Républiques baltes constituent à ses yeux, pour des raisons historiques, un cas particulier qui n'est transposable ni dans les autres Républiques soviétiques ni en Yougoslavie.

CLAIRE TRÉAN

(1) Avant la guerre, Vilnius était polonaise et l'ambassade de France se trouvait à Kaunas, capitale de la Lituanie indépendante.

(2) M. Dumas: M. Gorbatchev est « indispensable à l'Union ». — M. Mikhaïl Gorbatchev est « encore indispensable à l'Union » car il en est sa « clef de voûte » et son « point de référence », a estimé, jeudi 29 août, M. Roland Dumas sur Antenne 2. Selon le chef de la diplomatie française, le président soviétique « a joué un rôle important dans l'histoire contemporaine » et « poursuivra ce rôle s'il en a la possibilité ». Il s'est félicité de l'accord intervenu entre la Russie et l'Ukraine qui « veut travailler ensemble à la réalisation d'une nouvelle Union ». M. Dumas ne croit pas que le monde soit « au bout de ses surprises ». « Nous assistons à des phénomènes d'ondes (...) qui sont la conséquence des événements de ces derniers jours (...) L'occasion était trop belle pour M. Gorbatchev pour qu'il ne la saisisse point », a-t-il conclu. (AFP, Reuters.)

## La situation dans les Républiques

# Le texte de l'accord russo-ukrainien

Quelques heures après la signature de l'accord de coopération économique et militaire conclu à Kiev dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 août entre la Russie et l'Ukraine (Le Monde du 30 août), le président ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, a fait part de son intention d'inviter à Kiev les représentants des quinze Républiques de l'Union pour discuter « des structures générales dans les domaines de la politique, de l'économie et de la stratégie militaire », sans la participation, dans un premier temps, du président Gorbatchev.

Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbajev, a proposé le même jour la tenue, « à Kiev, Minsk ou Almaty », d'une réunion d'urgence entre les Républiques de l'Union. De leur côté, les nationalistes ukrainiens ont critiqué « les faiblesses » de l'accord conclu avec la Russie par M. Kravtchouk.

Voici le texte de l'accord russo-ukrainien, signé par le président du Parlement ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, et le vice-président de la Russie, M. Alexandre Roussakoff, le premier de ce type conclu entre deux Républiques depuis l'effondrement du pouvoir central soviétique.

« Après la liquidation du coup d'Etat en Union soviétique, est apparue une nouvelle situation politique qui permet d'accélérer les réformes démocratiques et la mise en œuvre des droits souverains des Républiques.

Etant donné la démission du cabinet des ministres et l'incapacité des structures de l'Etat et de l'Union à servir les intérêts vitaux des peuples, reconnaissant le droit de l'Ukraine et de la Russie à l'indépendance, affirmant son attachement au traité signé le 19 novembre 1990 par la Russie et l'Ukraine, les parties s'engagent à :

1 - Entreprendre des actions communes pour éviter la désintégration incontrôlée de l'Union. Pendant une période de transition, pour assurer les besoins essentiels de la population et le fonctionnement de l'économie, il serait opportun de créer des structures provisoires entre les Etats intéressés, avec la participation des Etats membres de l'ancienne Union soviétique indépendamment de leur statut actuel et sur la base de l'égalité de ses représentants.

2 - Proposer aux Etats membres de l'ancienne Union indépendamment de leur statut actuel de préparer et de signer un accord économique mutuel.

3 - Réaffirmer l'importance particulière des problèmes militaires et stratégiques, dire la nécessité de réformer les forces armées de l'Union et créer un système collectif de sécurité. Ne pas prendre de décisions unilatérales dans les questions militaires et stratégiques.

4 - Pendant la période de transition, éviter de lancer sans consultation préalable des démarches qui concernent les intérêts mutuels des parties.

5 - Réaffirmer les articles 2 et 6 de l'accord du 19 novembre 90 (déjà signé par la Russie et l'Ukraine) sur les droits des citoyens et l'intégrité territoriale.

6 - Souligner la détermination avec d'autres Etats membres de l'ancienne Union de poursuivre les réformes démocratiques et élaborer une coordination de la politique des réformes économiques radicales.

7 - Affirmer leur fidélité aux engagements de l'Union sur le plan international, ainsi qu'à l'accord sur les relations et le contrôle de l'armement et au soutien de la paix et de la stabilité dans le monde. Se déclarer prêt, sur la base des négociations avec les Etats membres de l'ancienne Union ainsi qu'avec la communauté mondiale, à résoudre pendant la période de transition toutes les questions qui découlent des engagements internationaux adoptés dans le passé.

8 - Echanger immédiatement des représentants pour une information continue et la conduite de consultations entre la Russie et l'Ukraine. (AFP.)

## Après une réunion des «sherpas» du G 7

# M. Major va présenter à Moscou un plan d'aide occidentale plus étoffé

LONDRES

de notre correspondant

Lors d'une rencontre, jeudi 29 août à Londres, les représentants personnels («sherpas») des chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays les plus industrialisés (G 7) ont mis au point les propositions d'aide occidentale à l'URSS. Le premier ministre britannique, M. John Major, doit, dimanche à Moscou, présenter ce plan à MM. Gorbatchev et Eltsine, puis rencontrer des dirigeants baltes, du Kazakhstan et d'autres Républiques.

En tant que président en exercice du G 7, M. Major assure, jusqu'à la fin de l'année, le suivi du dernier sommet qui s'est tenu en juillet à Londres. Il arrivera à Moscou les mains vides. Il doit présenter un plan d'assistance occidentale en six points, certes modeste mais plus large que l'aide promise par les Sept lors de leur rendez-vous du 17 juillet avec M. Gorbatchev.

Dans un premier temps, l'Occident propose une aide alimentaire et technique à l'URSS et aux Républiques plutôt que l'octroi d'une assistance financière. Parmi les actions concrètes qui doivent être immédiatement engagées figurent la promotion de l'URSS au rang de membre associé du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la participation de ces deux institutions financières internationales à l'élaboration d'un plan de réformes structurelles, la

constitution d'équipes d'experts en matière de production et de distribution alimentaire et l'intensification de l'aide technique à l'URSS dans les domaines cruciaux (énergie, conversion de l'industrie de défense, sécurité nucléaire, transports...).

## Une étude sur les besoins alimentaires et médicaux

M. Major peut se féliciter d'avoir forgé un front occidental uni vis-à-vis de MM. Gorbatchev et Eltsine. Le successeur de Margaret Thatcher est parvenu à mettre sur pied un compromis entre l'Europe (l'Allemagne et la France en tête), qui insiste sur l'urgence d'un tel soutien, et les Etats-Unis et le Japon, beaucoup plus réservés.

La réunion des «sherpas» a permis de préciser ce que les Sept entendaient quand aux réformes dont la mise en place progressive doit permettre d'intégrer l'URSS dans l'économie de marché. Il s'agit de nouvelles législations sur la propriété privée et le droit commercial, d'un régime fiscal particulier couvrant les investissements occidentaux et de l'abolition du système de planification centrale et de contrôle des prix.

Dans l'immédiat le G 7 va rapidement mener une étude sur les besoins alimentaires et médicaux à court terme de l'URSS, ainsi que sur les moyens d'améliorer rapidement le système de distribution. Les Sept doivent faire le bilan de leurs démarches à la fin du mois de septembre. (Interim.)

## L'URSS demande une aide financière directe de la CEE

M. Lev Voronine, ambassadeur de l'URSS auprès de la CEE et ancien vice premier ministre, a demandé jeudi 29 août à Bruxelles, devant le Parlement des Douze, une aide financière européenne directe à son pays: « une coopération financière (de l'URSS) avec la CEE devient de plus en plus cruciale », a affirmé M. Voronine. Il a demandé que son pays bénéficie de prêts de la Banque européenne d'investissement, en plus de ceux accordés par la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). La CEE limite pour l'instant son soutien à des aides alimentaires d'urgence, des garanties de crédits et un programme d'assistance technique. (AFP.)

□ Déclaration franco-germano-polonaise en faveur d'une aide à l'URSS et aux pays de l'Est. — Réunis à Weimar à l'occasion du 242<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Goethe, les ministres des affaires étrangères d'Allemagne, de France et de Pologne ont signé, jeudi 29 août, une déclaration commune en faveur d'une aide globale aux nouvelles démocraties d'Europe de l'Est et à l'URSS. « L'Europe ne doit pas être déchirée par une nouvelle frontière entre pauvres et riches », indique ce texte. Bonn et Paris se déclarent prêts à associer les Etats d'Europe centrale et orientale à la CEE et à leur ouvrir la voie de l'adhésion. En attendant, des projets concrets de coopération doivent être mis en œuvre dans les domaines de l'environnement, de la technologie, des communications, de la culture, etc., afin de créer des conditions d'existence « dignes, là où les hommes vivent ». C'est le seul moyen, disent les ministres, d'éviter des flux migratoires en Europe. MM. Genscher, Dumas et Skubiszewski ont décidé de se réunir au moins une fois par an.

## L'Azerbaïdjan proclame son indépendance

Le Parlement d'Azerbaïdjan a adopté, vendredi 30 août, une résolution sur la «restauration de l'indépendance» de cette république du Caucase, a annoncé l'agence présidentielle azérie Assalinda. « Le vote a été unanime (des députés) à la politique du Parlement républicain », précise par M. Ayaz Moutalibov, qui avait démissionné, jeudi, de ses fonctions de premier secrétaire du PC de la République.

Le texte de la résolution «restaure l'indépendance» de l'Azerbaïdjan République d'Azerbaïdjan

(1918-1920) et proclame les principes de bon voisinage, ainsi que « le développement, et le renforcement des liens avec les Républiques (qui sont) au sein de l'URSS ou en dehors, et le développement des relations avec toutes les nations du monde », a précisé Assalinda.

La veille, M. Moutalibov avait levé l'état d'urgence, en vigueur à Bakou depuis janvier 1990, date de l'intervention des troupes soviétiques dans la capitale azerbaidjanaise alors en état d'insurrection. (AFP.)

## Le roi Michel de Roumanie salue la proclamation d'indépendance moldave

GENÈVE

de notre correspondant

Dans un message adressé, mercredi 27 août, au peuple roumain, le roi Michel de Roumanie, en exil à Versoix, près de Genève, se réjouit de la proclamation d'indépendance de ses «frères de Bessarabie». Il espère que, «devenus libres, ils pourront choisir, dans la légalité, l'ordre et la démocratie, leur avenir au sein de la grande famille roumaine».

Estimant que «la révolution roumaine de 1989 n'a pas encore pu aboutir à une véritable démocratie ni à la liberté totale», car «la Roumanie est le seul pays d'Europe qui reste encore à mi-chemin entre le communisme et la démocratie», le roi se félicite en revanche que «cette démocra-

tie et cette liberté existent désormais à Moscou» et se déclare convaincu que «le peuple roumain est, lui aussi, capable de remporter la même victoire».

C'est évidemment à dessein que le roi Michel évoque, dans son message — repris à Bucarest par la presse et la télévision — la «Bessarabie», nom de la province annexée par Staline et rebaptisée sur son ordre «République socialiste soviétique de Moldavie», alors que la Moldavie est une province roumaine: il rappelle d'ailleurs dans un télégramme envoyé au président George Bush que le sort de la Bessarabie avait été réglé par le pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, en même temps que celui des trois pays baltes.

I. V.

**TRÉCA**  
matelas, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)  
**CAPELOU**  
37, av. de la République - 75011 PARIS - TEL. 43.57.95.34 - METRO PARENTIER

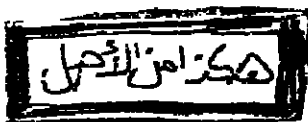
**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements :  
46-62-73-75

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**  
RADIO TÉLÉVISION

**BENNETON**  
Graveur-Héraldiste  
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage  
Chevillères gravées  
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39







## LES BOULEVERSEMENTS

### Les réactions dans le monde

## Washington : optimisme sans enthousiasme

Certes, le ton général est à l'optimisme : le président George Bush estime que les événements en URSS ont « sonné le glas du communisme », et il se réjouissait, jeudi 29 août, de la mise hors la loi du Parti communiste soviétique. Mais on chercherait en vain une once de triomphisme dans les commentaires des responsables américains sur la débâcle de leur vieil ennemi.

#### WASHINGTON

de notre correspondant

La situation est paradoxale. Le « gros ours soviétique » se décompose : l'adversaire idéologique et militaire numéro un s'écroule. « L'empire du mal » risque de se transformer en une douzaine de Républiques capitalistes. Le président soviétique et celui de Russie ne prennent plus de décision sans téléphoner au préalable à leur partenaire et ami de la Maison Blanche. Lundi prochain, Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine dialogueront en direct, sur une chaîne de télévision américaine, pour informer les États-Unis de ce qui se passe en URSS. En somme, le triomphe est complet sur l'ennemi qui avait façonné, des dizaines d'années durant, la politique de défense, la diplomatie et les réflexes idéologiques des États-Unis.

Et, pourtant, c'est le silence, ou presque. Rien du côté de cette droite républicaine qui avait le plus investi dans la lutte contre le communisme. Rien, en tout cas, de la part de son parrain, Ronald Reagan, ni de ses amis du début des années 80, ceux qui furent les plus ardents à dénoncer l'impérialisme soviétique. Dans le *New York Times*, l'un d'entre eux, le commentateur William Safire, s'étonne de ce silence et s'en indigna. « On devrait savourer ce moment, remarquer (dans l'ordre) Dieu, l'OTAN, les héros de la dissidence de Russie et de l'empire et deux générations d'Américains à qui

les sacrifices furent demandés pour protéger le monde et eux-mêmes des risques d'une domination despotique », écrit Safire. Pourtant, rien : « Pourquoi le président des États-Unis, poursuit-il, n'est-il pas sur les ondes en train de souhaiter la bienvenue dans le monde libre aux Russes, aux Ukrainiens et aux autres, et d'appeler l'URSS à la dissolution de la police et aux coupes dans l'armée, montrant le chemin de la prospérité ? »

On pourrait répondre que, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev et depuis l'écroulement du mur de Berlin et des dictatures communistes d'Europe de l'Est, les Américains ont déjà eu l'occasion de célébrer la victoire des valeurs occidentales. On peut aussi faire valoir, de manière beaucoup plus terre à terre, que c'est en août, et non en août, celui des vacances de la classe politique américaine — Maison Blanche et Congrès réunis.

#### Se garder de « toute euphorie »

La réponse est évidemment plus complexe. La réaction première inspirant les propos officiels aux États-Unis est la prudence : ne rien dire ou faire qui puisse ajouter à la menace de chaos en URSS. La satisfaction devant le démantèlement de l'empire communiste soviétique est tempérée par la crainte de voir cet ensemble, pourvu de quelque vingt-sept mille têtes nucléaires, plonger pour longtemps dans le tourbillon.

Il n'y a pas de nostalgie du passé, bien sûr. On n'ignore pas, cependant, qu'une certaine stabilité avait été trouvée dans un équilibre conflictuel avec une politique dirigée depuis le Kremlin et que ce système de relations n'existe plus. M. Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'État, disait mercredi qu'il n'y avait pas de stabilité retrouvée tant que la Russie et les autres Républiques n'auraient pas conclu une nouvelle forme d'association entre elles.

Jeudi, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, est allé plus loin. Il s'est félicité des changements en URSS mais, dans le même souffle, il

a mis en garde contre « toute euphorie ». M. Cheney se refuse à envisager des coupes dans son budget au moment où les États-Unis « ne savent pas ce que le futur leur réserve en URSS », et d'énumérer un éventail de scénarios cauchemardesques : « conflits violents entre Républiques ou minorités ethniques (...), famine, afflux massif de réfugiés », etc. Timidement, le président Bush a tout de même fait remarquer que la victoire des réformateurs en URSS pourrait, à terme, amener les États-Unis à « restructurer leur système de sécurité », autrement dit, à faire des coupes dans le budget de la défense.

#### La visite de M. John Major

La préoccupation de ne pas déstabiliser un peu plus la situation en URSS explique la volonté des États-Unis de ménager Mikhaïl Gorbatchev et donc le « profil bas » adopté à Washington sur la question de la reconnaissance des pays baltes. Après s'être entretenu avec le premier ministre britannique, M. John Major, dans sa résidence de vacances du Maine, le président américain a, de nouveau, exhorté jeudi les législateurs soviétiques à reconnaître la pleine indépendance des trois pays baltes. C'était là, pour lui, une façon de dire qu'il attendait le feu vert des autorités soviétiques avant de restaurer les relations diplomatiques avec la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie.

Hormis quelques réserves du côté du Congrès et l'incompréhension de la minorité balte aux États-Unis, l'attitude de M. Bush ne paraît pas renvoyer d'opposition. Elle suscitait même, jeudi, un éditorial élogieux du *New York Times* : « En suivant plutôt qu'en prenant la tête du mouvement (en faveur de la reconnaissance des pays baltes), Washington évite d'apparaître comme participant à la dissolution de l'Union soviétique — et cela est fait, écrit le quotidien, sans retarder en rien l'accès des pays baltes à la liberté ».

MM. Bush et Major ont longuement débattu de la question de l'aide à apporter à l'URSS, où le

premier ministre britannique doit se rendre durant le week-end en sa qualité de chef du groupe des sept plus grands pays industrialisés (le G7). Ils ont maintenu à ce sujet le même profil prudent que celui qui avait été adopté en juillet dernier, lors du sommet du G7 à Londres, qui à l'assistance technique, c'est-à-dire à l'envoi d'experts en URSS, ou à une extension des crédits occidentaux devant permettre à Moscou d'acheter des céréales à l'étranger, ou, encore, à une aide alimentaire d'urgence si le besoin s'en fait sentir cet hiver ; mais non, définitivement non, à une aide financière directe et massive qui irait se perdre dans les tiroirs de bureaucraties inefficaces.

M. Major a touché un point qui ne laissera sans doute pas insensibles les contributeurs occidentaux : avant de solliciter une aide financière accrue de l'Europe et des États-Unis, l'URSS, selon le premier ministre britannique, devrait réduire des dépenses militaires qui représentent près du quart de son PNB. M. Bush a maintenu son attitude d'expectative : pas d'aide financière directe tant que l'URSS n'a pas un plan de réformes économiques et un système de pouvoirs un peu mieux défini.

La encore, la politique suivie par M. Bush paraît bien acceptée. Les résultats d'un sondage publié jeudi par le *Washington Post* indiquent qu'une écrasante majorité d'Américains sont opposés à une aide financière massive. La difficulté se situe surtout dans la mesure de la moitié des personnes interrogées acceptaient que l'URSS bénéficie de prêts sans intérêt, mais une majorité est favorable à une assistance alimentaire d'urgence et à une aide technique substantielle.

La Maison Blanche sait pertinemment qu'il sera difficile de faire accepter le principe d'une aide financière massive. La difficulté se situe surtout dans la mesure de la moitié des personnes interrogées acceptaient que l'URSS bénéficie de prêts sans intérêt, mais une majorité est favorable à une assistance alimentaire d'urgence et à une aide technique substantielle.

ALAIN FRACHON

## Pékin en proie aux rumeurs...

L'agence Chine nouvelle a laissé transparaître la désapprobation impulsive de Pékin envers la reconnaissance diplomatique des États baltes par les pays occidentaux, en citant une déclaration de M. Gorbatchev à une radio italienne la jugeant « précipitée ».

#### PEKIN

de notre correspondant

Le mutisme dans lequel s'est réfugié le régime chinois à la suite des événements d'URSS a ramené sur Pékin l'atmosphère lourde des périodes de conspiration, quand le moindre détail inhabituel donne lieu aux bruits les plus variés. Un concert de rumeurs faisant état de la disparition brutale de M. Deng Xiaoping, de la mort du premier ministre Li Peng et de rassemblements populaires place Tiananmen, avait déjà agité les marchés financiers asiatiques le 27 août.

La place centrale de Pékin n'était pourtant occupée que par ses habituelles hordes de promeneurs. Le ministère des affaires étrangères, comme d'habitude, prestement démentit les rumeurs de décès.

Mais la présence, tard dans la nuit de mardi à mercredi, de nombreuses limousines officielles devant la résidence de M. Deng a immédiatement relancé les interrogations. Les témoins du régime étaient-ils venus voir le président en raison d'un brusque problème de santé, ou bien s'agissait-il d'une réunion convoquée d'urgence, en raison de problèmes intérieurs plus ou moins directement liés à la situation en URSS ?

Ces bruits se propagent d'au-

tant plus vite que la direction s'est encore déconsidérée auprès de la base du parti par sa réaction au coup d'État avorté de Moscou, sur laquelle des prévisions supplémentaires commencent à filtrer.

#### « Le choix du peuple »

Ainsi s'est-on appris l'existence d'un document « interne », adopté dès les premières heures du putsch, appelant les communistes chinois à « s'en féliciter discrètement ». « La victoire du peuple soviétique (symbolisée par la chute de Gorbatchev) est la victoire du peuple chinois », affirmait ce document. Selon certaines informations, la circulaire faisait valoir que les événements de Moscou allégeraient la pression internationale sur la Chine à propos de questions sensibles comme les ventes d'armes.

L'ordre de rappeler ce document compromettant ne fut émis qu'après qu'il soit devenu clair que le coup avait échoué. Un nombre suffisant de membres du parti en avaient pris connaissance pour que son contenu reste dans les mémoires comme un ironique contrepoint à la position publique de Pékin qui est — comme pour tout changement politique dans un pays tiers — de proclamer vertueusement son respect pour « le choix du peuple » concerné.

Un nouveau document, émis depuis, blâme M. Gorbatchev pour l'ensemble de la crise, mais insiste sur la nécessité de ne pas porter sur la place publique la nouvelle querelle idéologique sino-soviétique qui en résulte.

FRANCIS DERON

## Tokyo : relance du contentieux frontalier sur les îles Kouriles

Le gouvernement de M. Toshiki Kaifu n'aura pas perdu beaucoup de temps pour relancer le contentieux territorial opposant le Japon à l'Union soviétique à propos des Kouriles. Ces quatre îles rocheuses du sud de l'archipel — appelées par les Japonais « Territoires du nord » — sont devenues, au fil des temps et de l'exaltation du sentiment national, une sorte d'« Alsace-Lorraine » nipponne.

Selon l'agence Kyodo, M. Kaifu a fait parvenir mardi 27 août à M. Mikhaïl Gorbatchev une lettre lui disant que le temps était venu de normaliser les relations nippon-soviétiques. Théoriquement en effet, les deux pays sont toujours — depuis 1945 — en état de guerre. Tokyo se refusant à signer un traité de paix, ou à débiter une aide économique, tant que le Kremlin n'aura pas promis de restituer ces territoires que l'on peut apercevoir à l'œil nu de l'extrémité septentrionale de l'île de Hokkaïdo.

Tokyo compte sur la désagrégation de l'Union et sur les rivalités entre MM. Gorbatchev et Eltsine pour pousser la Russie ce que lui avait refusé le président soviétique en avril dernier, lors de sa visite

au Japon. A cette occasion, M. Gorbatchev, en dépit des promesses d'une aide qui pourrait atteindre les 28 milliards de dollars et des pressions exercées par ses hôtes, s'était refusé à céder.

D'autant qu'il était, de son côté, soumis aux pressions de ses compatriotes, en particulier du maréchal Iazov, ministre de la défense jusqu'à son limogeage la semaine dernière pour sa participation au putsch avorté, et de M. Boris Eltsine. Ce dernier refusait qu'un territoire faisant partie de la Russie puisse être aliéné sans son aval, et avait annoncé son « opposition totale » à tout accord conclu par M. Gorbatchev. Ce dernier, agacé de l'insistance de ses interlocuteurs — qu'il jugeait « humiliante », — avait lâché : « Je ne suis pas venu ici pour vendre des principes pour une poignée de dollars ».

#### Renverser l'équation

Il faut dire que M. Kaifu s'était refusé à tout compromis, sauf celui d'accepter une restitution des îles en deux temps, les plus proches du Japon — Habomai et Sikotan (Shikotan en japonais) — d'abord, les autres — Kounashir (Kunashir) et Itouroup (Etorouf) — plus tard. Alors qu'en 1956 les Soviétiques avaient proposé aux Japonais de leur restituer Habomai et Sikotan contre la conclusion d'un traité de paix, accord qui n'avait pu se faire, en particulier en raison de l'opposition des États-Unis.

Depuis avril, M. Kaifu estime que la position du président russe a évolué, et espère pouvoir conclure avec lui l'accord que M. Gorbatchev avait décliné. Cet optimisme vient en particulier d'une déclaration du vice-ministre russe des affaires étrangères, M. Georges Kouadza, qui a dit à l'agence Jiji qu'un accord sur les Kouriles du Sud était possible. Mais aussi de l'appât que représentent les milliards de dollars de crédits et d'investissements à la clé. Le putsch avait annulé la

visite que devait faire, la semaine dernière, le premier ministre russe Silaev à Tokyo. Cette visite aurait été rapidement reprogrammée.

Le Japon voit aussi dans l'indépendance des pays baltes — que Tokyo, d'ordinaire plus prudent, s'est empressé de reconnaître — un précédent pour récupérer ses « Territoires ». Les choses ne sont cependant pas aussi simples. Outre le fait que l'appartenance des Kouriles du sud n'est pas incontestable — le premier cosaque y ayant débarqué en 1649 et le premier japonais en 1754 (le *Monde* du 16 avril) — il sera plus facile pour les Russes d'accepter le départ de l'Union d'autres Républiques (comme les baltes) que de se départir d'une parcelle de leur propre territoire.

De toute manière, un accord ne sera pas aisé à négocier. Il faudra tenir compte des intérêts différents de l'URSS et de la Russie, mais surtout de la puissance du sentiment nationaliste de part et d'autre. Car, si les Japonais n'ont pas oublié leur « Alsace-Lorraine » de 1945, le désastre de la guerre russo-japonaise de 1905 n'est pas sorti de la mémoire de tous les Russes.

Pendant ce temps, certains milieux d'affaires nippons piaffent d'impatience devant le mirage des ressources naturelles de la Sibérie. « Le Japon ne pourra se débarrasser de son devoir de soutenir l'URSS », écrivait récemment le quotidien économique *Nihon Keizai*, cité par le *Courier international*. « C'est en témoignant de notre volonté de soutien à ce peuple (russe) confronté à de telles difficultés pour mettre en place une économie libérale, que l'on pourra préparer la voie d'une solution au problème des Territoires », ajoutait-il. En clair, renverser l'équation du gouvernement nippon, le porte-parole du monde économique proposait d'aider d'abord l'URSS, pour obtenir en retour les îles convoitées.

PATRICE DE BEER

## New-Delhi a été totalement pris au dépourvu

L'Inde, un des principaux partenaires diplomatiques et commerciaux de l'Union soviétique, a été prise au dépourvu par les récents événements en URSS. Au point d'avoir paru, au début du putsch, indifférente au sort de M. Gorbatchev. Quant aux communistes indiens, ils restent confiants dans l'avenir du marxisme : « Nous sommes les grands survivants du communisme », déclarait M. Jyoti Basu, dirigeant du CPI-M (marxiste) et premier ministre du Bengale-occidental depuis 1977. Quel qu'il arrive dans le reste du monde, nous sommes plus déterminés que jamais à appliquer le marxisme-léninisme au Bengale ».

#### NEW-DELHI

correspondance

L'Inde a été prise totalement au dépourvu par les événements de Moscou et n'a pas fini de mesurer quelles en seront les conséquences sur ses relations avec son principal allié, premier fournisseur d'armement et second partenaire commercial. Après quelques propos bêtifs qui ont fait croire que le gouvernement de M. V. P. Narasimha Rao était indifférent au sort de M. Mikhaïl Gorbatchev, New-Delhi a maintenant choisi la plus grande prudence dans ses commentaires et attend de voir comment les choses vont tourner.

Quelques heures après l'annonce du coup d'État, le premier ministre avait déclaré que la chute de M. Gorbatchev montrait aux réformateurs qu'ils devaient procéder avec prudence, donnant l'impression qu'il n'était pas pleinement partisan de la démocratisation en URSS. Le secrétaire d'État aux relations extérieures, M. Eduardo Faleiro, avait ajouté que ce n'était pas les individus qui comptaient dans les relations entre États. Mais, après l'échec du putsch,

M. Rao a aussitôt fait part de sa « grande satisfaction » : ce dénouement faisait la preuve de la maturité du peuple soviétique et de la validité de l'esprit de la perestroïka lancée par M. Gorbatchev, assurait-il.

L'opposition, mais aussi des députés du parti du Congrès au pouvoir, ont attaqué le gouvernement, l'accusant d'opportunisme, de timidité et d'incohérence. M. Nawaz Singh, qui fut ministre des relations extérieures du temps de Rajiv Gandhi, a écrit au premier ministre pour lui reprocher une politique au coup par coup face « à des événements de grande ampleur », et il a mis en garde contre les dangers d'une telle approche.

#### Confusion

Le concert de critiques a été tel que, lorsque les Républiques baltes et d'autres ont commencé à proclamer leur indépendance, New-Delhi s'est refusé pendant plusieurs jours à tout commentaire, comme si le gouvernement craignait un nouveau faux pas. Finalement, New-Delhi a fait savoir que l'Inde était prête à développer ses échanges directs avec les Républiques. Mais un porte-parole a bien mis les points sur les « i », en indiquant qu'il n'était pas question de relations diplomatiques tant que les Républiques n'auraient pas réglé elles-mêmes avec Moscou la question de leur indépendance.

La confusion paraît d'autant plus grande que, le 9 août dernier, l'Inde et l'URSS avaient annoncé la reconduction pour vingt ans d'un traité d'amitié et de coopération conclu en 1971 au temps de la guerre froide, par Indira Gandhi et Brejnev. La nouvelle n'avait alors guère fait de bruit, mais la presse a commencé à s'interroger sur le sens de cet accord avec un pays en pleine décomposition.

Le gouvernement de M. Rao a répété au cours des derniers jours que les événements en URSS n'auraient pas d'effets sur les relations indo-soviétiques. En fait les

intérêts des deux pays, plongés l'un et l'autre dans d'énormes problèmes économiques, sont désormais sur des voies divergentes. Même si New-Delhi fait officiellement comme s'il n'en était rien.

Un accord commercial sur le règlement des échanges bilatéraux en roupies risque d'être l'une des premières victimes des bouleversements en cours. Un protocole couvrant l'année 1991 prévoyait déjà des échanges très déséquilibrés au bénéfice de l'Inde. Le déficit des échanges de l'URSS à vendre en roupies ce qui pourrait lui rapporter des devises fortes : pétrole, papier, métaux non ferreux (...).

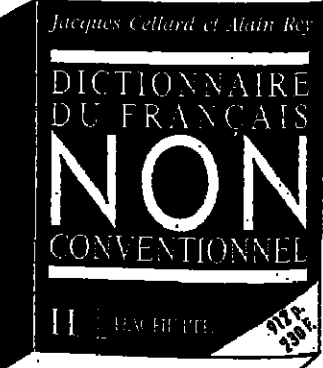
La désorganisation de l'économie soviétique, l'indépendance de plusieurs Républiques et la tendance de celles-ci à se tourner davantage vers l'Europe et les États-Unis vont rendre difficile l'application de l'accord actuel, qui doit faire prochainement l'objet d'un nouveau protocole pour l'année 1992. Certains Indiens préféraient exporter vers des pays à monnaie forte les produits électroniques, chimiques et de consommation qu'ils envoyaient en URSS. Cet ensemble de relations qui devra être revu, cela à un moment où toute la politique étrangère de l'Inde — plongée dans ses crises politiques, économiques et sociales — a été mise en veilleuse.

MARIE DESCHAMPS

#### QUI A ÉCRIT ?

« La feuille de rose est décidément le seul plaisir qui reste ».

CONTEMPORAIN DE SAVASCH ET HENRI DE BEER

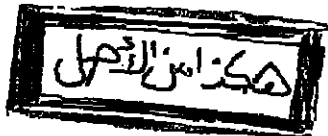


UNION SOV

elle stratégie sur le PS ?

Es





## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD :  
en refusant d'amnistier trois activistes afrikans

### Le président De Klerk prend ses distances à l'égard de l'extrême droite

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Le président Frederik De Klerk a donné, jeudi 29 août, un coup d'arrêt à la montée en puissance de l'extrême droite sud-africaine, en refusant toute mesure d'indulgence à l'égard de trois grévistes de la faim, extrémistes de droite, inculpés et détenus pour avoir participé des attentats à l'explosion. Le chef de l'Etat a ainsi démenti une fois n'est pas coutume sa réputation de faiblesse envers les activistes boers (afrikans). Ces derniers battent la campagne depuis plusieurs semaines, n'hésitant pas, comme le 9 août à Ventersburg, à l'ouest de Johannesburg, à attaquer les armes à la main, des rassemblements du Parti national (NP) de M. De Klerk.

Ces raids, menés par les commandos de l'AWB (Mouvement de résistance afrikane), dont les membres s'alignent, sur le terrain, aux « cow-boys » du Parti conservateur (CP, extrême droite parlementaire), ne sont pas sans effet. Le NP a dû, par crainte des incidents, annuler une réunion publique prévue en début de semaine et que devait animer un ministre, dans la petite ville de Parys, dans la région de Johannesburg. Cette recrudescence de violence a soulevé de vives critiques au sein du NP, de l'ANC et parmi les dirigeants libéraux blancs.

Le refus du président d'amnistier MM. Henri Martin, Adrian Maritz et Lood Van Schaik, membres du minuscule Mouvement de l'ordre boer (OVB), a provoqué la fureur de la droite extrémiste blanche. Celle-ci s'est pourtant révélée incapable de mobiliser ses troupes, jeudi, à Pretoria, où elle n'a rassemblé qu'une dizaine de personnes. Les activistes blancs auront néanmoins reçu le soutien inattendu de l'ANC, qui justifie ce curieux geste de solidarité par des raisons « purement humanitaires ».

Scissions successives dans la famille nationaliste

La fermeté du chef de l'Etat s'explique. Son parti et l'extrême droite – dont le gros des troupes provient des scissions successives au sein de la famille nationaliste blanche, longtemps incarnée par le seul NP – se chassent sur les mêmes terres politiques. Notamment dans les zones rurales, où l'électorat blanc vit généralement mal la remise en cause du système d'apartheid par l'équipe de M. De Klerk.

Le Parti conservateur, qui avait refusé, en 1982, l'introduction d'un Parlement bicaméral (blanc, indien, noir), s'est radicalisé. La publication, dans la presse locale, de certains des projets constitutionnels – qui prévoient, notamment, des élections générales tripartites d'ici à 1994 – a encore attisé l'hostilité des activistes blancs. Le CP ne craint plus de qualifier M. De Klerk de « traître » et de « traître », se rapprochant de plus en plus du mouvement paramilitaire néonazi de M. Eugène Terreblanc. (Interim.)

### ALGÉRIE : à la suite des émeutes de mai et juin derniers 166 islamistes sont encore en détention

ALGER

de notre correspondant

442 personnes ont été déferées devant la justice militaire, à la suite des manifestations islamistes, en mai et juin, a annoncé, mercredi 28 août, à Alger, l'autorité militaire chargée de l'état de siège, en précisant que 166 d'entre elles sont actuellement en détention et 62 en liberté provisoire.

Par ailleurs, 120 personnes ont été déferées devant une juridiction civile, à la suite d'un désarmement du tribunal ou d'une décision d'incompétence du juge d'instruction militaire. « Le cours de la justice ne peut être arrêté que par la mise en œuvre du pouvoir d'amnistie, qui n'appartient qu'au pouvoir législatif. Le droit de grâce, privilège exclusif du chef de l'Etat, ne peut s'exercer que sur les affaires définitivement jugées », indique l'autorité militaire. Cette précision est une manière de répondre au collectif des avocats de la défense des dirigeants islamistes emprisonnés – dont MM. Abassi Madani et Ali Benhadj –, qui ont réclamé la libération de leurs clients, estimant que « les motifs de leur incarcération sont politiques ».

La veille, l'autorité militaire avait annoncé l'élargissement, dans les quarante-huit heures, des détenus islamistes non inculpés et la fermeture des centres de sûreté, installés dans chacune des régions militaires, au lendemain de la proclamation de l'état de siège, le 3 juin. Cette mesure devrait concerner quelque 70 militants islamistes, a annoncé le ministre délégué aux droits de l'homme, M. Ali Haroun.

La détention dans ces centres « ne présente plus un caractère d'urgence et une nécessité impérieuse pour la restauration de l'ordre et de la sécurité publique », ont expliqué les militaires. Le 18 août, 329 militants islamistes qui y étaient détenus avaient déjà été libérés. Seules, les personnes inculpées et déferées devant les juridictions militaires ou civiles demeurent en prison. Officiellement, leur nombre s'élèverait à 781. (Interim.)

TOGO : M. Cresson apporte son soutien au nouveau premier ministre. – Le premier ministre français, M. Edith Cresson, a adressé un message de soutien son homologue togolais, M. Kokou Koffigoh, pour l'assurer « de la disponibilité des autorités françaises à entretenir avec le Togo une étroite et féconde coopération », 8-10-91.

Le Togo « s'est engagé », M. Koffigoh vient d'être désigné par la Conférence nationale qui a limité considérablement les pou-

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres

Vous proposez une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

## EN UNION SOVIÉTIQUE

Les répercussions en France

### Quelle stratégie pour le PS ?

Suite de la première page.

Lors de cette élection, M. Mitterrand, candidat commun de la gauche au premier tour, fut battu, de peu, par M. Cocard d'Estang au second. Il ont, de surcroît, manqué à cette époque l'évolution à l'italienne vers un communisme « autonomiste » et failli aux espérances que l'on plaçait alors dans ce qu'il était convenu d'appeler l'eurocommunisme.

M. Mitterrand, qui, à la Libération, était anticommuniste plus encore qu'antiguillottiste, avait fait en 1963, lors de l'élection présidentielle, qui lui permit de mettre le général de Gaulle en ballottage, un choix stratégique fondé sur l'analyse des institutions de la V<sup>e</sup> République et du système mis en place en 1962 par la réforme prévoyant l'élection du président de la République au suffrage universel. Il n'y avait d'autre issue, de son point de vue, pour parvenir au pouvoir, que de rassembler la gauche, donc les communistes puissants et les socialistes molles, mais dont il pensait qu'avec le temps et un peu d'entraînement il serait possible de leur rendre du muscle.

L'actuel chef de l'Etat a donc consacré à sa conquête du pouvoir neuf années de luttes politiques, sinon politiques, si l'on s'en tient à la signature du Programme commun. Seize si l'on remonte à son combat de 1965 contre de Gaulle. Ou bien, à condition de s'amuser beaucoup, trente ans ; on était alors référence à un dîner de 1931, au cours duquel il aurait dit, quelques-uns de ses amis de l'UDSR

(Union démocratique et socialiste de la Résistance) : « Nous avons tenu cinq ans. Quel peut être notre avenir ? Dans ce régime, aucun, car la IV<sup>e</sup> mourra de son insubordination et de ses colonies. Lui succèdera un régime fort, les factieux feront appel à de Gaulle, qui y est prêt. Nous, il nous reste à penser des maintenant à l'après-de Gaulle, car de Gaulle ne durera pas ».

Ce serait, malgré l'erreur du « de Gaulle ne durera pas », verser dans le travers thuriféraire où est tombé M. Berégovoy. Soucieux de défendre à tout prix, président bien aimé, le ministre de l'Economie affirmait sans la moindre trace d'humour que M. Mitterrand avait tout prévu, il y a au moins dix ans, de ce qui s'est passé à l'Est, et singulièrement à Moscou. Sans parler de M. Lang, jamais en retard d'un hommage à « la lucidité, la sagesse » et la prescience du chef de l'Etat.

« L'après-de Gaulle », en tout cas, n'était certainement pas clair en 1951. Il a fallu attendre une circonstance – 1958 et les institutions de la V<sup>e</sup> République complètes en 1962 – pour que commence à s'élaborer une stratégie, l'union de la gauche. L'après-Mitterrand, que chacun de ses successeurs potentiels prépare depuis le jour de sa première élection, le 10 mai 1981, n'est pas non plus limpide. La déroute du Parti communiste français – M. Mitterrand a réussi à le dépeupler au-delà de ses espérances – livre aux socialistes, depuis dix ans, matière à réflexion sans que nul n'ait osé, jusqu'ici, en tirer de conclusion définitive. Sa mort annoncée depuis le coup

d'Etat manqué de Moscou – il est menacé « dans son existence même », estime M. Fiterman, tandis que M. Hozog, membre du bureau politique, évoquait, dans l'Humanité du 29 août, les conditions de sa « survie » – devrait pousser les socialistes à conduire vite, du moins ceux d'entre eux qui se sentent présidentialistes. La circonstance existe, reste à définir la stratégie.

M. Mitterrand avait esquissé, en préparant sa réélection de 1988, une stratégie possible, « l'ouverture » vers le centre. Elle répondait à une obligation de résultat électoral, mais n'avait pas que des finalités tactiques, bien que le coup de fin donné quelques mois plus tard ait pu le faire croire. Certes, M. Mitterrand s'était refusé à toute idée de « contrat de gouvernement », condition que certains dirigeants communistes mettaient à un ralliement massif. C'est été un renversement d'alliance. Le Parti socialiste n'y était pas prêt, et la plupart de ses dirigeants ont constamment affirmé, avant et après, qu'ils y demeuraient hostiles.

La question est pourtant une nouvelle fois posée. Il faudra bien, en tout cas, que les socialistes à ambitions présidentielles y répondent, loin avant l'échéance, et sans doute avant les élections législatives de 1993. Ils ne peuvent pas se contenter des manœuvres d'élargissement auxquelles se livre M. Jean-Pierre Sison en s'appuyant sur quelques députés centristes dissidents, et qui sont pilotés directement par M. Mitterrand, au prix de quelques racontars et de déjeunés que l'on s'empresse de vendre publics (le Monde du 30 août). Après tout, M. Raymond Barre, entre autres, n'est guère éloigné des socialistes de gouvernement, et l'on voit mal pourquoi ces derniers, soulagés du poids de la critique communiste, continueraient de s'en défendre.

Annoncer, comme le disent certains socialistes, que le PS doit « occuper le terrain », comme l'a fait Van Schaik, la nécessité d'une « refondation » (M. Cho-

venement) ou d'une « recomposition » (M. Poperen) de la gauche est évident, mais suppose un travail de longue haleine, une réflexion idéologique aujourd'hui mal engagée si l'on en croit le peu de cas que la plupart des socialistes font du « projet pour l'an 2000 », dont ils sont supposés débattre.

Compter sur une transformation rapide du Parti communiste, à laquelle M. Fiterman lui-même ne croit pas, n'est pas sérieux. Miser sur un succès de M. Fiterman et de ses amis à l'extérieur du PCF est aléatoire. Espérer que les électeurs ne prendront pas la fuite devant la reconduction, lors des prochaines échéances, de la « discipline républicaine » est risqué. Que restera-t-il ? Comme le temps presse et que les candidats potentiels à l'Elysée sont gens impatients, il est probable que la tentation centriste revivra en force.

### La solution Delors

Il y a en tout cas un prétendant naturel à cette solution-là, M. Jacques Delors, dont la présence sur la scène intérieure et dans l'opinion publique ne devrait pas tarder à empêcher M. Michel Rocard de dormir. Il est curieux de constater que la vieille garde mitterrandiste l'a accueilli en son sein lors du dernier congrès du PS, à Rennes, et que l'un de ses plus éminents représentants, M. Pierre Joxe, a tracé récemment de M. Delors un portrait au pied de président de la République française. Or, il y a vingt ans, au congrès d'Episy (1971), fondateur de l'actuel Parti socialiste, c'est elle qui avait organisé le combat qui, en passant par la stratégie d'union de la gauche, a conduit M. Mitterrand à l'Elysée.

JEAN-YVES LHOMEAU

### POINT DE VUE

## Est-il permis ?

par Jean-Denis Bredin, de l'Académie française

Le communisme est mort : le mot, le parti, l'Empire, la théologie, tout est mort, et tous se réjouissent. Ceux que le communisme a enrôlés, ceux qu'il a empêchés de vivre, ils peuvent se réjouir. Ceux qui, dans tous les pays du monde, se sont sentis pour la liberté des hommes, contre tout despotisme, contre le despotisme communiste, ils peuvent se réjouir. Et comme ils se réjouissent aussi ceux qui ont craint, ici ou là, qu'un soir sinistre les opprimés ne prennent le pouvoir, ceux que le communisme a fait trembler moins par ses armes que par son idéologie.

Le communisme est mort. Et

M. Gorbatchev n'est-il pas un timoré qui s'est avancé, longtemps seul, il est vrai, mais l'œil inquiet, et traquant les pieds, sur le chemin obligé de l'histoire, où brille, si haut, l'évidence seule de l'économie de marché ? Et les communistes, s'il en reste, ne sont-ils pas des aveugles, qui n'ont pas compris que le capitalisme avait maintenant pris en charge le destin de l'humanité, qu'il n'y avait plus de révolution, mais une éternelle réforme qui ferait les riches un peu moins riches, les pauvres un peu moins pauvres, pas de grand soir mais un patient travail des siècles, qui annoncerait à chacun la liberté et le pain ?

Le communisme est mort. Qui peut s'en plaindre ? Ni les peuples de l'ancienne URSS, bien sûr, ni les peuples d'Europe de l'Est qui ont été déçus. Ni notre monde libre, auquel j'ai juste rendu par les armes du mal. Ni les pays pauvres qui le marxisme ne nourrissait que d'illusions. Toutes les nations peuvent donc se prendre par la main, et commencer la ronde ; c'en est fini des dictatures, de celles du moins que leur idéologie rendait intouchables. Le libéralisme peut progresser, en s'unissant, les fêtes du troisième millénaire : l'ordre paraît régner dans toutes les rues du monde. Il peut dormir tranquille. Personne ne promet plus de le dégrader.

Est-il permis, tandis que montent les feux d'artifice, brûlant les dogmes, réchauffant les derniers inquiets, tandis que les pays riches invitent à leur banquet les pays pauvres à leur rassemblement, est-il permis de regarder en arrière, juste un moment, avant que le communisme ne soit plus qu'un terrible souvenir, la dernière promesse universelle, et peut-être la pire, avant que vienne le regard froid des historiens, est-il possible de regarder en arrière, si ce n'est pas trop déplacé, non pas du côté des peuples que le communisme a tyrannisés, mais simplement chez nous, du côté de notre peuple ?

Est-il permis d'avancer timidement que le communisme, si détestable quand il a tenu le pouvoir, a utilement servi quelques démocraties, celles qui n'avaient guère sans être bousculées, la nôtre, où il ne fut qu'une force d'opposition ? Ou en un siècle ou presque, le progrès social, dans notre vieux pays conservateur, lui a dû beaucoup ? Que les communistes français, les syndicats qu'ils ont animés, les interminables luttes qu'ils ont menées, ont beaucoup fait pour

l'Etat, du moins les revenus d'une société qui répugnait à tout partage ? Est-il permis d'avancer que les communistes français, parce qu'ils furent obstinés, souvent aveuglés, les promoteurs de lois, parfois simplistes, qui prenaient un peu d'argent aux riches pour le donner aux autres, parce qu'ils n'arrêtaient pas, sous tous les gouvernements, de gauche de droite et du centre, de revendiquer, au profit des exploités, tout et n'importe quoi, arrachant souvent quelque chose, que ces communistes français ont rendu à notre démocratie quelques services ?

Est-il possible d'avancer encore que le socialisme n'ait peut-être été, chez nous, qu'un radicalisme autrement dénommé, s'il n'y avait eu le communisme qui le surveillait, qui le talonnait, toujours prêt à lui prendre sa place, le communisme qui l'empêchait de dériver trop vite, ou trop fort ? Est-il permis d'avancer que tant de dégringolade, tant d'effacement du reste de la gauche, le communisme français, étrange gardien d'un catéchisme universel, porteur d'une terrible légitimité, a aidé le socialisme français à tenir son cap, que sans lui le Front populaire n'aurait pas été un front populaire, que l'union de la gauche n'aurait sans doute été qu'une union des centres, ou un rêve, et que beaucoup de lois sociales seraient encore antérieures ?

Est-il possible d'avancer que tous

### Le « Financial Times » critique sévèrement l'attitude de M. Mitterrand

Le Financial Times consacre un éditorial, vendredi 30 août, aux réactions de M. Mitterrand devant les événements d'Union Soviétique. « Il était, certes, loin d'être évident que le coup échouerait, concède le quotidien des milieux d'affaires londoniens, en tout cas à court terme, et les dirigeants occidentaux [...] avaient la responsabilité de préserver le mieux possible les fruits de l'ère Gorbatchev [...] ».

Cependant, M. Mitterrand a, d'une certaine manière, fait davantage. Rappelant les propos du chef de l'Etat, le 19 août, à la télévision, et la lecture qu'il avait faite d'une lettre de M. Ianauv, le quotidien observe : « L'impression donnée, même involontairement, était qu'il s'attendait au succès du coup et qu'il définitivement déjà les termes d'un modus vivendi avec ses auteurs. » Deux jours plus tard, continue le Financial Times, le président était de retour à la télévision et expliquait qu'il avait toujours pensé que le coup échouerait. « Citant les critiques de M. Mitterrand envers les dirigeants de l'opposition, qui avaient manqué, selon lui, de « sang-froid », le quotidien commente : « Il n'était que trop évident que c'était M. Mitterrand lui-même qui avait perdu son sang-froid, d'une manière troublante, ce dont on l'aurait cru incapable. Ce faux pas, en lui-même de peu d'importance, était néanmoins symptomatique d'un malaise plus profond qui l'affecte depuis la chute du mur de Berlin. Il y a deux ans, il a éprouvé une grande difficulté à s'adapter au nouveau ordre des choses en Europe et donné l'impression qu'il préférait l'ancien. » Selon le quotidien britannique, « la triste conclusion tirée par de nombreux compatriotes (de M. Mitterrand) est qu'après dix ans d'exercice du pouvoir, il a plus que mérité sa retraite ».

New Delhi a été totalement pris au dépourvu



## AMÉRIQUES

L'isolement croissant du régime de Cuba et

## Miami - La Havane : le difficile dialogue entre

## MIAMI

de notre envoyée spéciale

Pour se moquer d'eux, à Cuba, on les appelle les «tuberos», littéralement ceux qui arrivent dans des tubes, agrippés à leurs embarcations de fortune : deux chambres à air, trois planches et un morceau de plastique pour couvrir le tout. Entre Cuba et la Floride, il n'y a qu'un gros bras de mer. Autrefois, du temps de Batista, quand la Havane était le tripot et le paradis touristique de l'Amérique, les yachts le franchissaient en quelques heures.

Aujourd'hui, ceux qui fuient la forteresse idéologique cubaine et sa constante dégradation économique dérivent des journées entières sur la mer. Il y a trois mois, le bateau de la reine d'Angleterre, en visite aux États-Unis, a recueilli un de ces boat people à demi mort d'épuisement. Beaucoup n'ont pas cette chance. D'après les statistiques, un tubero sur deux n'arrive jamais au terme du voyage : les tempêtes et les requins s'en chargent.

Après avoir dérivé trois jours, Amado Agete et ses deux neveux ont été secourus, vendredi 14 juin, par les gardes-côtes américains au large d'Islandorada. Trop tard pour Amado, qui n'a survécu que quelques heures à une crise d'hallucinations, assez longtemps toutefois pour figurer dans les statistiques alarmantes des gardes-côtes.

## Le rythme des départs s'emballe

Car c'est ce jour-là précisément que M. Joe Dye, un de leurs porte-parole, a annoncé, un peu effaré, que la barre symbolique du millier de boat people cubains depuis le début de l'année venait d'être franchie, soit deux fois et demie plus que l'année précédente. La veille, les élus de Floride

s'étaient rendus en délégation à Washington pour tenter de faire déclarer l'état d'urgence à Miami et obtenir ainsi de substantiels subsides financiers du Congrès. Requête rejetée.

Le problème n'en reste pas moins entier, d'autant que le rythme des départs s'est emballé depuis qu'ont été aggravées les privations imposées aux Cubains en raison de la diminution de l'aide soviétique notamment (voir l'article de Jean-Michel Caroit). En mars, le pilote cubain d'un Mig-21 a fait défection en se posant avec son appareil à Key-West. En avril, un groupe de onze Cubains ont détourné un yacht en direction de Miami. Depuis le début de l'été, c'est par familles entières que les boat people accostent en Floride.

Les autorités américaines craignent à présent que, fidèle à son habitude, le régime castriste n'organise, pour désamorcer la pression, un de ces exodes «autorisés» comme celui de Mariel en 1980, où cent vingt-cinq mille Cubains s'embarquèrent pour Key-West. Les signes avant-coureurs sont là : début août, La Havane a abaissé l'âge minimum pour les Cubains souhaitant voyager à l'étranger (trente-cinq ans pour les hommes, trente pour les femmes, au lieu de soixante-cinq et soixante ans). La barre sera même prochainement fixée à vingt ans seulement.

Débordée, la section des intérêts américains à La Havane a suspendu l'acceptation des demandes de visa de tourisme des Cubains. Près de soixante-dix mille demandes avaient été déposées ; là aussi, plus du double de l'année dernière. Un chiffre préoccupant lorsque l'on sait que 30 % de ces touristes en profitent pour rester définitivement sur le territoire américain.

Fait significatif : parmi les derniers arrivants se trouvent de plus

en plus de bureaucrates, de ces petits nantis du régime que la verve populaire désigne sous le nom de *pinchos* (les «galons»). «*Voilà le point où on est rendu à Cuba dans l'immobilisme et les privations*», dit Carlos Luis, un de ces nouveaux *tuberos*, dont le père occupe un poste important dans un ministère, *qui peut encore faire la distinction entre réfugiés économiques et politiques*. À Cuba, il n'y a plus qu'un problème : *survivre*.

## Une intégration réussie

Pour survivre, il faut bien souvent d'abord gagner Miami, mégapole de Floride où, cas unique, le bilinguisme espagnol-anglais est officiel. Car Miami, c'est avant tout l'histoire d'une intégration réussie. Plus de 80 % du million d'émigrés cubains que comptent les États-Unis se trouvent ici, dans le comté de Dade.

Les mêmes gardes-côtes qui remorquent les Haïtiens tentant de fuir la misère de leur pays jusqu'à la limite des eaux territoriales américaines sont accueillants pour les Cubains. Ces derniers savent, il est vrai, renvoyer l'ascenseur : d'après les statistiques officielles, la très grande majorité vote républicain, y compris ces *marriellitos* à qui le démocrate Jimmy Carter avait ouvert les bras en 1980, lors du plus grand exode.

Souvent d'un niveau culturel bien supérieur aux autres *Latinos* venus chercher refuge à Miami, ils s'en sortent étonnamment bien : un tiers des plus grandes firmes hispano-américaines se trouvent dans le sud de la Floride, et il y a longtemps que les Cubains américains de Miami ont déserté, sinon pour une promenade nostalgique, les fastes «ethniques» décadents du Versailles et des autres restaurants historiques de la *calle Ocho*.

au cœur de Little Havana, pour les villas au design tropical chic de Coral-Gables et autres banlieues hippestes.

Cubano-Américain ? Le mot sonne mal, même pour les mieux intégrés ; et s'ils sont les premiers à parler de la Floride comme de la «septième province de Cuba», nombreux sont ceux qui se considèrent toujours comme des exilés. Dans son élégante maison de verre cernée par les fougères, M. Raul Rodriguez, architecte à succès, petit-fils d'un riche planteur chassé par Fidel Castro, reçoit Pepe et sa femme, deux cousins éloignés venus de Cuba.

Raul, lui, va tous les six mois à La Havane. « *Ici, à Miami, c'est une belle parenthèse, dit-il simplement. La-bas, le régime, si l'on n'est pas de son côté, nous propose seulement deux clés pour s'en sortir : la prison ou l'exil. Nous sommes tous des exilés.* » Son rêve : rénover un bâtiment dans le quartier historique de La Havane. « *Je retournerai vivre à Cuba, dit-il, après le départ de Fidel. Et si je n'arrive à rien, alors je reviendrai à Miami, mais cette fois seulement en immigrant.* »

Simple rêverie romantique ? Selon un récent sondage du *Miami Herald*, seul un Cubain américain sur cinq désirerait revivre à Cuba. « *Le problème, explique le Père Santana, qui a quitté l'île en 1961 et se consacre à l'accueil des réfugiés, c'est que le modèle américain est plus vivace qu'on ne l'admet dans la mentalité cubaine.* » A Miami, les Cubains sont plus américanisés qu'ils ne le pensent.

« *En fait, Miami est le reflet fidèle de La Havane, affirme de son côté M. Lissandro Perez, sociologue à l'université de Miami. En trente ans, rien n'a changé la-bas et presque rien ici. L'isolement répond l'hostilité. La communauté en exil ne s'est pas projetée dans une situation post-révolutionnaire.* »

Beaucoup rêvent d'abolir l'épisode castriste pour revenir tout simplement au point de départ. La encore, c'est un réflexe à l'américaine. Ils veulent «*intégrer*», ne serait-ce que par un rade à la façon de Wall Street, pour récupérer l'île après le départ de Castro.

## La «bataille de Washington»

Photos de M. Ronald Reagan, bannières étoilées et bureaux asseptisés de bon aloi : la Fondation nationale cubaine américaine (Cuban American National Foundation), de loin la plus importante organisation cubaine de Miami, est la machine de guerre anti-Castro la mieux huilée. Née en 1981 à l'initiative de M. Richard Allen, le premier conseiller pour les affaires de sécurité nationale du président Reagan, à l'époque où la jeune administration républicaine traquait l'«*empire du mal*» soviétique et ses satellites dans les Caraïbes, l'organisation compte aujourd'hui cinquante mille membres et contributeurs, deux cent huit hommes d'affaires dans son organigramme et un budget annuel de 3 millions de dollars.

En égrenant ces chiffres, M. Francisco «Pepe» Hernandez, l'un des directeurs, explique avec une satisfaction évidente que son organisation a calqué celle du lobby juif américain à Washington. Avec un succès presque embarrassant, y compris auprès des autorités américaines, qui se voient à l'occasion accusées par les libéraux d'avoir non pas une politique cubaine mais «*une politique israélienne*». Les liens étroits entre M. Jeb Bush, le propre fils du président, devenu l'un des magnats de l'immobilier de Miami, et la fondation y seraient, dit-on, pour beaucoup.

Quoi qu'il en soit, il y a longtemps que Pepe Hernandez et M. Jorge Mas Canosa, le fondateur, tous deux riches «*self made millionnaires*» et, comme beaucoup dans l'organisation, anciens du fiasco de la «*baie des Cochons*», ont gagné, selon leur propre expression, la «*bataille de Washington*». Aussi s'apprêtent-ils à livrer la bataille de La Havane, une joute plus économique celle-là, d'autant que la construction, principale source de revenus des entreprises cubaines locales, marque le pas. De nouveaux marchés seraient les bienvenus.

« *Nous avons créé, au mois de mai, une commission pour la reconstruction de Cuba,* explique Pepe Hernandez, en citant péle-mêle parmi les membres M. Jay Pritzker, le directeur des hôtels de luxe Hyatt, M. Malcolm Forbes, plus une demi-douzaine de sénateurs ; M. Jeanne Kirkpatrick, l'ancien ambassadeur aux Nations unies, et... M. Ronald Reagan bien sûr. « *Nous comptons sur 5 milliards de dollars d'investissements de la communauté cubaine exilée dans les deux ans qui suivront la chute de Castro,* ajoute-t-il,  *et sur 5 autres milliards en investissements étrangers.* »

Le mot d'ordre de cette reconquête : « *Cuba, de préférence à propriété.* » Quant au démantèlement des anciens planteurs déposés par M. Castro, une liste de noms circule déjà. L'avenir ? Il sera délibéré sans le commandant. « *Je vois un gouvernement provisoire et des élections dans l'avenir »,*  nous confiera M. Mas Canosa. Se présentera-t-il lui-même ? Il ne sait pas encore, mais les chances sont bonnes : « *Castro, comme Hitler et Mussolini, a empêché toute opposition sérieuse. Il n'y a personne pour prendre la relève à l'intérieur »,*  laisse-t-il entendre. Bref, tout est

## La grande déprime

Suite de la première page

Victoire des athlètes, mais aussi des autorités qui, malgré les difficultés économiques, ont relevé le défi de l'organisation des Jeux. « *Sans luxe ni ostentation, mais à la satisfaction générale »,*  se félicitait un officiel cubain en feuilletant le cahier où les journalistes étrangers étaient invités à consigner leurs remarques. Victoire enfin du Lider maximo, qui, en dépit des oracles prédisant sa chute imminente depuis l'effondrement du mur de Berlin, a montré, selon le même officiel, qu'il dispose encore d'une bonne réserve de popularité.

Ancien joueur de base-ball et grand amateur de sport, M. Fidel Castro s'est fait applaudir dans les stades. Engoncé dans son uniforme vert olive, il a posé pour les caméras en compagnie des champions américains et reçu l'actrice Jane Fonda, qui a visité La Havane en compagnie de M. Ted Turner, le patron de CNN.

« *Panamericanos no, pan ameri-*

cano sí » (Panaméricains non, pan américain oui) : cette plaisanterie qui circulait avant les Jeux témoigne de l'état d'esprit d'une partie de la population, qui ne comprend pas qu'on investisse des millions de dollars (entre 50 et 100 selon les sources) pour la grande fête sportive, alors que la ration quotidienne de pain avait été réduite à 80 grammes et que, même la *libreta*, le carnet de rationnement, ne garantit plus le lait et les œufs.

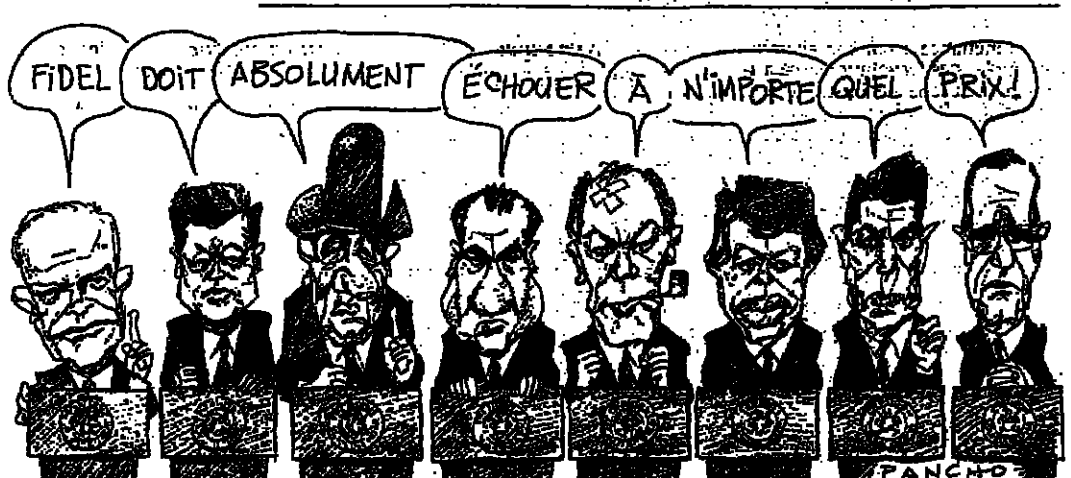
La plupart des critiques se sont tues dès les premières compétitions. Juché sur une Flying Pigeon, l'une de ces lourdes bicyclettes chinoises que le pouvoir répartit pour économiser le pétrole, Lazaro, un jeune Noir, est fier des champions cubains. Mais, ajoute-t-il, « *il faut régler les problèmes de nourriture. Vite. Sinon, les gens peuvent se révolter.* »

Dans le monde des ambassades, gagné par le fièvre des rumeurs, on raconte qu'il y a deux mois à peine, une émeute de la faim à Santiago. Le doigté des responsables locaux du parti et l'arrivée oppor-

tune de vivres ont calmé les manifestants. Les officiels répètent que la brutale aggravation de la crise économique s'explique par l'interruption quasi totale des fournitures soviétiques au premier semestre. Si, comme des œufs, c'est parce qu'il a fallu tuer des volailles. S'il y a pénurie de cigarettes, s'il faut fermer les maisons d'édition et réduire la pagination des journaux, c'est que pas une rame de papier n'est arrivée depuis le début de l'année.

Le manque de pièces et de matières premières touche tous les secteurs de l'économie. Seul le pétrole, désormais facturé aux cours internationaux, est arrivé sans retard. Les défilants soviétiques ajoutés aux effets du blocus américain, vieux de plus de trente ans, et à la rupture des relations commerciales avec les pays d'Europe de l'Est, ont transformé la «*période spéciale en temps de paix*», décrétée par Fidel Castro en septembre 1990, en cauchemar pour nombre de Cubains.

Une grande déprime s'est abattue sur La Havane, où les gens, le samedi soir, se bousculent autour des bidons de rhum, vendus sans rationnement. « *Je bois pour oublier »,*  avoue Juan Carlos, un jeune docteur. Plus encore que d'assiettes bien garnies, il rêve de jeans à la mode et de tennis, comme dans les films américains. « *Difficile de sortir des filles si ce n'est pas bien habillé.* » Il tente sa chance auprès des étrangers, plus nombreux grâce aux Jeux, propose d'échanger les



posos qu'il n'arrive à dépenser ou la boîte de cigares qu'il a gagnée au travail contre des dollars, seule monnaie acceptée dans les boutiques bien fournies réservées aux touristes.

Priorité du régime à l'effrit de la devise, « *le tourisme accentue le stress social et les frustrations »,*  reconnaît M. Dario Machado, directeur du Comité central du PCC. « *Nous expliquons à la population qu'il s'agit d'une tâche révolutionnaire permettant de défendre nos acquis sociaux.* » Le marché noir s'est considérablement développé depuis la suppression du «*marché parallèle*» où les Cubains pouvaient acheter, avant la «*période spéciale*», des produits non rationnés.

« *J'ai dû arrêter de fumer, et ce n'est pourtant pas l'envie qui me manque »,*  grogne Camilo, un dessinateur industriel qui a l'âge de la révolution. « *Officiellement, le paquet de Papeter tout jours 60 centimes, mais le seul endroit où l'on trouve, c'est dans la rue, à 4 ou 5 pesos le paquet.* »

« *Il faut rester, les choses vont changer »*

Un marché noir alimenté par les cols qu'envoie la communauté de Miami, mais aussi par les vols dans les entreprises et les multiples combines que génère un système totalement étatisé. « *Ici, il n'y a rien, mais on trouve tout »,*  affirme un autre jeune devant les rayons décapotés vides du grand magasin La fin du siècle, au cœur de la capitale. Aucun économiste n'est capable de chiffrer le temps que passent les Cubains à faire la queue devant les *bodegas* (épiceries) à attendre les *guaguas* (autobus) essoufflés, à travailler ou à négocier au noir. Une chose est sûre : l'absentéisme augmente, la productivité baisse, et le «*secteur informel*» se développe.

« *C'est vrai que la vie est de plus en plus dure. Mais nous n'avons pas le choix. Il faut suivre notre commandant en chef »,*  Nelaida, une femme à l'allure distinguée, lève son verre de bière tiède à la santé de Fidel, qui fête ce jour-là ses soixante-cinq ans. Des dâtes ont été dressées dans les rues de Playa, un quartier paisible de la capitale, les militants des Comités de défense de la révolution servent la *cajaca*, la soupe de poule, à la louche, et quelques couples dansent entre les Lada rouillées et les vieilles américaines incrochables. Une fête bon enfant, familiale, en l'honneur des athlètes cubains.

Nelaida, sexagénaire, défend le régime avec plus de conviction que ses petits-enfants. « *Tous mes enfants sont diplômés de l'université grâce à la révolution »,*  affirme-t-elle avant d'ajouter les pays de l'Est d'être responsables des difficultés du moment. Exemple de la «*double morale*» consistant à dire tout haut le contraire de ce qu'on pense tout bas ? Ou confirmation des sondages de M. Machado, qui affirme qu'en dépit des réminiscences «*le peuple cubain reste largement fidèle à la révolution et à sa direction historique* » ?

« *Les gens portent un masque. Ils craignent de perdre leur emploi et leurs avantages sociaux s'ils s'expriment »,*  répond M. Gustavo Arcos, secrétaire général du Comité pour les droits de l'homme. Cet ancien compagnon des premiers heures de la révolution, aujourd'hui l'un des principaux dirigeants de l'opposition interne, soutient que « *le gouvernement Castro n'a pas de crédibilité ».*  Sans tribune et sans reconnaissance légale, s'efforce, sous la seule protection des ambassades, de convaincre les jeunes de ne pas abandonner le pays. « *Le régime incite les mécontents à partir. Il faut rester. Les choses vont changer »,*  réplique-t-il.

Pour beaucoup de jeunes, même parmi les plus critiques, ceux qui n'hésitent pas à traiter Fidel de «*vieux rabâcheur*» à voix basse, en

s'assurant d'un uniforme gris de la police nationale révolutionnaire n'est pas en vue, le remède proposé par les exilés de Miami est souvent pire que le mal. « *Entre Mas Canosa (l'un des principaux opposants de l'extérieur) et Fidel, je préfère encore Fidel. Nous ne voulons pas redevenir une petite étiole sur le drapet des États-Unis »,*  affirme Camilo, qui n'est pas prêt à «*renoncer aux acquis de la révolution, comme la santé ou l'éducation.* »

Le grand espoir de changement né de la convocation du quatrième congrès du PCC, dont l'ouverture, après avoir été plusieurs fois repoussée, est prévue pour le 10 octobre prochain, est retombé. Après plusieurs mois de débats à la base, marqués par une avalanche de critiques et de propositions de réforme, le commandant en chef a nettement indiqué que l'heure n'était pas aux grands changements de cap. Contre ceux qui proposaient la réintroduction des marchés libres paysans ou la privatisation des services, M. Fidel Castro fait appel au travail volontaire pour le «*Plan alimentaire*», qui vise à l'autosuffisance de l'île, et demande aux Cubains toujours plus d'héroïsme et de patriotisme.

A l'extérieur, pour tenter de desserrer l'étau, Cuba multiplie les appels du pied en direction des frères latino-américains. « *Le sommet de Guadalajara est très important car il marque la réintégration de Cuba dans le concert latino-américain »,*  affirme M. Aurelio Alonso, responsable du Centre d'études sur les Amériques. Le Chili, la Colombie et le Paraguay ont annoncé le rétablissement de leurs relations avec La Havane. Le Mexique demeure un partenaire solide. « *Mais, reconnaît M. Alonso, en dépit de quelques gestes d'aide, les pressions des États-Unis, plus hostiles que jamais, ont jusqu'à présent empêché que ce succès politique ne se transforme en offre de coopération concrète.* »

JEAN-MICHEL CAROIT

## Une aide soviétique de plus en plus chichement comptée

Quatre-vingt grammes de pain par jour et par personne, 250 grammes de viande tous les cinquante-six jours, pénurie de beurre et de lait en poudre aujourd'hui importés de la défunte RDA : telles sont les conséquences tangibles de la diminution de l'aide des pays de l'Est - URSS en tête - à Cuba, dont les échanges dépendaient à 70 % du COMECON.

M. Fidel Castro n'avait pas attendu que soit signé avec l'URSS, en décembre 1990, un accord commercial bien moins généreux que les précédents pour imposer à la population des restrictions de plus en plus sévères, étant donné les «*retards*» dans les livraisons de blé et autres produits en provenance de l'Est. En vertu de cet accord, la plupart des échanges sont facturés, depuis janvier dernier, en devises fortes, y compris le pétrole soviétique, dont Cuba dépend presque entière-

ment. Une diminution de 20 % des livraisons d'or noir était prévue en 1991, et l'URSS tarde à remplir ses engagements. D'où l'accélération de l'assemblage de bicyclettes chinoises et le remplacement des tracteurs par des bœufs.

Moscou avait consenti, en avril dernier, un répit à son fidèle allié, en maintenant des tarifs préférentiels pour le sucre cubain, dont 4 millions de tonnes doivent être livrées cette année, à un prix double des cours mondiaux. Si cet accord n'est pas remis en question, Cuba devrait ainsi percevoir 2,2 milliards de dollars, soit 80 % de ses recettes en devises, à condition de pouvoir produire les quantités promises. La Havane avait dû acheter en 1989 et en 1990 quelques milliers de tonnes de sucre sur les marchés mondiaux pour respecter ses engagements.

Il est d'ores et déjà prévu

qu'à partir de 1995 La Havane devra rembourser en dollars sa dette envers l'URSS, évaluée à 15,5 milliards de roubles (9,5 milliards de dollars) pour 1989 par l'Académie des sciences de Moscou. Selon cette même source, l'URSS a fourni plus de 4 milliards de roubles (2,5 milliards de dollars) d'aide militaire et technique à Cuba chaque année.

La Havane, sous le coup d'un embargo commercial décrété par les États-Unis en 1961, tente par tous les moyens de trouver d'autres clients et fournisseurs, en Amérique latine notamment. Ces démarches n'ont véritablement porté de fruits qu'avec la Chine, l'un des derniers partenaires bien disposés, avec laquelle les échanges commerciaux ont plus que doublé au cours des trois dernières années.

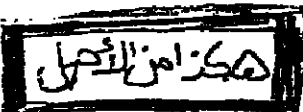
M. J.

Pres ennemis

La business







## PROCHE-ORIENT

L'exil en France de l'ancien dirigeant chrétien

# Le général Aoun est arrivé à Marseille

Amnistié au Liban et bénéficiant de l'asile politique en France, le général Michel Aoun et trois de ses collaborateurs sont arrivés, vendredi matin 30 août, dans une villa de Marseille où sa famille résidait depuis jeudi soir.

Plus de vingt-quatre heures, c'est le temps que le général Aoun aura mis pour rallier la France depuis Beyrouth via Chypre. Un voyage mystérieux dont on ne savait que bien peu de choses, vendredi en fin de matinée, tant les autorités françaises, qui ont assuré l'« exfiltration » de l'ancien homme fort du Liban, ont pris soin de l'entourer de leurs soins afin d'assurer à leur hôte une sécurité maximale.

En marge d'une mise en scène aéro-maritime assortie de fausses nouvelles, la seule indication officielle fournie à Paris tout au long de ces vingt-quatre heures est « tombée », tôt vendredi, sous forme d'un bref communiqué du Quai d'Orsay annonçant que le général Michel Aoun ainsi que trois de ses collaborateurs — dont les généraux Edgar Maalouf et Issam Aboujamra, qui ont partagé ses dix mois de réclusion à l'ambassade de France à Beyrouth — étaient « en route pour la France, où ils bénéficieraient de l'asile politique, avec les droits et les devoirs qui s'y attachent ». Paris « se réjouit de l'heureux aboutissement des efforts déployés à cette fin », ajoutait simplement le communiqué du Quai en forme de conclusion à une affaire qui a lourdement pesé pendant des mois sur les relations entre Paris, d'une part, Beyrouth et Damas, d'autre part (le Monde du 23 août).

En fait, le général Aoun et ses trois compagnons étaient « en route » depuis les premières heures de jeudi, peu après avoir été graciés par le pouvoir libanais. C'est à 4 h 30 qu'une nuée de véhicules aux vitres opaques a surgi de l'ambassade de France pour s'égarer dans plusieurs directions. Dans le même temps, un avion français stationnait, rétracteurs allumés, à l'aéroport de Beyrouth. Le change était donné, jusqu'à ce que l'on apprenne que les quatre proscrits s'étaient finalement embarqués à

bord d'un navire français à partir d'une petite rade proche de la capitale. Direction Chypre, où un dispositif de sécurité impressionnant était déployé à Larnaca.

### Rumeurs diverses et disparition

Puis, plus rien. Des informations en provenance de Nicosie annonçaient l'arrivée d'un aviso-escorteur, le *Quartier-Maître-Anquetil*, à Larnaca. Mais, d'avis point. On avait perdu le général Aoun, tandis qu'un Falcon blanc aux couleurs françaises se livrait à un étrange

ballet entre Beyrouth, Larnaca et Paphos (dans l'ouest de Chypre), où il a passé la nuit de jeudi à vendredi. A bord, se trouvait la mission française qui avait réglé les derniers détails du voyage de Michel Aoun. Mais, du général lui-même, toujours aucune nouvelle. Dans la soirée, les Chypriotes finissaient par lever leur dispositif, laissant le champ libre aux rumeurs les plus diverses pour tenter d'expliquer la « disparition » du général, que l'on aurait même localisé... dans un sous-marin.

Pendant ce temps, à Paris, alors que l'ancien dirigeant libanais se

trouvait en mer, entre les côtes libanaises et chypriotes, M. Roland Dumas se réjouissait de « l'arrivée en France du général Aoun ». M. Dumas annonçait aussi qu'il pourrait lui-même se rendre au Liban dans « un délai raisonnable » et que Paris entendait participer à la reconstruction du « Pays des cèdres ». Toujours dans le même temps, publicité était largement donnée à l'arrivée à Marseille de la famille du général déchu, suscitant de nouvelles spéculations sur sa prochaine arrivée dans le Midi, où il pourrait résider — alors qu'on avait, dans un premier temps, cité

la frontière franco-suisse. Le général Aoun étant soumis à une obligation de réserve très stricte de par les conditions de son amnésie, les autorités françaises ont refusé d'indiquer le lieu précis de son exil français.

C'est donc vendredi à l'aube que les quatre exilés ont, enfin, débarqué près de l'aéroport de Larnaca, d'où, à 5 h 11 (heure de Paris), le fameux Falcon blanc décollait. Une heure plus tard, le Quai annonçait que le général Aoun était « en route » pour la France, où il est arrivé dans la matinée. Y. H.

## Les réactions françaises

■ M. Léotard (PR) : « Il incarne la résistance ». Dans un communiqué, M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, déclare que le général Aoun, « comme le général de Gaulle en 1940, incarne une volonté politique intacte de résistance à l'occupation de son territoire et à l'oppression de son peuple (...). Le gouvernement français ne peut faire oublier aujourd'hui l'erreur fatale qu'il a commise en acceptant les pseudo accords de Taef et en s'inclinant devant la volonté du dictateur syrien ».

■ Mme Alliot-Marie (RPR) : « Les problèmes restent entiers ». — M<sup>me</sup> Michèle Alliot-Marie, secrétaire générale adjointe du RPR chargée des affaires étrangères, souligne dans un communiqué que l'accueil du général Aoun en France « met un terme à une période peu glorieuse des relations entre Paris et Beyrouth », mais ajoute que cela « ne doit cependant pas faire oublier que les problèmes du Liban restent entiers et que seuls le rétablissement complet de sa souveraineté et l'évacuation des troupes étrangères qui l'occupent permettront à ce malheureux pays de retrouver une paix durable pour l'ensemble de ses communautés ».

■ M. Bage (PS) : « Un succès pour M. Mitterrand ». — M. Gérard Bage, député socialiste de la Haute-Garonne et président du groupe d'amitié France-Liban à l'Assemblée nationale, écrit dans un communiqué que « l'arrivée dans l'Hexagone du général Aoun est un succès pour le président Mitterrand dont la fermeté a fini par l'emporter ». Il ajoute : « Le général Aoun avait eu le mérite de résister des sentiments populaires nationaux étonnamment forts après quinze ans de guerre, mais son enlèvement dans une guerre de libération sans espoir, et une guerre interchrétienne meurtrière, et destructrice, ont abouti à un désastre politique et militaire pour le régime chrétien de Beyrouth-Est ».

Dans la communauté libanaise de Paris

## « Attendre, pour voir »

« Le général est déjà à Paris, mais personne ne nous le confirme pour des raisons de sécurité... ». La jeune trajectoire libanaise veut « croire ». Depuis deux jours, il trompe l'attente dans son échoppe déserte en écoutant inlassablement les nouvelles diffusées par Radio-Orient, une station en langue arabe émettant dans la capitale. « Quand donc va arriver le général Aoun ? » Devant sa vitrine de « metz », l'impatient traître en est réduit aux hypothèses, vaguement « humiliées » par « ces préparatifs de dernière minute » qui se nouent sur le sol syrien « où le président du Liban a été convoqué par le président de la Syrie ».

Mais l'événement attendu n'en garde pas moins sa force de symbole : « Le général va enfin quitter son refuge-prison de l'ambassade de France à Beyrouth. En Aoun vit l'unique espoir nationaliste », que le jeune traître, comme beaucoup d'autres de sa génération installés à Paris, affiche avec vigueur. Ce jeune homme vient de rentrer de vacances à Beyrouth, après huit ans d'absence : « Le calme relatif qui y règne nous a enfin autorisés à aller revoir nos familles », explique-t-il. Et d'évo-

quer avec passion « ces signaux de klaxon, en l'honneur du général, entendus partout à Beyrouth en dépit de l'interdiction officielle qui les rend passibles d'un emprisonnement de six mois. Des chrétiens et des musulmans prenant ce risque, là aussi, à Paris, certains de mes copains musulmans attendent Aoun ».

Au Foyer franco-libanais, résidence universitaire située rue d'Ulm, règne en ce temps de suspense un calme surprenant. Le hall d'entrée reste vide. Dans les chambres, Japonais et Américains ont remplacé pour l'instant les étudiants libanais repartis, eux aussi, pour la plupart, en vacances à Beyrouth. Est-ce la seule raison de cet épaissi silence ? Quelques Libanais n'ont pas quitté la résidence, comme ce jeune universitaire qui finit de rédiger sa thèse de maîtrise. Lui-même ne cache pas son anxiété. « Les congés estivaux n'expliquent pas tout... L'arrivée en France du général Aoun ne peut être ressentie comme un succès pour notre pays occupé à 99 % par une puissance étrangère. Ce n'est qu'une défaite après tant d'autres. Que pourra faire le général Aoun, coincé par les sévères restrictions

imposées à son séjour ici ? Ma seule consolation est d'espérer que la France, libérée de son encombrant pensionnaire dans son ambassade de Beyrouth, pourra reprendre une diplomatie plus offensive... ».

Tout aussi déserte reste l'église maronite de Paris, voisine du foyer. Selon un prêtre de passage, « l'arrivée du général Aoun est un événement considérable. La mobilisation se fera, très forte ». Mais quand ? De fait, la question reste sans réponse.

### L'homme reste un pôle

Certes, au cours de ces deux jours d'attente, il y a eu bien quelques activistes pour suggérer un rassemblement devant l'ambassade du Liban à Paris en signe d'accueil. Mais l'idée fut vite abandonnée. A coup sûr, la communauté se tint passionnément branchée sur les radios, les écrans de télévision et les nouvelles téléphoniques venues de Beyrouth ou de Nicosie. La trentaine d'associations ayant pignon sur rue déploya une intense, quoique discrète, activité. De Montpelier, des musulmans au passé sérieux — des ennemis d'hier —

consultaient par téléphone des chrétiens parisiens : devaient-ils organiser un accueil à l'aéroport du Midi où était censé atterrir le général ? Là encore, le choix fut d'attendre...

En bref, ces consultations et discussions en forme de palabres conduisirent à un consensus : « Attendre, pour voir ». Le doute s'installait. « Le général n'était-il pas contraint à l'exil ? » Certaines sources insistent : lui-même n'avait pas demandé l'asile politique. Autre sujet commun de préoccupation : quelle serait sa marge de manœuvre ? Pourrait-il recevoir des visiteurs ? Car de divers bords, en ces dernières quarante-huit heures, l'on confirmait nettement « se tenir prêt à rencontrer Aoun pour discuter ». L'homme à l'évidence reste un pôle, du moins dans l'immédiat. Les plus critiques précisent : « Le général devra dire s'il accepte ou non de se défaire de ses anciens conseillers qui se concluraient à sa porte ». Pour ces notables, l'attentisme apparent de la communauté prenait ainsi un sens...

DANIELLE ROUARD

## EUROPE

YUGOSLAVIE : après la visite de M. Milosevic à Paris

## La Serbie va « étudier » le plan de paix européen

A l'issue d'un entretien, jeudi soir 29 août à Paris, avec le président serbe, M. Slobodan Milosevic, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a fait état sur Antenne 2 de « quelques progrès timides » vers une solution pacifique de la crise yougoslave, mais a rappelé que « le temps presse ».

M. Milosevic, qui avait également rencontré, dans la matinée, le président François Mitterrand pendant une heure et demie, a de son côté affirmé que les dirigeants français et serbes étaient « complètement d'accord sur les principes sur lesquels il faut appuyer une solution » de cette crise. Le plan de paix des Douze est un « plan de bonne volonté », a-t-il dit à sa sortie de l'Elysée : « Cependant, nous devons encore l'étudier ». Rappelant que ce plan avait été « immédiatement accepté » mercredi par le président croate, M. Franjo Tudjman, en visite à Paris la veille, M. Dumas a indiqué que M. Milosevic lui avait « demandé de réfléchir » avant de donner sa réponse. « J'ai l'impression que l'on fait quelques progrès », a-t-il dit, « en précisant que ces progrès étaient « timides car les choses sur le terrain s'aggravent », et donc que « le temps presse ». De son côté, le président serbe a salué « les efforts considérables faits par la France pour résoudre de façon juste » la crise, et affirmé l'existence d'une « identité essentielle » de vues entre dirigeants français et dirigeants serbes sur la nécessité de concilier « l'existence de la Yougoslavie et le respect de l'autodétermination des peuples ».

Lors d'une conférence de presse, il a déclaré que la Serbie répondrait « avant dimanche » — date limite fixée par la CEE pour l'arrêt de tous les combats — et dans un esprit « constructif » au plan de paix européen, qui comprend

notamment la mise en place d'une commission chargée d'arbitrer le conflit « à partir des principes de droit qui régissent les sociétés démocratiques ».

Mais, alors que les Douze ont clairement désigné la Serbie et l'armée fédérale comme responsables des violences actuelles, M. Milosevic a affirmé à plusieurs reprises que « la seule raison » à la guerre était « la terreur croate » contre les populations serbes de Croatie. « Le cessez-le-feu sera obtenu quand les autorités croates cesseront d'appliquer la terreur de l'Etat contre les Serbes, contre les villages et les villes serbes en Croatie. A ce moment-là, il n'y aura aucune raison de tirer une seule balle (...) Un cessez-le-feu dépend entièrement des dirigeants croates ». Il a également rappelé que la Serbie s'opposait à l'envoi d'une éventuelle force d'interposition européenne pour séparer les belligérants en Croatie.

### Atrocités en Croatie

Par ailleurs, M. Henri Wijnendaens, ambassadeur des Pays-Bas à Paris et émissaire de la Communauté européenne en Yougoslavie, a déclaré, jeudi soir, à Zagreb, avoir été témoin d'atrocités, et il a imputé en grande partie à l'armée fédérale, contrôlée par les Serbes, les effusions de sang dans la République sécessionniste de Croatie. « Nous sommes atterrés par l'ampleur des violences que nous avons vues et dans lesquelles étaient impliqués des armes lourdes — artillerie, lance-roquettes, aviation... » Ni les forces croates, ni les francs-tireurs serbes ne disposent de pièces d'artillerie ou d'avions.

L'émissaire des Douze a rejeté les déclarations officielles selon lesquelles l'armée fédérale n'est intervenue que pour séparer Croates et Serbes de la région. Il a dit que ce qu'il avait vu, mercredi, dans la ville croate de Vukovar,

proche de la frontière serbe et assiégée depuis le week-end dernier, l'avait convaincu que des unités militaires avaient directement attaqué les forces croates. « Nous ne pouvons rester passifs devant cela. Tel est mon message, a-t-il dit au cours d'une conférence de presse, après s'être rendu dans une zone de combats « ici, c'est la guerre ».

L'émissaire de la CEE a condamné le meurtre d'un cameraman de la télévision croate, tué mercredi alors qu'il filmait des mouvements de troupes, et dont il a vu le corps sur la route de Vukovar : « Il avait été tué d'une balle à la tête. Sa blessure était déjà couverte de mouches. C'était une vision d'horreur ». Il a déclaré avoir vu retirer trois autres corps des débris d'un bâtiment dévasté de Vukovar et s'être réfugié dans un abri souterrain qui lui avait rappelé de sombres moments de sa jeunesse durant la seconde guerre mondiale.

« S'il doit y avoir une conclusion (à ma visite), c'est qu'un cessez-le-feu n'aura pas d'efficacité sans présence étrangère impartiale », a ajouté Henri Wijnendaens après un entretien avec le président croate Franjo Tudjman.

Les Etats-Unis ont demandé, jeudi, un cessez-le-feu immédiat en Yougoslavie et averti la Serbie qu'elle risquait d'isoler son peuple du reste de l'Europe si elle ne cessait pas ses attaques contre la Croatie.

« Nous appelons toutes les parties à respecter immédiatement et sans conditions un cessez-le-feu en Croatie et à coopérer avec la tentative de médiation de la Communauté européenne », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher. Les dirigeants de la République de Serbie et l'armée fédérale yougoslave, a-t-il ajouté, « portent une responsabilité particulière et croissante dans la tragique descente du pays vers la guerre civile ».

## ASIE

CAMBODGE : la conférence de paix à Pattaya

## Un différend sur le mode de scrutin a empêché la conclusion d'un accord entre les quatre parties khmères

La négociation du conflit cambodgien a pris un petit temps de retard. Les douze membres du Conseil national suprême khmer (CNS), réunis à Pattaya du lundi 28 au jeudi 29 août, ne sont pas parvenus à s'entendre sur le type de scrutin pour l'élection d'une Assemblée constituante.

Du coup, ils ont décidé de se revoir une nouvelle fois, non pas à New-York en septembre, comme l'avait annoncé le prince Sihanouk, mais le 21 octobre à Pattaya. La prince a cependant affirmé que ce nouveau délai ne changerait en rien la date de son retour à Phnom-Penh, fixé au 14 novembre. Entre-temps, M. Roland Dumas a annoncé que l'ancien souverain était « attendu à Paris » prochainement.

### PATTAYA

de notre envoyé spécial La mariée était-elle trop belle ? Il est vrai que les Cambodgiens se sont entendus, dans la station balnéaire thaïlandaise, sur les points essentiels. Des compromis sont intervenus sur les principaux aspects militaires et politiques du conflit : démobilisation de 70 % des forces militaires en présence, rôle prédominant de Norodom Sihanouk, intervention massive des Nations unies.

Il est également exact que le prince avait prévenu qu'un accord sur un mode de scrutin ne se ferait pas à Pattaya. « C'est l'Himalaya », avait-il même dit. « Mais il faut croire que ce « détail », avait averti, dès lundi, l'un des acteurs de la négociation — n'est que la

partie apparente d'un iceberg puisque, faute d'un revirement encore possible vendredi, le calendrier de la négociation en a été un peu bousculé.

Jeudi, c'est le FNLPK (Front national de libération du peuple khmer) de M. Son Sann, la plus faible des quatre factions, qui est monté au créneau pour défendre la proportionnelle sur des listes nationales présentées par les partis. M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, a refusé de céder, s'écrochant à la logique d'un scrutin uninominal à un tour, qui a également les préférences du prince Sihanouk.

### Une solution à 90 %

M. Hun Sen a également rejeté un compromis avancé par le représentant de l'ONU : la proportionnelle sur listes provinciales et non nationales, une solution à laquelle, dans la volonté d'aboutir, se sont ralliés les Français. Les Khmers rouges, qui entendent ne pas présenter leurs propres candidats mais appeler à voter pour ceux qui leur conviennent le mieux, ont été silencieux. Quant au FUNCINPEC — le mouvement que dirige Norodom Ranariddh, fils du prince Sihanouk — il affirme n'avoir pas de religion en la matière.

Pourquoi donc une impasse sur un sujet apparemment secondaire ? La proportionnelle, il est vrai, est la seule chance du FNLPK de figurer au sein de la Constituante. Certains n'en supputent pas moins que M. Son Sann a été encouragé — par les Américains, pensent-ils — à tenir tête à M. Hun Sen. D'autres estiment que le premier ministre de Phnom-Penh a déjà été très loin dans les concessions, surtout en acceptant un taux de démobilisation de 70 %, et qu'il ne pouvait pas céder une fois de plus sans risquer de se retrouver dans une position délicate au sein de son

propre clan. Quoi qu'il en soit, les choses ont été un peu trop vite à Pattaya, et un temps supplémentaire de maturation paraît nécessaire avant d'aboutir à un accord complet et susceptible — ce qui est indispensable — de recevoir l'aval des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ces derniers, qui se sont déjà réunis à Pattaya jeudi et qui devaient y rencontrer vendredi le CNS, ont accepté, moyennant des précisions, les solutions déjà adoptées par les Cambodgiens, et qui couvrent, selon le prince Sihanouk, « 90 % des aspects du conflit. Il reste que le nouvel équilibre laisse peu de place à l'éventuelle réunion de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge (CIPC), chargée de ratifier tout accord, avant le retour du prince Sihanouk à Phnom-Penh ».

Or la France, dont le ministre des affaires étrangères doit se rendre à Phnom-Penh le 22 novembre, souhaite que la ratification, qui permettrait le déclenchement officiel de l'intervention de l'ONU, soit acquise « avant l'installation du CNS à Phnom-Penh ». Les Français font donc pression pour que la délégation du CNS qui se rendra à New-York pour l'Assemblée générale de l'ONU, le 12 septembre, donne alors une réponse sur le mode de scrutin. Ce qui permettrait à Paris de convoquer la CIPC avant le retour du prince à Phnom-Penh.

Signe que les choses vont tout de même plutôt bien : le ministre vietnamien des affaires étrangères se rendra à Pékin le 9 septembre pour y préparer un sommet sino-vietnamien annoncé pour début novembre dans la capitale chinoise. En outre, le prince Sihanouk a été, vendredi, officiellement invité à Hanói, où il devrait se rendre fin novembre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les rocardiens du futur

M. Dominique Baud au secrétariat



## POLITIQUE

Les universités d'été

# Les rocardiens veulent être à la charnière du futur projet socialiste

Plus d'un millier de partisans de M. Michel Rocard sont réunis, depuis jeudi 29 août, à Chambéry, en Savoie, pour leur rencontre annuelle. Au programme de ces journées de réflexion, la notion de « projet socialiste », qui doit faire l'objet d'un congrès extraordinaire du PS à la fin de l'année. L'ancien premier ministre doit conclure ces rencontres en prononçant, samedi 31, son premier discours depuis qu'il a quitté Matignon.

CHAMBERY

de notre bureau régional  
Les rocardiens sont serins. A leurs yeux, leur chef de file a accompli

sa tâche. Ils ont vu le passage à Matignon, l'effacement du système soviétique et ses conséquences pour la gauche française, notamment le Parti communiste, qui n'a plus d'« échappatoire », les persuadant qu'ils sont en bonne position pour peser dans la définition du projet socialiste, objet d'un congrès extraordinaire en décembre prochain. Comme le dit, avec un large sourire, M. Robert Chapuis, ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, « il n'est pas mauvais de rappeler que nous avions raison il y a vingt ans ».

En attendant l'intervention de M. Rocard, les participants ont entendu, jeudi, deux discours qui ont « cadré » l'état d'esprit de la galaxie rocardienne. M. Gérard Lindeperg s'est chargé de tirer un rapide bilan de l'action de leur chef de file à la tête du gouvernement. Il a rappelé

qu'elle avait été menée « sous l'autorité de M. François Mitterrand » et la stude dans « l'œuvre accomplie depuis 1981 », en précisant que M. Rocard avait « cherché, avec obstination, à responsabiliser les acteurs et l'opinion ». Le coordinateur du courant rocardien a relevé, cependant, des « déficiences » : le poids des corporatismes dans la société française, les faiblesses du syndicalisme et l'attitude du PS, en « état de choc » entre « la stratégie de rupture » de 1981 et celle de « l'ouverture » en 1988.

« Toute la politique de réforme est fondée, comme la social-démocratie nous l'a montré, sur le compromis », a-t-il dit. Or, pour M. Lindeperg, « nos structures mentales sont inadaptables à la rapidité des mutations, nous sommes encore empiétrés dans les vieilles idéologies ». Considérant que « le socialisme termine un long cycle

de son histoire », que ses piliers « ont basculé », le coordinateur du courant a appelé de ses vœux une « nouvelle cohérence ».

Pour M. Alain Bergounioux, ancien membre du cabinet de M. Rocard, le PS, après le « repli en bon ordre nécessaire » des années 1983-1986, a été confronté à quatre tentatives de « nouvelle cohérence ». Selon lui, celle du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement - « restaurer l'Etat républicain et maintenir l'indépendance nationale » - a été « la plus éminente par les faits ». L'évolution réelle du social-démocrate », proposée par M. Jean Poperey, ainsi que la « modernité » prônée par M. Laurent Fabius, lui paraissent beaucoup plus intéressantes, mais « inégalement abouties ».

La volonté de M. Mitterrand

Il penche, bien entendu, vers celle incarnée par M. Rocard : « un Etat qui gère », « des structures de dialogue » et « la relation d'autonomie entre les citoyens et les appareils d'Etat ». M. Bergounioux ne nie pas que le parti ait évolué, mais, selon lui, à « la force d'inertie qui possède toute doctrine », mais « ensuite, sans doute, à la volonté de M. Mitterrand de ne pas favoriser une révision d'ensemble ».

Cette révision, les rocardiens aspirent à en être à la charnière. « Notre passé et notre action font que nous ne sommes pas les plus mal placés pour apporter des réponses adéquates », estime M. Bergounioux. Ils ont le sentiment que les dernières sorties d'une certaine conception du socialisme sont en voie de disparition. « L'écroulement des grandes croyances », les voit finir par avoir raison dans « cette nouvelle donne politique ». La sérénité qui se dégage de ces rencontres est cependant atténuée par la complexité de la tâche à accomplir. Un militant le résume ainsi : « La conjonction nous porte. Dommage que la gauche aille si mal ».

BRUNO CAUSSÉ

## M. Dominique Baudis se porte candidat au secrétariat national du CDS

Menacé sur sa gauche par France unie, le mouvement de M. Jean-Pierre Soisson, et contraint à une certaine vigilance vis-à-vis de l'UDF, le CDS s'appuie, aussi, à affronter quelques turbulences internes. Plusieurs candidats se présentent aux postes de président du groupe de l'Assemblée nationale et de secrétaire général du mouvement. M. Dominique Baudis, maître de Toulouse, a, notamment, annoncé, lors de l'université d'été des jeunes centristes, qu'il avait décidé de se lancer dans la course aux responsabilités nationales.

RISOUL (Hautes-Alpes)

de notre envoyé spécial

En bon démocrate-chrétien et sachant, surtout, que son parti ne peut guère se permettre le luxe de la division, M. Pierre Méhaignerie voudrait que les prochaines semaines se passent, pour ses amis, « sans heurts ». Pour la première fois depuis son élection à la présidence du CDS, en 1982, son parti risque d'être secoué par de vraies rivalités de personnes, au moment où, paradoxalement, chacun semble en, en cette rentrée, se retrouver sur la même ligne politique, distinguant l'indépendance centriste dans l'interdépendance UDF. En annonçant prudemment, voici un an, son intention de se déstabiliser de la présidence du groupe UDF pour ne plus garder que son siège de président du CDS, M. Méhaignerie avait cherché à étouffer une certaine contestation parmi les jeunes du mouvement, et aussi chez les députés, mais il avait fait naître, avant l'heure, des ambitions qui ne demandent plus, les échéances s'approchant, qu'à se concrétiser.

Les journées parlementaires de l'UDF, les 7 et 18 septembre, à Epervanay, et le congrès du CDS, les 12 et 13 octobre, à Angoulême, seront les deux moments forts du calendrier centriste. Apparemment, même si, dans l'ombre, beaucoup continuent de se plaindre de son indigence médiatique, chacun semble s'être résigné à une reconduction de M. Méhaignerie à la présidence du parti. Cela devrait l'amener, en 1993, à tenter, comme M. Valéry Giscard d'Estaing l'y a plus ou moins franchement engagé, sa petite chance pour Matignon. Des lors, des candidats se sont manifestés pour la présidence du groupe UDF et le poste de secrétaire général du CDS.

Adhésion récente

Détenteur de ce second poste depuis 1982, M. Jacques Barrot désire aujourd'hui prendre en charge le groupe parlementaire. Ses rapports avec M. Méhaignerie ont été parfois tendus, mais son dévouement personnel durant la période de cohabitation, sa grande connaissance des rouages parlementaires semblent en faire le favori, devant l'autre candidat déclaré à ce poste, M. Edmond Alphandery.

L'élection au secrétariat général du CDS risque, donc, de devenir l'enjeu essentiel, dans la mesure où elle pourrait s'apparenter à la désignation du successeur de

M. Méhaignerie et correspondre sans attendre à un renouveau de l'image du CDS. Pour les centristes, un petit événement s'est produit, jeudi 29 août, lorsque, devant les jeunes réunis en université d'été, M. Dominique Baudis a annoncé qu'il est « à la disposition » du CDS. Président des jeunes démocrates dans la période 1965-1966, fils spirituel de M. Jean Lecanuet et fils... de son père, Pierre Baudis, auquel il a succédé dans le fauteuil de maire, le premier magistrat « politique » de Toulouse s'est adressé au CDS, « la semaine dernière. Lors du printemps des renoueurs de 1988, les centristes l'avaient pressé en vain de prendre la tête de leur combat des élections européennes.

Rien n'a pu changer la programmation de sa carrière. Si M. Baudis se résout, enfin, à s'engager dans les instances nationales des cen-

tristes, ce n'est certainement pas sans ambition. Son engagement se fait en même temps que l'élection, à la tête des jeunes du CDS, de M. Jean-Luc Moudenc, conseiller municipal de Toulouse et directeur du cabinet du maire de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy. Fort d'une bonne image dans l'opinion, soutenu par les jeunes centristes, maître d'une grande ville, symbolisant à la fois la rénovation et l'expérience, doté de réelles qualités de communication, qui risquent de renvoyer M. Méhaignerie dans l'ère tertiaire, M. Baudis peut devenir le nouvel homme fort du CDS. Dans l'immédiat, il vient, déjà, de prendre un autre ex-affiliaire, l'ancien ministre des affaires européennes, Bernard Bosson, qui, pour avoir trop tergiversé, ne peut plus que donner l'impression de courir derrière.

DANIEL CARTON

## Au Front national : « Halte à l'immigration, au béton, à la corruption »

BEAUNE

de notre envoyé spécial

M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique du Front national et président de son groupe au conseil régional d'Ile-de-France, a exposé, jeudi 29 août, devant les militants réunis pour la septième université d'été du Front national, les objectifs et les thèmes de campagne du parti de Jean-Marie Le Pen pour les élections cantonales et régionales de mars 1992. Il a déclaré que ces élections doivent « servir de tremplin » pour le Front national et de « répétition législative » pour les échéances électorales et présidentielles qui doivent « porter Jean-Marie Le Pen à l'Elysée ». Le premier objectif du Front national est de « franchir la barre des 20 % », car, alors, tout deviendra « possible », a ajouté M. Le Gallou. Selon lui, il est également nécessaire « de faire passer le Parti communiste français en dessous des 5 % dans quatre-vingt-dix ou quatre-vingt-cinq départements car le Front national est le mieux à même d'éradiquer le PCF et d'en recueillir les dévotionnelles ».

Ambitieux, M. Le Gallou a même fixé pour tâche aux futurs candidats du Front national de « dépasser le PS si possible sur l'ensemble du territoire ou, tout du moins, sur l'axe Paris-Lyon-Marseille ». Il a ajouté que le Parti socialiste connaît « les douleurs du scrutin majoritaire quand, dans des cantons et des centaines de cantons, il sera éliminé des premières tours » et qu'il aura la même « mesure Pierre Marchais (...) au Museum » (« Au musée des horreurs ! », a lancé un militant).

Enfin, le Front national doit « gagner la région Provence-Alpes-Côte d'Azur », où il compte bien profiter « des commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des affaires sociales ». M. Le Gallou prévient par ailleurs les futurs candidats que « les thèmes locaux doivent être étroitement liés aux thèmes nationaux » et que « le slogan pour la campagne doit être partout : halte à

l'immigration, halte au béton, halte à la corruption », trois mots qu'il qualifie de « triangle de l'oppression française ». L'immigration reste, selon lui, « un sujet essentiel sur lequel il ne faut pas céder ».

Il a ajouté qu'il faut « montrer que seul le Front national peut apporter des réponses » à ce problème.

A propos de l'environnement, « qui est en fait un thème de droite », M. Le Gallou a noté que « le bétonnage est souvent importé, car c'est la conséquence de l'importation de personnes du tiers-monde et de capitaux étrangers (...) même de pays amis ». Il fustige ainsi « l'incohérence complète des écologistes quand M. Waechter fait un bécot à Harlem Désir, car la poursuite de l'immigration entraîne des constructions urbaines supplémentaires ».

« Une conception cosmopolitique de l'art »

En ce qui concerne la corruption, il a déclaré que « le RPR, de ce point de vue, n'est pas en retard sur le Parti socialiste », prenant pour exemple les « 500 millions de fausses factures de la COGEDIM ». Mais le Front national a l'intention de ne laisser de côté aucun thème de campagne, et s'attaque désormais à celui de la culture. Après M. Carl Lang, secrétaire général, qui condamnait mardi 27 août « le défilisme profond et la cosmopolitisme certain » de la télévision, M. Le Gallou s'en est pris, jeudi 29 août, « au jacobinisme culturel qui veut imposer partout une conception cosmopolitique de l'art ». M. Bernard Antony, membre du bureau politique et député européen, a ajouté qu'il fallait dire « Halte à la culture du Rap-Tag-Lang » et a dénoncé « les symboles maçonniques, le triangle, l'équerre et le compas » dont sont remplies, dit-il, les nouvelles constructions architecturales de la région Midi-Pyrénées et « la dictature des francs en tablier de peau de porc » dans ce domaine, précisant : « Nous avons appelé un chat un chat, un franc-mac un franc-mac ».

V. S.

## Les Verts diffèrent leur décision sur la demande d'adhésion de M. Juquin

Le collège exécutif des Verts, réuni jeudi 29 août à Saumur, lors des journées d'été du mouvement, a décidé que la demande d'adhésion de M. Pierre Juquin, ancien membre du bureau politique du PCF, ne sera soumise au vote du conseil national qu'au mois d'octobre prochain.

SAUMUR

de notre envoyé spécial

Quelques militants « de base » ont menacé, jeudi, dans la matinée, de quitter les Verts si la demande d'adhésion de M. Juquin (le Monde du 29 août) était acceptée, en affirmant que ceux-ci ne sauraient être « un centre de recrutement pour les "huiles" contaminées de la période stalinienne ». Devant l'opposition de certains de ses plus proches amis, M. Antoine Waechter, qui avait été l'un des principaux artisans de cette tentative de rapprochement, a dû lui-même concéder que le moment choisi n'est peut-être pas opportun et qu'il ne faut pas « donner l'impression que les Verts veulent capter la mouvance communiste ». La décision a été renvoyée au conseil national du mouvement, qui doit se réunir au mois d'octobre. M. Juquin, arrivé à Saumur mercredi soir, a déclaré que les Verts commettraient « une faute politique » s'ils repoussaient sa demande.

En attendant, l'ancien dirigeant communiste pouvait prendre le temps de découvrir les habitudes de la nouvelle famille dans laquelle il aspire à entrer. Ici, pas de faux-semblants. Si l'on vient sans cravate aux journées d'été des Verts, c'est que, le plus souvent, on n'en porte pas le reste de l'année. Et s'il ne tombe pas la veste, complètement, devant les adhérents de son mouvement, c'est que le responsable écologiste est habillé d'un tee-shirt et d'un bermuda. Même parmi les touristes, encore nombreux à Saumur, il est aisé, pour un tel expérimenté, de reconnaître de loin les militants les plus typiques de la planète verte : inexplicablement, ils ont toujours l'air un peu plus en vacances que les

autres. Pour « vivre la politique autrement », ils sont souvent venus en train plutôt qu'en R25 et ont été de se procurer un vélo pour leurs déplacements dans la ville.

« La sociologie du mouvement est en train de changer. Elle se rapproche davantage de celle du PSU des années 60. Il y a bien moins de "babas" qu'auparavant », constate pourtant M. François Lalonde, responsable de la commission « transports » au sein des Verts. C'est vrai : les hommes portent moins facilement la queue de cheval que dans le passé, les femmes abandonnent progressivement les larges robes à fleurs, mais la culture demeure.

Artisanat, bénévolat, bonne volonté et, toujours, cette incorrigible naïveté : « Je me demande, tout de même, ce qui peut bien pousser les municipalités de droite - le CDS, l'an dernier, à Lourdes, le RPR, cette année, à Saumur - à nous accueillir gratuitement dans leurs villes », s'interroge ainsi une élue du sud de la France. La petite sous-préfecture de Maine-et-Loire a même fait si bien les choses, cet été - au grand dam de l'association locale des parents d'élèves, qui a dénoncé un détournement de la tâche - qu'elle a prêté l'une de ses écoles pour abriter une crèche parentale. La plus célèbre des écologistes en lyette, Camille Waechter, y fait ainsi de durables séjours, pendant que son papa s'empare, de plus en plus souvent, devant les micros qui lui sont tendus, contre le fait que son mouvement « ne compte que cinq mille adhérents », alors qu'il « peut recueillir plusieurs millions de voix », dans quelques mois, aux élections régionales.

JEAN-LOUIS SAUX

M. Lalonde candidat aux régionales dans l'Indre-et-Loire. - Dans une interview publiée vendredi 30 août par la Nouvelle République, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, indique qu'il sera candidat aux élections régionales en Indre-et-Loire. M. Lalonde ajoute qu'il a proposé aux Verts une liste d'union mais, affirme-t-il, ils « sont un peu bloqués et les belles politiques nous font oublier l'essentiel, c'est-à-dire la bazarre pour sauver la planète ».

Si le mode de scrutin n'est pas modifié

## M. Tapie menace de ne pas être candidat aux élections régionales

Dans plusieurs déclarations

faites, jeudi 29 août, à la presse marseillaise et à Radio-Monte-Carlo, M. Bernard Tapie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône et candidat aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a menacé de se retirer de la compétition si le mode de scrutin n'était pas modifié. M. Tapie réagissait aux propos tenus, le 27 août, par M. Edith Cresson, qui avait exclu le recours à l'engagement de la responsabilité du gouvernement (article 49, alinéa 3, de la Constitution) pour faire adopter une nouvelle loi électorale.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« Si la gauche n'a pas le courage de changer le mode de scrutin, c'est qu'elle est vraiment « maso » et elle ira s'en aller au potage. J'aimerais disputer des matches, mais à égalité de chances », a déclaré au Soir M. Tapie, qui avait pourtant confirmé sa candidature, le 27 juin dernier, deux mois après l'annonce du retrait du projet de réforme du mode de scrutin des élections régionales par M. Michel Rocard. Et, selon le député des Bouches-du-Rhône, le mode de scrutin actuel aux élections régionales et cantonales est « pervers et dérangeant ». « Si la gauche préfère céder aux supplices de la droite (...) et-t-il averti, il ne faudra pas compter sur moi ».

« Je change d'entraîneur »

Sur Radio-Monte-Carlo, M. Tapie a observé que le gouvernement « trouve que la loi n'est pas bonne ». « Moi, à-t-il dit, quand je pense que l'entraîneur n'est pas bon, je le change. Je sais que ce n'est pas populaire, que c'est emmerdant, que ça se fait pas, mais je le change (...) Si j'étais le

premier ministre, j'irais au « 49-3 ». Et si mon gouvernement se faisait renverser à-t-il dit, eh bien je me ferais renverser, mais je ne pourrais pas accepter d'avoir une France gérée par des régions entièrement à droite. Enfin, dans une interview au Provençal, publiée vendredi, M. Tapie expliquait que « c'est aux électeurs de choisir leur président de région ». Il faut que les gens, explique-t-il, le sachent : le président de la région est désigné (...) après des marchandages incroyables. C'est une combinaison et compagnie. (...) Avec ce système, on ne peut pas avoir de majorité ».

M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) de la région, a insisté sur ce « nouvel épisode dans le feuilleton rocambolesque d'une can-

didature annoncée et toujours différée ». M. Tapie, a-t-il déclaré, fait du chantage au gouvernement (...). En fait, il nous dit : « Si mes copains de gauche ne font pas une loi traitant sur mesure pour servir mes ambitions politiques de petit soldat de la majorité présidentielle, je préfère retourner faire du business ». M. Hervé Fabre-Aubrespy, secrétaire national aux élections du RPR, s'est déclaré « scandalisé » par les propos de M. Tapie, en ajoutant : « Je dois avouer que je ne suis pas étonné. Jusqu'à présent, en effet, M. Tapie a fait semblant de s'intéresser aux problèmes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en évoquant sa possible candidature au scrutin de mars prochain ».

GUY PORTE

Effondrement du communisme  
Nouveaux nationalismes  
Montée des intolérances

« POPULISME OU DÉMOCRATIE ? »  
à LORIENT, les 7 et 8 septembre 1991.  
DÉMOCRATIE 2000 vous invite à débattre

Quelle Démocratie pour demain ?  
Quelle Gauche reconstruire ?  
Quelle Europe inventer ?

Avec Jacques Delors, Michel Delebarre  
et les signataires du Manifeste des 21.

Informations et inscriptions au (1) 43-06-99-61  
ou à Lorient au 16-97-02-22-00

## JUSTICE

A la demande du garde des sceaux

## Une enquête est ouverte sur le document faisant état de fonds panaméens destinés au PS

Le garde des sceaux, M. Henri Nallet, a donné jeudi soir 29 août l'instruction au parquet de Paris « d'ouvrir une enquête afin de faire toute la lumière » sur les informations parues dans le *Monde* faisant état de deux lettres soulevant le problème d'un éventuel financement du Parti socialiste par le régime de l'ancien dictateur du Panama, Manuel Noriega (le *Monde* du 27 et du 30 août). L'un de ces documents évoquait la remise au PS d'une commission de 3 % sur des contrats signés par les pouvoirs publics français avec le Panama. Une information qui avait été démentie par le trésorier du PS, M. Henri Emmanuelli, par le porte-parole du gouvernement,

M. Jack Lang, et par le ministre délégué au budget, M. Charasse. « Le *Monde* en date du 27 août 1991 a fait état d'une lettre du 18 mai 1987, à l'adresse de l'ambassade de France au Panama et qui serait signée de M. Patrick Simon, ancien agent contractuel au service commercial de cette ambassade, a indiqué la chancellerie. Par ailleurs, l'ancien représentant de la firme Hospites au Panama a remis à notre ambassadeur une autre copie de la lettre citée par le *Monde*. » (Il s'agit de M. Virgilio Correa, homme d'affaires panaméen, qui avait remis à notre envoyé spécial Edwy Plenel les deux documents.) Or, ajoute la chancellerie, « l'enquête interne

menée par le ministère des affaires étrangères n'a pas permis de retrouver la trace d'un tel document dans les archives de l'ambassade. » Dans ces conditions, conclut-elle, à la demande du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux a donné l'instruction au parquet de Paris d'ouvrir une enquête afin de faire toute la lumière sur cette affaire et notamment d'examiner l'authenticité de ce document, de recueillir l'audition de son signataire supposé, ainsi que le témoignage de l'ambassadeur de France en poste au Panama à cette époque, M. Robert Cantoni.

## POLICE

Clôture d'une opération en faveur des jeunes Parisiens

## M. Philippe Marchand se félicite de l'absence d'incidents en été

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, s'est félicité de « l'absence d'incidents dans les banlieues pendant les mois d'été » après avoir assisté, jeudi 29 août à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), à la fin de l'opération en faveur de jeunes Parisiens organisée par l'association sportive de la police de Paris (ASPP). « Plus de trois mille policiers supplémentaires sont venus en renfort, a commenté M. Marchand, accompagné de M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé de l'Intégration, et de M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris. Parmi eux, plus de

sept cents policiers se sont consacrés à des actions en direction des jeunes. Et plus de huit mille jeunes ont été accueillis quotidiennement dans quarante et un centres de loisirs. »

Insistant sur son attachement à l'opération, le ministre a souligné que les jeunes venus pratiquer des activités sportives avaient été repérés par les policiers. Cent quarante jeunes de la capitale, âgés de neuf à dix-sept ans, ont ainsi été pris en charge par les moniteurs de l'ASPP qui les ont initiés au football, à l'athlétisme, au tennis ou au rugby.

## ENVIRONNEMENT

## Deux piranhas pêchées dans la Garonne

Deux piranhas auraient été pêchées à quelques jours d'intervalle dans la Garonne, le premier à Monheurt, le second au Mas-d'Agnac, c'est-à-dire dans la partie du cours du fleuve qui traverse le Lot-et-Garonne. Ces pêches « miraculeuses » auraient été faites il y a plus d'un mois, mais la nouvelle ne s'est répandue que le 29 août.

Le piranha est un petit poisson des cours d'eau d'Amérique. Doté de dents fort pointues, il est un carnassier d'autant plus redoutable que, dans son milieu naturel, il vit en troupes capables de dévorer très rapidement un grand animal... ou un être humain.

Pour expliquer sa présence surprenante dans la Garonne, on pense à un aquariophile amateur d'espèces exotiques qui, amateur de mauvaises plaisanteries ou lassé de la voracité de ses pensionnaires, aurait jeté ceux-ci dans le cours d'eau le plus proche. Un tel acte est formellement interdit par la loi et peut être passible d'une amende de 2 000 F à 60 000 F... si son auteur est retrouvé. Originaire d'eaux naturellement chaudes, les piranhas auraient d'autant mieux survécu dans la Garonne que celle-ci, est anormalement chauffée à quelque 26°C par les effets combinés de la canicule et de la sécheresse.

## EN BREF

□ Création de l'Institut universitaire de France. - Le décret de création de l'Institut universitaire de France vient de paraître au *Journal officiel* du 29 août. L'Institut « sans murs », à l'image du Collège de France, est destiné à « développer la recherche de haut niveau dans les universités ». Il accueillera, pour une période de cinq ans, les meilleurs enseignants-chercheurs des universités qui seront sélectionnés par une commission de spécialistes présidée par le mathématicien M. Laurent Schwartz. Les élus pourront, sans quitter leur établissement d'origine mais en étant remplacés dans leurs tâches d'enseignement, se consacrer à leurs travaux de recherche ainsi qu'à la seule formation des étudiants de doctorat. A terme, l'Institut devrait accueillir deux cents à deux cent cinquante chercheurs.

□ Identification du cadavre amputé découvert dans la Seine. - Le corps repêché, mardi 27 août, par les pompiers dans la Seine à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), a été identifié par la brigade criminelle de Paris. Il s'agit de Djamel Ziani, vingt-huit ans, connu des services de police. Il avait été retrouvé amputé de la tête et des jambes, enveloppé dans deux sacs en plastique lestés par un parpaing.

□ Un jeune homme égorgé et son amie lardée de coups de couteau dans les Pyrénées-Orientales. - Un jeune auto-stoppeur, Laurent Theliez, vingt-deux ans, a été égorgé et son amie, Aline Cordelois, dix-neuf ans, lardée de coups de couteau, à Saint-Paul-de-Fenouillet (Pyrénées-Orientales), dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 août. Leur agresseur présumé, Enrique Buono, quarante-quatre ans, artiste-peintre, devait être présenté au parquet de Perpignan, vendredi 31. L'homme, qui hébergeait les deux jeunes gens, avait tenté de violer Aline Cordelois. La jeune femme, grièvement blessée, avait réussi à s'échapper, alertant un commerçant du village. Les gendarmes de Perpignan ont retrouvé le corps de Laurent Theliez au domicile de Enrique Buono.

□ Vingt chasseurs à la tourterelle condamnés à un an de réclusion de prison. - Vingt chasseurs de Girone, surpris en train de chasser la tourterelle en période prohibée dans le Médoc, ont été condamnés le 28 août par la cour d'appel de Bordeaux, à 1 200 F d'amende chacun et à un an de réclusion de prison, ce qui les contraindra à repasser l'examen. M. Georges Riboullet, premier vice-président de l'Union nationale de défense des chasses traditionnelles, a estimé que ce jugement pouvait entraîner « des réactions de plus en plus dures » des chasseurs.

□ Création de l'Institut universitaire de France. - Le décret de création de l'Institut universitaire de France vient de paraître au *Journal officiel* du 29 août. L'Institut « sans murs », à l'image du Collège de France, est destiné à « développer la recherche de haut niveau dans les universités ». Il accueillera, pour une période de cinq ans, les meilleurs enseignants-chercheurs des universités qui seront sélectionnés par une commission de spécialistes présidée par le mathématicien M. Laurent Schwartz. Les élus pourront, sans quitter leur établissement d'origine mais en étant remplacés dans leurs tâches d'enseignement, se consacrer à leurs travaux de recherche ainsi qu'à la seule formation des étudiants de doctorat. A terme, l'Institut devrait accueillir deux cents à deux cent cinquante chercheurs.

□ Identification du cadavre amputé découvert dans la Seine. - Le corps repêché, mardi 27 août, par les pompiers dans la Seine à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), a été identifié par la brigade criminelle de Paris. Il s'agit de Djamel Ziani, vingt-huit ans, connu des services de police. Il avait été retrouvé amputé de la tête et des jambes, enveloppé dans deux sacs en plastique lestés par un parpaing.

□ Un jeune homme égorgé et son amie lardée de coups de couteau dans les Pyrénées-Orientales. - Un jeune auto-stoppeur, Laurent Theliez, vingt-deux ans, a été égorgé et son amie, Aline Cordelois, dix-neuf ans, lardée de coups de couteau, à Saint-Paul-de-Fenouillet (Pyrénées-Orientales), dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 août. Leur agresseur présumé, Enrique Buono, quarante-quatre ans, artiste-peintre, devait être présenté au parquet de Perpignan, vendredi 31. L'homme, qui hébergeait les deux jeunes gens, avait tenté de violer Aline Cordelois. La jeune femme, grièvement blessée, avait réussi à s'échapper, alertant un commerçant du village. Les gendarmes de Perpignan ont retrouvé le corps de Laurent Theliez au domicile de Enrique Buono.

## Des accusations très graves

Le garde des sceaux a déclaré vendredi 30 août à l'AFP : « Ce qui me paraît essentiel à établir, c'est l'authenticité du document. Il s'agit de savoir si on peut porter des accusations aussi graves que celles qui ont été portées à partir d'un simple document dont on ne sait pas s'il est authentique. »

M. Nallet a ajouté : « Cette affaire apparaît pour le moins bizarre. En effet, à partir d'un document assez suspect, on, en tout cas, dont l'authenticité n'est pas établie, on porte des accusations, des insinuations très graves sur le financement d'un parti politique. On met aussi en doute la gestion du gouvernement de l'époque et on porte atteinte à l'honorabilité d'un ambassadeur. Je trouve que ça fait beaucoup à partir d'un document qui a certains aspects troublants. »

## DÉFENSE

## M. Joxe crée une délégation aux restructurations militaires et industrielles

Par arrêté du *Journal officiel* du vendredi 30 août, au sein du ministère de la défense, un comité des restructurations militaires et industrielles dont le secrétariat sera confié à un délégué aux restructurations, M. Gérard Wolf, ancien directeur du cabinet du secrétaire d'Etat à la défense lorsque M. Gérard Renon a occupé ces fonctions.

Selon le ministère de la défense, cette création répond à la nécessité de préparer et de coordonner les restructurations qui s'annoncent tant dans les forces armées (régiments et établissements de soutien) qu'au niveau des entreprises industrielles dans le secteur de l'armement. Tous les aspects : conséquences industrielles, insatisfactions sociales, implications sur l'aménagement du territoire, etc. relèveront de ce comité. Sous la forme d'une délégation, un secrétaire permanent, confié à M. Gérard Wolf, travaillera en coopération avec les instances nationales chargées des reconversions et de l'aménagement du territoire et avec les partenaires locaux (élus, préfets, syndicats, chambres de commerce, etc.).

(Né le 4 juillet 1954 à Genève (Suisse), M. Gérard Wolf, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et ingénieur agronome de formation, est aujourd'hui sous-préfet. Il a notamment dirigé les cabinets de M. Georges Lemoine (secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, en 1984), puis de M. Edgar Pisani (ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, en 1985). Après plusieurs postes dans la « préfecture », dans le Gard et les Hautes-Pyrénées, il dirige les cabinets de M. Gérard Renon, successivement secrétaire d'Etat à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs (1988) et secrétaire d'Etat à la défense (1989). A la désignation de M. Pierre Joxe au ministère de la défense, M. Gérard Wolf avait été nommé conseiller technique à son cabinet.)

## Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

46-62-72-24 et 46-62-72-97

## A Albertville

## Panoplie nazie par correspondance

Catalogue illustré à l'appui, un « collectionneur » propose à la vente par correspondance la panoplie du parfait petit SS : casquettes, insignes et dagues compris. Ce discret fournisseur en frusques et quinquaille nazies est basé à Albertville (Savoie), capitale olympique d'hiver.

LYON

de notre bureau régional : Trouver un « grand insigne émaillé des Jeux olympiques, de 75 millimètres », n'a, a priori, rien de déplacé dans une ville qui, d'ici cinq mois, accueillera les Jeux d'hiver. Rien, sauf peut-être le prix de 400 francs, prohibitif en regard de celui des pirs, massottes « officielles » et autres gadgets pré-olympiques, dont le négoce effréné témoigne de l'immensité des Jeux d'hiver 1992. Il faut lire jusqu'au bout le descriptif de cette médaille pour comprendre qu'elle concerne... les - trop fameux - JO de Berlin de 1936.

Cet article commémoratif est toutefois l'un des plus innocents de ceux qui figurent dans le catalogue de vente par correspondance de trente-deux pages - réalisé, sur papier glacé et en couleurs, par l'imprimerie Boret d'Albertville - diffusé, contre 20 francs, par M. Jean-Marc Fournier.

## Objets militaires de collection

On trouve ainsi dans cette brochure de quoi constituer une panoplie nazie : « Rare casquette modèle 43 camouflée de la Waffen-SS, réversible printemps automne, 1 500 F » ; « Insigne de brat de la Milice française, 1 000 F » ; « Médaille de quatre ans de service dans la SS, très bon état, 1 800 F » ; « Médaille à l'effigie de Herman Goering, 1 500 F » ; « Cassette « Les Waffen-SS », vol. 1, 2 et 3, 90 F ».

Inscrit au registre du commerce de la ville depuis 1981 - sous l'appellation JMF Militaria - avec, pour but, « la vente par correspondance d'insignes publicitaires et d'objets et d'insignes militaires de collection », le détaillant exerce son activité dans un appartement « banalisé » d'un immeuble cossu du centre, rue Claude-Génoux. Selon son répondant téléphonique, il est en congé, mais, depuis la parution d'un article dans le *Dauphiné libéré*, ce commerçant de trente ans, qui se présente comme un simple collectionneur, attiré de « militaires » signés, bien qu'il ait été réformé, adopté un profil plus que bas : transparent. Aucune plaque ne signale ainsi la porte paillonnée à la boîte à lettres de JMF Militaria.

L'avertissement imprimé en gros en tête de son catalogue - « Notre établissement n'a aucune relation avec n'importe quel parti nazi, fasciste ou autres partis néopolitiques (sic) ou militaires passés ou présents. Par conséquent tous les articles présentés à la vente le sont uniquement dans un but historique et de collection. Rien d'autre » - donne une idée de son argumentation. En ce qui concerne le millier de clients qui figureraient dans son fichier, il se trouve quelques nostalgiques du « Grand Reich » ? Ou si la jubilation de certains devant une croix gammée sur un brassard rouge, blanc et noir est plus trouble que la sienne ? « Toutes autres considérations mises à part, question d'apparat, l'armée du Reich, c'est le top », souligne-t-il pour justifier sa spécialisation progressive sur ce créneau porteur, malgré un chiffre d'affaires annoncé relativement modeste : 60 000 francs.

Pour s'approvisionner, M. Fournier déclare se rendre quatre fois par an à Los Angeles, mine de reliques nazies, paraît-il, tout en envisageant de prospecter plus intensément dans les pays de l'Est, où le flon des uniformes et de la bimbeloterie confisqués serait impressionnant. « Là-bas, on trouve des films avec des uniformes authentiques. »

## Plainte sans suite

La révélation de l'existence d'une plate-forme de la « nazimania » dans ses murs a provoqué quelque émotion parmi la population de la cité olympique. Les responsables des associations d'anciens combattants, de « déportés » ou de déportés se sont émus et ont rédigé, en commun ou individuellement, des communiqués plus ou moins virulents.

M. François Wehrli, quatre-vingt-huit ans, héros de la Résistance, ancien commandant de la compagnie de gendarmerie d'Albertville (de 1945 à 1953), toujours président de l'Union régionale des anciens de l'armée des Alpes, avait eu vent de l'affaire voilà déjà « quelques années ». « Indigné », il avait aussitôt écrit au procureur de la République d'alors. En vain. Plus récemment, une plainte a été déposée au parquet du tribunal d'Albertville.

En l'absence du procureur, un substitut se souvient seulement qu'aucune suite n'a pu lui être donnée, « à défaut de délit caractérisé pouvant inspirer une qualification pénale ». La vente par correspondance constitue, si l'on ose dire, la meilleure des parades pour éviter de tomber sous le coup de la loi. En se faisant confier des costumes d'officiers SS à leurs mesures, certains clients fortunés de JMF Militaria songent-ils seulement à les conserver dans une vitrine napoléonienne ?

ROBERT-BELLERET

## MÉDECINE

En Franche-Comté

## Annulation du diplôme des infirmiers de la session de juin

Les deux cent cinquante-deux infirmiers et infirmières qui avaient obtenu leur diplôme en Franche-Comté, à la session de juin, ont appris jeudi 29 août, que ce diplôme n'avait plus aucune valeur. Cette décision leur a été signifiée dans un courrier émanant de la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS), qui invoque comme motif d'annulation « un vice de procédure commis dans le choix du sujet de l'épreuve écrite ». Contrairement à la règle, stricte et absolue, la réunion du jury chargée de choisir le sujet d'examen n'avait pas eu lieu et le sujet de l'épreuve écrite proposé aux candidats de juin avait déjà fait l'objet d'un examen blanc à l'école de Lons-le-Saunier (Jura), signale le ministère de la santé.

Infirmiers et infirmières « déçus » de Franche-Comté devront donc repasser leur diplôme en octobre. L'ancienneté de ceux qui ont exercé leur profession entre l'obtention du diplôme en juin et son annulation sera prise en compte par les établissements publics, précise le ministère de la santé.

## SCIENCES

□ Espace : un satellite indien lancé par une fusée soviétique. Un satellite de télédétection indien a été lancé jeudi 29 août à partir de la base de Baïkonour (Kazakhstan), par une fusée de type Vostok. Baptisé IRS 1-B, cet engin fournira régulièrement des prévisions météorologiques et scrutera les quelque 7 000 kilomètres de littoral. Il pourra notamment, a indiqué le ministre des sciences M. Chandra Shekhar, avertir des inondations et des sécheresses, aider les pêcheurs à localiser les bancs de poissons et surveiller la multiplication des moustiques. IRS 1-B est le second satellite indien de ce type lancé par l'URSS, après IRS 1-A, mis sur orbite en mars 1988. - (AP, Tass.)

## Le congrès international des bibliothécaires à Moscou

## Aider le tiers-monde à lire

Le coup d'Etat manqué en URSS n'a pas empêché la tenue du cinquante-septième congrès de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires (FIAB), à Moscou, du 19 au 23 août. Consacré à la place des bibliothèques dans la culture universelle, les travaux des congressistes venus de cent trente pays ont notamment concerné l'aide à la lecture dans le tiers-monde et la protection des livres contre les catastrophes.

## MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les chahs des putschistes n'ont pas découragé les quinze cents bibliothécaires venus participer, à Moscou, au congrès annuel de leur fédération internationale. Le bureau exécutif de l'FIAB a multiplié les réunions avant de conclure que la tenue du congrès s'imposait par respect pour les hôtes soviétiques, qui avaient pris la peine de louer - et non de réquisitionner - les locaux de travail, le centre des congrès et même les salles de réception du Kremlin. Ce faisant, l'FIAB est restée fidèle à sa tradition de dialogue qui l'a toujours portée à réunir et à concilier plutôt qu'à exclure et à rompre, y compris lorsqu'elle a été confrontée, comme d'autres organisations internationales, à la délicate question de l'apartheid.

Dès avant le coup d'Etat, les participants avaient noté la grande liberté de ton de leurs collègues des bibliothèques d'URSS et les bibliothèques d'URSS ne comptent-elles pas de vigoureux critiques sur l'état des stocks de livres-crit ? De jamais vu dans un pays qui envoyait aux précédents congrès de l'FIAB des délégations émettant que des vérités soigneusement pesées. Dans certains ateliers, tel orateur russe n'hésita pas à se féliciter que les bibliothèques d'URSS puissent enfin acheter autre chose que les ouvrages des auteurs patentés du régime !

Parmi les « programmes fondamentaux » que s'est fixés l'FIAB pour la période 1992-1997, on notera qu'une place importante est

consacrée, par exemple, à l'aide au tiers-monde. Pour la première fois, cette mission est dotée d'un budget et d'un responsable basé à Lomé (Togo). Ces programmes devront faire aboutir des projets concrets, par exemple des bibliothèques de lecture publiques dans les communautés rurales, variantes du bibliothécaire pour les pays en voie de développement.

Les bibliothécaires ont également insisté sur la question du patrimoine qu'il convient de conserver et de protéger contre les catastrophes naturelles. Des plans d'urgence ont été élaborés pour prévenir ou pour réparer les dégâts commis parmi les livres et les revues par des catastrophes, comme l'incendie de la Bibliothèque de Leningrad, en 1989, et le tremblement de terre de San-Francisco, en 1987.

## Un président américain

Pour la première fois depuis sa fondation, en 1927, l'FIAB a élu, à Moscou, un président qui n'est pas originaire d'Europe. C'est M. Robert Wedgworth, patron de la bibliothèque de l'université Columbia (New-York) et ancien président de l'Association des bibliothécaires américains, qui l'a emporté sur M<sup>me</sup> Stephanie Fargue, son directeur de la bibliothèque nationale de la Jamaïque.

Tous deux sont noirs et ont défendu la même thèse, à laquelle souscrivent les bibliothécaires du monde entier, à savoir que la culture, de liberté et de démocratisation, et aux bibliothèques qui le conservent et le diffusent, est tout à fait insuffisante quel que soit le pays concerné.

Pourtant, l'insistance de M<sup>me</sup> Fargue à rappeler l'urgence du tiers-monde dans ce domaine culturel annonce l'élection pas si lointaine d'un président de l'FIAB issu d'un pays en voie de développement, car, sur les cent trente pays représentés au sein de la fédération, quarante-cinq seulement se classent parmi les pays industrialisés. La mémoire de l'humanité ne peut être réduite aux ordinateurs et aux microfilms des riches bibliothèques de l'Occident.

ALAIN FAUJAS



# S A N S • V I S A



Cinq cent mille volumes reposent ici à l'ombre de l'Institut, livres anciens, pour la plupart du seizième au dix-huitième siècle. Bibliothèque d'aujourd'hui, la Mazarine aime à raconter l'histoire de ses pères fondateurs, précurseurs sur bien des points de la modernité de lecture. Les grands déménagements du futur ne la concernent pas, mais elle en suit le cours avec attention. Lieu rayonnant, aristocratique et aimable, elle ouvre ses portes avec simplicité à qui aurait la curiosité de venir la visiter.

## Le cardinal et sa Mazarine

C'EST un paradoxe : les écrivains redoutent la fréquentation des bibliothèques. Crainte d'un ensevelissement, angoisse dans les rayonnages, c'est-à-dire à l'idée que tout a été déjà dit et qu'il n'y a plus rien à écrire. Georges Bataille, dit-on, avait fait le vide dans son bureau de conservateur. Les bibliothèques sont davantage des lieux pour les érudits, où l'on vient presque sans risque et dans le confort du silence que requièrent les grandes prières laïques s'emparer de l'imagination des autres. Une visite à la Mazarine fait partie de ces plaisirs gracieux que l'on peut encore s'offrir à Paris.

On laisse l'Institut sur sa droite. L'escalier néoclassique a tout de l'antichambre du baron de Nuchingen. Une haie de bustes antiques prend en charge le lecteur. Elle ne quittera plus jusqu'à son siège. Stimulante garde d'honneur chargée de veiller sur ses travaux et d'en élever l'esprit. Mèche en virgule, Cicéron, inquiet, fixe le planche, insensible aux orillades d'une Aphrodite au nez ébréché tandis qu'Aristote observe la Seine et que Sapho lance un étrange regard à Richelieu égaré au milieu de cet aéroport antique.

Honneur d'abord au vrai fondateur de la Mazarine, non pas le Cardinal, qui la voulut et ouvrit largement sa bourse, finançant de beaux livres, capable de déclamer de longues pages de Sénèque, mais son bibliothécaire, son « grand ramasseur de livres », Gabriel Naudé (1600-1657). Un tantinet austère - il estime que le mariage est incompatible avec l'état de savant - Naudé appartient, dans un siècle qu'on imagine trop linéaire, à un courant de pensée « progressiste », le « libertinage érudit » qui s'oppose aux dévots.

Naudé sait un peu tout faire, il est médecin, bibliothécaire, philosophe, polémiste, à une époque où la direction du savoir est confiée à des généralistes, en principe mieux armés pour faire le tour des connaissances.

Comment lit-on au dix-septième siècle ? Les couvents ou les monastères ne sont plus les seuls à posséder des bibliothèques où rentrent désormais des imprimés. Fait nouveau, les grands personnages s'en voient, les grands personnages s'en voient. « Avoir une bibliothèque fait partie du statut d'un homme d'Etat », explique Pierre Gassman, conservateur en chef de la Mazarine. Richelieu possède la sienne avec peut-être trois mille à quatre mille volumes. Mais ce sont surtout les grands rois (gens de justice ou de finance) comme le président De Thou, qui, avec six mille ouvrages, a sans doute la plus belle collection de son époque, le chancelier Séguier, ou un autre président du Parlement de Paris, Henri de Mesme, à qui Naudé va dédier en 1627, c'est-à-dire à l'âge de vingt-sept ans, son *Advis pour dresser une bibliothèque*.

Il s'agit du premier livre de bibliéconomie, vénéré pieusement encore aujourd'hui. On y trouve d'abord des conseils pratiques, dans une langue inimitable. Il faut par exemple conserver les livres à l'été « afin que la fraîcheur de la terre n'engendre point le remugle » ou prévoir des ouvertures « vers l'Orient, à cause des vents qui soufflent de ce côté, lesquels étant chauds et secs de leur nature rendent l'air grandement tempéré, fortifient les sens, sublimitent les humeurs, espurent les esprits... ».

Mais « l'advis » va beaucoup plus loin. Il énonce les grands principes de la lecture publique. Naudé recommande « la commu-

nication au moindre des hommes qui pourra en avoir besoin », suggère qu'on permette « aux personnes de connaissance d'emporter à leur logis des livres » sous certaines conditions. Bref, c'est le prêt avant la lettre. Certes, par au « moindre des hommes », il faut entendre au plus modeste des érudits, car le peuple illettré ne peut y avoir accès.

Mais Naudé se défend d'être un bibliophile (le culte des beaux livres est encore très timide), sa bibliothèque idéale est avant tout un instrument d'érudition, où l'on ne doit pas craindre de « mettre à côté des Anciens, Copernic, Kepler, et Galilée », ce qui est faire preuve d'une courageuse ouverture d'esprit quand on sait que Galilée sera condamné six ans après la publication de « l'advis ». Alors que Descartes reconstruit Dieu et l'univers suivant l'ordre de ses raisons, Naudé propose une autre modernité, celle du libre arbitre, lequel n'est accessible qu'à partir d'une « accumulation bibliographique », c'est-à-dire des connaissances, qui annoncent sans doute les Lumières.

A la veille de la Fronde, Naudé a amassé pour Mazarin près de quarante mille volumes ou manuscrits, après avoir parcouru l'Europe, ce qui en fait « la plus belle et la mieux fournie de toutes les bibliothèques qui aient jamais été au monde ». Tout est stocké à l'hôtel Tubeuf, sur la rive droite, et Mazarin, qui traverse chaque jour la galerie pour aller à l'office, caresse les reliures de sa main gantée.

La Fronde qui éclate va mettre tout cela en pièces. Mazarin en fuit, le Parlement ordonne la vente à l'encan de ses collections. Le montant obtenu doit servir à « payer » la tête du cardinal.

Mazarin essaie de racheter en sous-main. Naudé lui-même se ruine presque pour sauver les livres de médecine. Brisé, il accepte une offre de travail de Christine de Suède, qui a acquis une partie de la bibliothèque (des historiens diront qu'elle a servi de prête-nom aussi à Mazarin).

Il mourut sur le chemin du retour, alors que le cardinal, brusquement réapparu en pleine gloire, entreprenait la récupération de ses trésors. A la mort de Mazarin, en 1661, sa biblio-

thèque, plus importante que celle du roi, comptait à nouveau près de vingt-cinq mille volumes, avec en plus une bonne poignée de « mazarinades » (ces pamphlets publiés contre sa politique et sa personne au moment de la Fronde) que le cardinal, paraît-il, aimait à collectionner, et qui figurent aujourd'hui parmi les pièces curieuses de l'établissement.

La bibliothèque Mazarine n'est pas encore dans ses meubles définitifs. Le testament de Mazarin prévoyait la fondation d'un collège à Paris auquel on devait

armes du cardinal et les portes furent ouvertes au public en 1689. Ce « public » de la Mazarine jusqu'à la Révolution, on l'aperçoit de temps à autre à travers des témoignages.

En 1715, en Danse de passage à Paris voit un attroupement aux portes de la Mazarine : les gens se battent pour pouvoir aller consulter le dictionnaire de Bayle. Le modèle nautéen n'est plus de mise. Au dix-huitième siècle, les bibliothèques « cessent d'être des lieux érudits pour devenir le plus



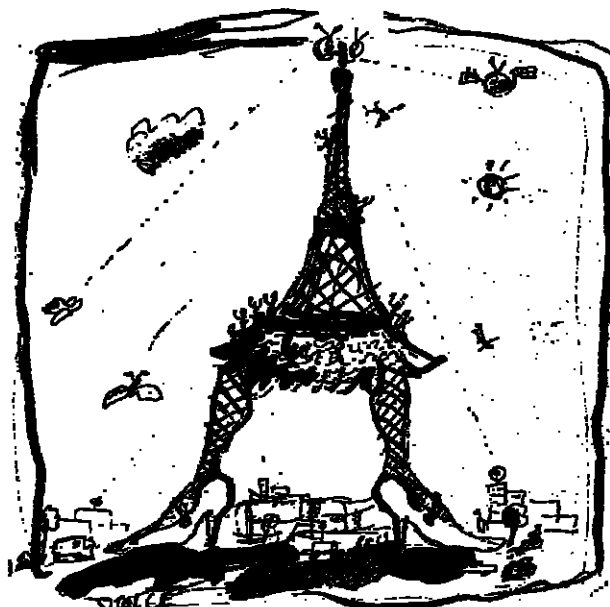
A la mort de Mazarin la bibliothèque comptait à nouveau près de vingt-cinq mille volumes, avec en plus une bonne poignée de « mazarinades ».

adjoindre « une bibliothèque publique pour la commodité et la satisfaction des gens de lettres », dont la direction serait confiée à la Sorbonne. Face au Louvre, à l'emplacement de la tour de Nesle, sous la conduite de Le Vau, s'élevèrent rapidement les bâtiments du collège des Quatre-Nations et les deux galeries en forme de L pour recevoir la bibliothèque. On déménagea les décors sculptés aux

souvent des espaces mondains », explique Claude Jolly, historien du livre. A l'exception peut-être de la fabuleuse collection du marquis de Paulmy, forte au moins de soixante mille titres, qui relève à la fois « du modèle érudit, du modèle choisi et de la bibliophilie », dit encore Claude Jolly.

Régis Guyotat  
Lire la suite page 15.

# La Eiffel



La tour Eiffel? Une coquette de 1900 qui fait toujours recette au bastringue du tourisme et qui, peinturlurée tous les sept ans, veut encore séduire Paris. Sur ses longues jambes, elle trotte de quartier en quartier. Ici, pâlotte à cause des brumes dans les lointains, là, toute gaillarde soudain pardessus les toits des maisons voisines. Le monde entier court sous sa jupe, mais Paris détourne la tête. C'est une ancienne connaissance qu'il voit venir de loin et qu'il ne veut plus saluer. Encore la tour Eiffel! Cette radoteuse avec son album sous le bras, les sépias du vieux Gustave, de l'ingénieur prenant la pose pour inaugurer, en haut-de-forme, l'ère des technologies modernes et ouvrant le joyeux bazar de la Belle Epoque! Cette centenaire en bas résille qu'il faudra, si on s'arrête, complimenter pour ses exploits, ses collerettes empestées, ses balcons surannés, son maintien droit comme un I, malgré les tavelures de rouille!

profane, je suis l'exposition universelle de l'inutile! Non! mieux vaut passer sans la voir...

Mais, si par le hasard d'une imprudente dérive, d'une promenade trop naïve, vous tombez à ses pieds, l'altesse vous écrasera de sa hauteur. Vous l'avez, en imagination, par indifférence, comme un emblème sur un revers de veston, vous l'avez mise dans des boules de verre sous la neige, la voilà cambrée sur ses quatre fers! Vous levez la tête? Elle tourne dans les nuages et vous donne le vertige des girafes. Vous succombez? Elle vous aspire comme une colonne d'air... et vous vous retrouvez là-haut sur ses genoux, à 100 mètres. Et vous montez encore à son cou de dentelles, jusque dans sa tête, pour voir de ses bons yeux, la ville aplatie comme une pâte à tarte. Vous vous êtes laissés prendre. Vous voilà bien avancé!

On voudrait l'oublier, la laisser dans son coin à remâcher ses souvenirs, toute seule, pour ne pas perturber les enfants. Car elle pourrait leur dire: «Je suis née folle de l'imagination d'un fou!», et continuer à la veillée, dans le ciel étoilé de Paris: «Voyez ce dont je suis le témoin et la preuve avec mes milliers de fers, mes millions de rivets: je suis l'orgueil et l'espérance de l'industrie, la Babel

ont plongé dans l'azur (des volontaires, car il faut prendre son élan). La tour, au moins, sert aux suicides, à l'élégance des bonds qui allongent le passage en dormant à la chute son temps, à la tragédie sa durée. Ses entrecroisements de fer gris n'arrêtent pas les corps rapides qui rentrent au sol. On frémit encore devant l'image, saccadée et tremblée, du pauvre piaf Treichelt lissant ses ailes en toile d'araignée, et qu'on voit hésiter, hésiter encore... et sauter pour l'honneur dans la mort.

D'AUTRES services, là-haut, masquent ces funestes fonctions de tremplin idéal. La tour est une spécialiste des transmissions sans fil

(elle est coiffée d'épingles et d'un curieux bibi de paraboles), une ancienne combattante de la guerre de 14: une oreille fine qui, écoutant l'ennemi, fit arrêter Mata-Hari. Aujourd'hui, TDF, l'Intérieur et la Défense, occupent son fait interdit au public. Cet honneur la rend utile tout en lui évitant l'oisiveté d'une retraite où elle n'aurait plus qu'à distraire ses arrière-petits-enfants. Ah, non! Ce n'est pas qu'un manège, un grand trépas pour les sauts périlleux! Elle travaille encore à son âge: elle a ses petits secrets militaires et diffuse pour FR3!

Eiffel d'ailleurs, homme pratique et homme d'affaires, n'aurait pas accepté qu'elle se pavane comme une éternelle proue, qu'elle fût seulement la borne milliaire du vingtième siècle, belle certes, mais belle comme un rêve de fer. Il lui accrocha un laboratoire d'aérodynamique, comme un fanion, une excuse pour tant d'audace et tant d'argent dépensé à ce projet de Cocagne, une vaine façon de protester à la barbe des grincheux. Car sa tour n'était pas qu'un mâit pour les grimpeurs...

Mais ici, dans l'air des cimes,

vous ne croyez guère à cet effort de respectabilité. Vous êtes dans l'état de ces contemporains candides qui s'essouffent sur la géante, et qui, transportés par l'ivresse de l'ascension, ne se demandent plus à quoi pouvait servir un mécano pareil. Vous lâchez prise, comme les «utilitaires» qui finissent par ranger leurs clés à molette et par ne plus songer à la déboulonner. Vous ressemblez, dans ses croisées de fer barrant Paris et le vertige, aux enthousiastes qui, sortant d'applaudir Cyrano, déclamaient en altitude: «Non, non c'est bien plus beau lorsque c'est inutile!»

Cluchés, ô tour Eiffel, nous redevenons des enfants sur les épaules d'une jeune fille aux grandes enjambées. Vue du sol, tu jaccasses un peu trop sur les vertus de la révolution industrielle, et tu es bien altière, en pinces-nez, pour célébrer le triomphe des sciences d'Occident. Mais d'ici, on te sent fine et légère comme l'obsession d'une idée. Tu es vraiment la belle de la Belle Epoque du french cancan débridé, des pionniers de l'aviation ou des films oniriques de Méliès. Tu es, à la verticale du regard, la vérité toute droite sortie d'un monde confiant, la démonstration que peut attendre la foi des hommes dans la femme et, bien sûr... dans le progrès.

Christian Colombani

## TELEX

**Première flotte européenne** de catamarans de croisière, Catana Location (golfe de Saint-Tropez, ZAC, route de Collobrières, 83310 Cogolin, tél.: 94-54-11-37) propose de découvrir la Côte d'Azur, la Corse, la Sardaigne ou le Baléares à partir de Saint-Tropez ou d'Ajaccio. Atouts des catamarans loués: la grande surface du pont, l'absence de roulis et la facilité des manœuvres. La version la plus luxueuse (10 passagers) revient à 3 360 F par personne pour une semaine. Pour un skipper: 700 F par jour.

**Né dans les montagnes d'Angola**, le fleuve Okavango vient mourir dans les sables du Kalahari, au Botswana. Du 9 au 21 septembre, le magazine *Géo* présentera à l'Espace Kronenbourg Aventure (30, avenue George-V, 75008 Paris), le reportage réalisé par le photographe Frans Lanting dans cet exceptionnel paradis animalier. En prime, des films et des conférences sur la faune, le parc et les techniques de photographie.

**Filières pyrénéennes** à pied ou à cheval, à vélo tout terrain, à ski de fond ou en canoë-kayak, les Pyrénées sont désormais accessibles à tous les amateurs de balade aventureuse quelle que soit leur capacité sportive. L'association Randomnes pyrénéennes - fondée en 1975 et dont les vingt permanents ont pignon sur rue à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées (BP 742, 65007 Tarbes Cedex, tél.: 62-93-57-57), et à Saint-Girons, dans l'Ariège (BP 88, 09200 Saint-Girons, tél.: 61-66-40-10) - fournit par téléphone, par correspondance ou sur place toutes les informations utiles pour parcourir le massif, aussi bien du côté français que du côté espagnol. On y répond, bon an mal an, à vingt mille questions, en produisant informations générales, conseils d'équipement, itinéraires (éventuellement sur mesure), circuits de randonnées avec accompagnateurs, cartes, topo-guides, dépliants, listes d'hébergements d'altitude, etc. L'association gère, par exemple, cent cinquante gîtes d'étape. De son côté, l'Institut géographique national (IGN), qui fête son cinquantenaire cette année, ne se contente plus seulement de dresser la cartographie officielle du

territoire pour le compte des militaires et des administrations civiles. Ses deux mille techniciens et vendeurs se lancent en effet sur le marché du tourisme de nature. Ainsi viennent-ils de publier la première carte d'une «Série bleue» au 1:25 000 (1 cm pour 250 m) qui, d'ici à la fin de l'année, couvrira l'ensemble du massif pyrénéen. Le découpage des feuilles est fait en fonction des sites et chacune fournit, en plus des indications topographiques habituelles, des informations utiles aux vacanciers: sentiers balisés, itinéraires de ski de fond, remontées mécaniques, hébergements, baignades, curiosités, etc. L'IGN publie également le premier de cordée d'une collection de guides touristiques régionaux. Consacré aux Pyrénées, il offre, outre un atlas du massif, une foule de renseignements permettant, en 143 pages et pour 85 francs, de «tout faire et tout voir» depuis la côte basque jusqu'au Roussillon.

**La Nouvelle-Calédonie**, île du bout du monde, désormais à portée de la main avec le nouveau guide Viss (Hachette) de Michel Delenne qui, en sept chapitres, traite de la géographie, de l'histoire, de la vie quotidienne, de la culture, des traditions mélanésiennes et des centres d'intérêt de cette destination dépayssante et française, sans oublier de nombreuses adresses pratiques. 79 F. Dans la même collection, sortie d'un guide sur la Tunisie.

**Hôtels de charme en Espagne**. Après la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, un guide présente 200 établissements (hôtels, paradores, auberges) situés à l'écart des grandes routes et sélectionnés par des journalistes anglais pour la qualité de leur cadre, la chaleur de l'accueil, leur confort, leur table et leurs prix. Hachette, 85 F.

**Poulets et chapons de Saint-Sever** en vedette cet été à l'écomusée de Marquèze, situé au cœur du parc régional naturel des Landes de Gascogne, à 40 kilomètres de Mimizan-Plage. C'est en petit train (au départ de la gare de Sabres) que l'on accède à ce site, véritable témoignage de la vie quotidienne des habitants de la lande dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Renseignements au 58-07-52-70.

**ETYMOLOGIQUEMENT**, venant du verbe «croître», le terme a désigné d'abord la période où la lune croît, puis la figure de celle-ci durant cette période. Un aimable lecteur vivant au Maroc me précise que ledit croissant, symbole de l'Empire turc, est devenu celui de l'année musulmane parce que celle-ci est une année lunaire (la vision du premier croissant de lune apparaissant dans le ciel est nécessaire pour déterminer le premier jour du mois du ramadan!).

Que cela nous conduise au croissant accompagnant le café crème du Français mérite explication. C'est là où la vérité et la légende s'entrecroisent. Peut-être même faudrait-il dire «les» légendes! Le Petit Robert nous dit qu'en 1689, lorsque Sobieski eut battu les Turcs sous les murs de Vienne, les boulangers fabriquaient leurs petits pains en forme de croissant (traduction de Hornchen, petite lune). Mais le Larousse gastronomique donne la date, plus valable, de 1683, et il ajoute même que les boulangers viennois travaillant de nuit en leurs fournils entendaient les bruits de sapes de l'ennemi creusant sous les remparts, donnaient l'alerte et sautèrent ainsi la ville. L'ennemi définitivement vaincu, Jean III Sobieski leur donna ce privilège de travailler leurs petits pains classiques en forme de croissant. Mais Christian Guy place l'événement à Budapest et donne même le nom du boulanger, un certain Cornelius Mörserpit. L'ennui est que, en 1683, la ville de Budapest ne pouvait être assiégée puisque depuis plus d'un siècle elle était occupée par les Turcs!

Il semble que la version boulangers viennois et 1683 soit la véritable. Bien que, Vienne étant la ville natale des «viennoiseries», l'album sur sa cuisine (Time Life éditeur) assure que le fameux pâtissier Demel «a emprunté» à la France ses brioches, macarons et croissants. Mais, en ce qui concerne ces derniers, cela me paraît invraisemblable.

On notera toutefois que, à l'origine, il s'agissait probablement d'un simple petit pain et que ce n'est qu'ensuite qu'on utilisa la



pâte feuilletée. C'est peut-être Marie-Antoinette qui introduisit la forme «croissant» du petit pain en France. C'est peut-être aussi des pâtisseries français qui imaginèrent de le fabriquer en feuilletage, sous sa forme actuelle. Enfin... sous la forme qu'il devrait avoir...

Hélas!

D'abord les boulangers osent préparer des croissants à la margarine et, plus insolitement encore, ils leur donnent cette forme, alors que si l'on demande un croissant au beurre, un véritable croissant, celui-ci est droit!

Et, plus triste encore qu'avoir à demander à la vendeuse un «croissant droit» (son regard

## Miettes

**Tête de veau...** Ce fut le thème d'un récent papier, dans lequel je demandais aux chefs d'apporter un peu d'imagination dans l'art de la cuisine. J'oubliais Pierre Gagnaire (53, rue C.-Tessier, 42000 Saint-Etienne, Tél. 77-17-57-93), qui propose à sa carte de la tête et des ris de veau grillés aux poivrons rous au bouillon de réglisse, dans lequel il cuit une tête de veau, servie avec pommes grenailles et ail nouveau, cinq ou six propositions savoureuses.

**Découvertes des lecteurs.** Le Bistrot de la bohème (7, avenue de

Gaulle, 33510 Andernos, Tél. 56-82-30-16) et Le Jardin de Jade (17410 Saint-Martin-de-Ré, Tél. 46-09-11-09) qui semblent inconnus de tous les guides. Quant à cette lectrice parisienne qui s'indigne (avec raison) de voir citées, dans les articles ici et là sur Biarritz, nombre de médiocrités alors que l'on oublie Les Platanes, je ne puis que redire avec elle que la cuisine d'Arnaud Daguin et l'accueil de son épouse Véronique sont excellents (32, avenue Beausolil, 64200 Biarritz, Tél. 59-23-13-68).

## TABLE

# Croissant décroissant!

alors est bien consolant à voir!), ce dernier n'est jamais, ou presque jamais, d'un feuilletage aérien, mais toujours gras et pâteux. Au prix où il est vendu, on pourrait exiger que la pâte, bien équilibrée, soit fermentée une bonne heure à l'air ambiant, puis laissée à l'air froid une demi-journée. Ensuite que, travaillée, elle bénéficie d'une heure et demie de repos avant d'être enduit d'œuf battu puis enfournée rapidement.

Ainsi les croissants «frais» vont-ils décroissant. On en trouve de préemballés et même de surgelés. De quoi vous dégouter du café crème!

Pourrait-on demander aux hôteliers se prétendant «de luxe» de veiller aux croissants du petit déjeuner, qu'ils soient «maison» ou du boulanger du coin?

Je viens de recevoir un charmant petit bouquin, *Bouquet de Provence* (Solar éditeur), signé de Jean-André Chariat-Thuillier, pseudonyme regroupant grand-père et petit-fils maîtres du célèbre *Oustau de Baumeval*. Cela m'a mis l'eau à la bouche, bien sûr. Mais m'a fait souvenir aussi des croissants «maison» des petits déjeuners de l'Oustau. Eux seuls mériteraient le voyage des Baux!

La Reynière

**Les FRERES LAYRAC**  
Nouvelle adresse :  
AU CŒUR DE  
SAINT-GERMAIN DES PRES  
Face à l'Eglise  
et 11, rue Saint-Benoit  
**LE MUNICHE**  
Tél. : 46.33.62.09  
**LE PETIT ZINC**  
Tél. : 46.33.51.66  
**HUITRES, FRUITS DE MER  
TOUTE L'ANNÉE**  
TOUS LES JOURS SERVICE CONTINU  
de MIDI à 2 heures du MATIN

le cardinal  
sa Mazari

Semaine journal

**Les Frères Layrac**  
Nouvelle adresse :  
AU CŒUR DE  
SAINT-GERMAIN DES PRES  
Face à l'Eglise  
et 11, rue Saint-Benoit  
**LE MUNICHE**  
Tél. : 46.33.62.09  
**LE PETIT ZINC**  
Tél. : 46.33.51.66  
**HUITRES, FRUITS DE MER  
TOUTE L'ANNÉE**  
TOUS LES JOURS SERVICE CONTINU  
de MIDI à 2 heures du MATIN



SANS VISA  
EN FRANCE

# Le cardinal et sa Mazarine

Suite de la page 13

Le dix-huitième siècle invente le plaisir de lire, la lecture loisir. Les cabinets de curiosités, où Plutarque côtoie animaux empaillés et tunique d'Iroquois, se multiplient, comme les cabinets de lecture, dont Arthur Young se plaint de l'indigence. Il faudra attendre la Révolution pour que l'on mette un peu d'ordre dans tout cela, que les livres ne soient plus mélangés avec les objets, bref, que musées et bibliothèques fassent enfin salon à part.

En attendant, problèmes pratiques à la Mazarine. On se plaint déjà de trop longues fermetures. Dans ses *Tableaux de Paris*, (1782) Louis-Sébastien Mercier (il a publié en 1771 un curieux roman d'anticipation, *L'an 2440*, où il se montre obsédé par la poussière des livres et des morts) s'écrit : « Cette bibliothèque a trois mois et demi de vacances et n'ouvre ses portes que lorsque la saison devient rigoureuse rend l'étude impraticable dans un bâtiment où le feu est interdit. Tous les livres philosophiques en sont proscrits. On donne à lire Lucrèce tant qu'on veut, on prête volontiers Rabelais, mais qui demanderait l'Émile de Rousseau serait fort mal reçu. Voilà comment on est venu à bout de la seule bonne œuvre que le cardinal Mazarin ait faite de sa vie ».

La Révolution est une période faste pour la Mazarine. Grâce à un autre homme, l'abbé Gaspard

Michel, dit « Leblond », considéré comme le second fondateur de la maison, qui n'a pas la stature intellectuelle de Naudé, mais qui va considérablement accroître ses collections. Acquis aux idées révolutionnaires, Leblond est employé à la Mazarine depuis 1771 ; il réussit à évincer le directeur, l'abbé Hooke, un théologien irlandais, et prend sa place en 1791.

La confiscation des biens de la noblesse et du clergé a entraîné une situation inédite. L'État se trouve possesseur d'environ huit millions de volumes (1,8 million à Paris, 6 millions en province), et l'on a commencé le catalogue sur d'anciennes cartes à jouer. A Paris, tout est entassé dans des « dépôts littéraires ». Ceux-ci débordent. Les commissions de sauvegarde de tout ce patrimoine, dont Leblond est un membre influent, ont bien du mal à éviter les destructions ou les pillages.

La mise sur fiches s'avérant sans fin, décision est prise de redistribuer cette grande bibliothèque dans les trois grandes bibliothèques de la Mazarine, la Bibliothèque du roi, rebaptisée Quatre Nations, Sainte-Geneviève, appelée désormais bibliothèque du Panthéon, ainsi qu'à la toute nouvelle de l'Arsenal, créée à partir du fonds du marquis de Paulmy.

Superbe aubaine pour la Mazarine. Leblond, qui « fait ses

courses » dans les dépôts, en revient au moins avec cinquante mille volumes, récupérant au passage quatre mille manuscrits de la période napoléonienne, subtilisés par Colbert pour la Bibliothèque du roi. Au même moment, la Bibliothèque nationale s'enrichit ainsi de trois cent mille ouvrages. « Il a plus enlevé de livres que sa bibliothèque n'en possédait », écrit un de ses confrères moins chanceux. Leblond est partout : il troque, fait le plein de livres — ceux que l'on voit aujourd'hui, — de tableaux ou de lustres ; il tente des incursions en province ou aux armées. Les caves de la Mazarine sont pleines à ras bord. Son habileté est redoutable. Mais c'est un vrai professionnel, et un défenseur du patrimoine, comme l'abbé Grégoire, pourfendeur du vandalisme révolutionnaire. Les deux hommes se sont sûrement rencontrés.

La Mazarine a besoin de digérer. Sous la Restauration, il y a une catégorie de personnels qu'on appelle « les gardiens frotteurs ». Ils possèdent un habit à faire piler d'envie les membres voisins de l'Institut, « une longue capote en drap bleu de roi avec des parements et un collet de velours cramoisi et des galons d'argent, et un chapeau à trois cornes ». Les conservateurs, eux, ont droit à « une épaule poignée de nacre ». Peu après 1830, les heures d'ouverture sont allongées jusqu'à 15 heures. Protestations des employés. La presse ne les soutient guère, accusant les bibliothécaires de jouir de « canonicats littéraires ».

En 1847, un visiteur satisfait parle de la Mazarine comme d'une bibliothèque « modèle ». « Il y règne un ordre, une propreté, on voit quelque chose de merveilleux. Les parquets sont cirés avec soin, les tables sont couvertes de tapis, les salles ont toutes un nom historique. Voilà un établissement digne d'être montré aux étrangers ! » Un an plus tard, en 1848, Sainte-Beuve, qui est conservateur et occupe un logement de fonction, démissionne. Les raisons sont toujours restées obscures. Certains le soupçonnent de toucher des secours sur la cassette du roi.

Alerte en 1860. Haussmann projette d'abattre les deux pavillons carrés de l'Institut afin de dégager la rue de Seine. C'est la Mazarine qui est menacée de disparition. Bénédictin, le conseil de Paris a approuvé l'opération et l'affaire est portée devant Napoléon III qui décide une visite à la Mazarine. Flanqué de Mérimée, il se promène dans les travées, l'air distrait. Sa réponse est sans ambiguïté : c'est non au projet d'Haussmann, et il envoie son buste à la Mazarine. Ingrats, les conservateurs lui font prendre la direction de la cave.

Le grand vaisselier de livres sonne au rythme de ses calorifères tout neufs. Tandis que le personnel lance des échelles à l'assaut des parois pour atteindre les stratifications supérieures. Véritables « machines de guerre » que l'on pousse avec fracas d'une salle à l'autre, comme à Amiens : « Le vénérable et regretté M. Claudin qui poursuivait ses savantes recherches bibliographiques s'était installé sur la plate-forme et se faisait valoir noblement, le long des rayons, à droite, à gauche, en avant, en arrière, n'interrompant son travail qu'aux tournants dangereux, quand il fallait, d'en haut,

surveiller et diriger la manœuvre. » Et dans les magasins, gare aux courants d'air qui soufflent en « ouragan » : « Il y a des casquettes d'automobiles qui conviendraient parfaitement aux bibliothécaires élégants », note un observateur de la vie quotidienne des bibliothèques au début de ce siècle.

« La Mazarine dort le long de la Seine. On la conserve, voilà tout », écrit un peu méchamment Eugène Morel, vers 1900. Conservateur à la BN, non chartiste, Eugène Morel est un formidable brasseur d'idées, qui a pris pour modèles les bibliothèques anglo-saxonnes et déplore le retard de la lecture publique en France. « Le problème des bibliothèques dit-il, c'est celui de l'instruction après l'école, la plus importante ».

Il est le premier à suggérer de recourir à l'aide des collectivités locales, et non plus seulement à celles de l'État. Il veut aussi que, pour les constructions, les architectes associent les bibliothécaires. Désabusé, Morel regarde à la BN tomber la poussière, comme la pluie ou l'oubli : « Une fois l'an, on balaye. La poussière qui se trouve bien dans les greniers et qui, blanche, se pose tout doucement sur les romans, tout là haut, sous les toits, pays de l'Imaginaire, se relève, s'agite, tombe sur le sol, étourdie. Les gardiens, un mouchoir sur la bouche, les cheveux enveloppés comme les Touaregs, la chassent à grands coups de plumeaux ; elle s'en va visiter l'Histoire d'Allemagne, l'Électricité, les beaux arts, et l'histoire naturelle. On la chasse ; elle descend sur la critique, les philosophes, devient



« Ici, nous faisons figure de musée de l'histoire du livre ancien »

grise, retombe sur la médecine, puis sur la poésie, croix enfin trouver le sol sur notre Histoire nationale... Mais on l'en repousse durement, on l'enfonce au sous-sol. La voici noire, la voici dans l'ombre, dans la cave. Ici, il n'y a plus rien que la théologie. On l'enlève par brouettes, elle y forme une pâte noire, ecclésiastique, et qui sent le roussi ».

Comment éviter de nouvelles « catacombes de la pensée » ? Morel prévient : « Une bibliothèque ne suffit pas à un pays et alors même qu'on aurait, rue de Richelieu, tous les livres qui paraissent dans l'univers, les ressources scientifiques de la France seraient inutilisables. » Propos peut-être à méditer aujourd'hui du côté de Tolbiac.

La Mazarine, la douairière, assiste aux débats du futur, un peu hautaine et sur la défensive. « Ici, nous faisons figure de musée », dit Pierre Gasnault, qui la dirige. La pendule de la salle de lecture fait entendre son tintement aristocratique. « La remonter fait aussi partie de mes attributions », ajoute en souriant Pierre Gasnault.

Régis Guyotat

## Guide

• La bibliothèque Mazarine, 23, quai de Conti, compte 500 000 volumes (dont 180 000 livres anciens du seizième au dix-huitième siècle). Elle est ouverte au public du lundi au vendredi de 10 heures à 18 heures, sur simple présentation d'une carte d'identité. Pour en savoir plus sur l'histoire de la Mazarine, et les bibliothèques en général, on peut consulter : — *Histoire de la bibliothèque Mazarine*, par Alfred Franklin, disponible en usuel dans la salle de lecture. — *Les Bibliothèques sous l'Ancien Régime*, sous la direction de Claude Jolly, édition Promodis, 1988. Le chapitre consacré à la Mazarine est l'œuvre de Pierre Gasnault, son conservateur. — *Bibliothèques*, par Eugène Morel, éditions du Mercure de France, 1908. — *La Bibliothèque*, numéro spécial de la revue *Autrement*, avril 1991, avec un entretien avec l'historien du livre Henri Jean Martin. — Enfin le célèbre *Advis* pour dresser une bibliothèque, de Pierre Naudé, fondateur de la Mazarine, vient d'être réédité aux Amateurs de livres, Paris, 1990. •

## Semaine gourmande

### La Cote d'amour

Un petit restaurant qui a la cote ! Francis Mathieu est un cuisinier sage et habile, son épouse une hôtesse de charme, et sa carte pleine d'attraits. On s'étonne alors que tant le Guide Michelin que le *Botin* gourmand veuillent l'ignorer, et que Gault-Millau ne lui donnent que 12/20. Sans doute les portions sont-elles trop franches et la cuisine pas assez nouvelle ! Passons...

La galette de pommes de terre aux langoustines, le tartare aux deux saumons, la fondue de poireaux accompagnant les filets de sole, le steak de lotte aux fèves crème de bacon, témoignent de l'invention « piscivore » du chef-patron. Mais les noisettes de veau de lait, le carpaccio de canard pâtes fraîches, le sauté minute de selle d'agneau au basilic sont également de qualité. Outre un excellent fromage blanc, le brie de Meaux avec son pain aux noix est, avant les desserts (gratin de fruits rouges, petits babas, giboulée de cerises), une fin de l'après-midi apothéose. Bonne petite cave. Compter 250 F-350 F.

Et puis une nouvelle, car dès le début de septembre, jouxtant la petite salle en longueur, vous trouverez à l'enseigne *Du côté de la mer*, une version plus maritime encore de *La Cote d'amour* : banc d'écailler (avec un maître écailler qui fut, près de quinze ans, la chance de Pétrus), huîtres à emporter ou à déguster avant les rillettes de maquereaux, les harengs pommes à l'huile et le poisson du jour. Vins au verre. Mais j'en reparlerais.

► La Cote d'amour, 44, rue des Acacias, 75017 Paris. Tél. : 42-67-15-40. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : 43, rue des Acacias. CB.

### Il Ristorante

C'était le restaurant *Epicure*. C'est désormais *Epicure* à la table latine. Mais non point la cuisine italienne que l'on trouve partout dans les pizzerias, non plus que celle « novellisée » à la mode. Une cuisine solide, sincère, signée de

Rocco Anfuso, Sicilien d'origine et amoureux de son folklore. C'est pourquoi la mozzarella, par exemple, est ici de lait de bufflone, ce qui est de plus en plus rare ; le carpaccio est merveilleusement aromatisé, les pâtes (ravioli, rigatoni, spaghetti, lasagne, tagliatelle, penne, fettuccine, etc.) juste cuites « al dente » et somptueusement apprêtées.

On n'aurait presque plus faim (et ce serait dommage) pour les scampi « alla griglia » ou la salmibocca de lotte, le foie de veau « alla veneziana » (avec ses croûtons de polenta), et j'en passe. Le timonier est ici le roi des desserts. Accueil charmant et service parfait du maître d'hôtel Rinaldo, Vénitien lui. Vins italiens de qualité, dont certains vous seront découverts. Un menu « déjeuner » à 158 F ; à la carte, compter 300 F.

► Il Ristorante, 22, rue Fourcroy, 75017 Paris. Tél. : 47-83-34-00. Fermé dimanche. Parking : 30, rue Rennequin. AE-DC.

### Aux Vieux Métiers de France

On (et « je ») n'en parle pas assez souvent. Michel Moisan est pourtant non seulement bon cuisinier, mais aussi chef sincère, honnête et sage. Et dans son décor d'exception évoquant le compagnonnage de jadis, vous vous régalez, aux belles tables rondes de ses salles, d'une terrine de coq au vin, d'une tarte de coq, d'une joue de bœuf braisée à l'ancienne, avant les desserts choisis dans le menu à 190 F.

Un autre menu, à 290 F, vous proposera la dégustation de quatre ou cinq grands plats. A la carte, compter 350 F-400 F en faisant appel à une cave richissime (avec les fameux vins de Suresnes !). A noter une oreille de porc aux langoustines, l'épaule d'agneau aux épices semoule d'orge, le pavé de turbot au Noilly, etc.

► Aux Vieux Métiers de France, 13, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 45-88-90-03. Fermé dimanche et lundi. Salon : 18 couverts. CB-AE-DC.



## PROMENADE DU WEEK-END LE PRIEURÉ SAINT-MICHEL EN NORMANDIE

Au cœur du pays d'Auge, un trésor caché au creux d'un vallon : le Prieuré Saint-Michel

Huit bâtiments du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle s'ordonnant autour d'une cour jardin traversée par l'eau pure d'une source.

Redécouvrez le charme des jardins d'antan : potagers, herbes médicinales, jardin de roses qui servent d'écran à des expositions d'arts plastiques : sculptures, gravures, photographies.

Jusqu'au 15 septembre, deux grandes expositions : Nicolas ALQUIN (sculptures) ; Olivier MERIEL (photographies).

Le Prieuré Saint-Michel en Pays d'Auge  
61120 CROUTTES. Tél. : (16) 33-39-15-15.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

##### 06400 CANNES

HÔTEL LIGURE\*\*\*\*  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970273  
FAX 93-39-19-48.  
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur, Tél. direct, minibar.

##### NICE

##### HÔTEL VICTORIA\*\*\*

32, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Petit centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, clim.  
Téléphone direct, minibar.

#### Paris

##### SORBONNE

HÔTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, DC 280 F à 420 F  
FAX : 46-34-24-30  
Tél. : 43-54-92-55.

#### Afrique

##### BURKINA-FASO

HÔTEL EDEN PARK\*\*\*\*  
100 chambres - 10 suites - bars -  
4 restaurants - night-club - boutiques  
Antenne télévision parabolique. Hôtel  
situé à 5 minutes de l'aéroport  
01 BP 2070 OUAGADOUGOU 01.  
Tél. : 31-14-86 - 31-14-87.  
Tél. : 5224 - Fax : 31-14-88.

#### TOURISME

##### CARAÏBES

CET ÎLE VOYAGEZ  
A SAINT-BARTHELEMY  
avec son eau propre et claire  
Les plus belles plages  
200 MAISONS SUPERBES  
Cuisine française raffinée  
Voile, sports nautiques et équestres  
Appelez aujourd'hui à WIMCO/SIBARTH

Pour vos réservations  
ou tout renseignement :  
PARIS : tél./fax 43-25-95-11  
SAINT-BARTHELEMY :  
tél. (590) 27-43-38/fax 27-48-52  
NEWPORT, RI USA :  
tél. (401) 849-8812/fax 847-6290

# Bridge

n° 1449

## CHAMPIONNAT JUNIORS

Au moment où se termine aux États-Unis le Championnat du monde juniors, voici la meilleure donne du précédent championnat. Ouest avait fait une ouverture conventionnelle de « 2 Carreaux » qui correspondait à un Deux faible à... Pique ou à Cœur.

♠ 972  
♥ A64  
♦ ADV  
♣ R103

♠ DV10853  
♥ DV9  
♦ 062  
♣ D85

♠ A  
♥ V87  
♦ 10985  
♣ AV962

Ann. : S. don. N-S vuln.

Sud Ouest Nord Est  
Passé 20 2 SA passe  
3V passe 4V passe.

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, comment Arne Flaot en Sud a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Réponse : L'entame de la Dame de Pique permettait de supposer que l'As était sec en Est ; d'autre part il était probable que l'As de Trèfle était également mal placé car l'ouverture de 2 Carreaux non vulnérable pouvait être très faible. Dès lors le problème était le suivant : comment ne pas perdre l'As de Pique, deux Trèfles et un atout (sauf si D V de Cœur étaient secs) ?

La façon technique était de faire un jeu d'élimination, puis un placement de main sur Est à Cœur (dans le cas probable où il aurait un honneur troisième à l'atout). Le déclarant a donc commencé par fournir un petit Pique du mort par l'As d'Est qui a contre-attaqué Carreau. Flaot a fait l'As de Carreau, puis il a tiré l'As et le Roi de Cœur. Il restait maintenant à éliminer les Carreaux sans toucher au Roi de Pique (qui serait coupé). Flaat résolut ce problème de communication en prenant le troisième Carreau avec le Roi et en coupant le quatrième Carreau ! Ensuite il joua le Roi de Pique que Est refusa de couper pour ne pas être obligé de jouer Trèfle. Alors Sud coupa un Pique, et il donna la main à Est en jouant atout. Est dut prendre avec le Valet de Cœur et livrer le Roi de Trèfle, la dixième levée (un Trèfle, un Pique, quatre Cœurs et quatre Carreaux).

On voit notamment que, si le

déclarant avait joué Pique avant d'éliminer les Carreaux, Est aurait fait chuter le contrat en coupant le Roi de Pique et en jouant Carreau...

## PRÉCIEUSE LOCALISATION

Il est toujours difficile de déclarer un chelem quand l'adversaire a fait une ouverture normale. En revanche, si on est arrivé au palier de six, la conduite du coup est facilitée parce qu'il est possible de bien reconstituer les mains adverses comme dans cette donne du précédent Championnat d'Europe des dames, à Turku.

♠ 2  
♥ V875  
♦ DV9864  
♣ AD

♠ DV8764  
♥ RD  
♦ R72  
♣ 96

♠ 1053  
♥ 96  
♦ 103  
♣ 1087542

Ann. : O. don. E-O vuln.

Ouest Nord Est Sud  
X. Moeller Y. B. Kalk.  
1. 2. 0. passe 2V  
passe 4V passe 4 SA  
passe 5V passe 6V.

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, comment Bettina Kalkurup en Sud a-t-elle gagné ce PETIT CHELEM à CŒUR contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES L'enchère de « 2 Cœurs » était forçant dans le système des Danois, et, sur le saut courageux à « 4 Cœurs », Sud est allée au chelem après avoir vérifié, grâce au Blackwood, que Nord avait un As.

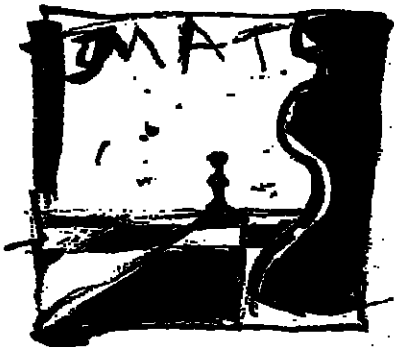
## COURRIER DES LECTEURS

Le joueur de l'année (n° 1439)

« J'ai constaté, écrit A. Pasquet, que même si Ouest avait fourni le Valet de Trèfle (comme l'indique votre remarque) le contrat pourrait encore gagner si Est a conservé son Valet de Pique, car le déclarant peut alors le mettre en main à Pique... »

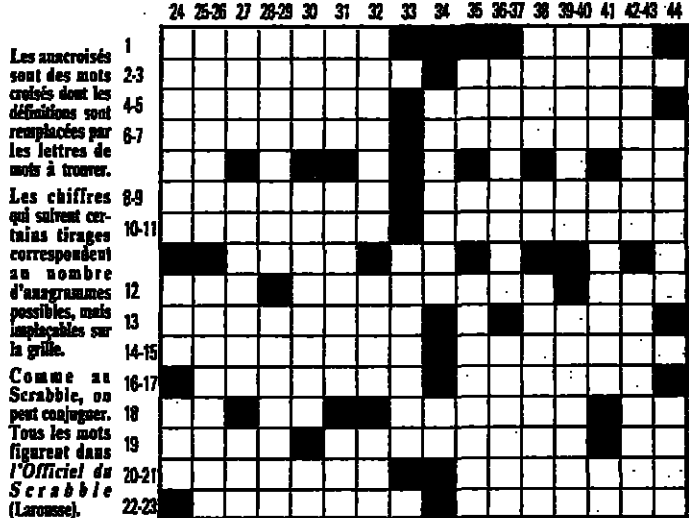
Ce serait à cartes ouvertes un joli problème que l'on pourrait intituler « Le sacrifice des Valets noirs » !

Philippe Brugnion



# Anacroisés (R)

n° 680



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent ces lettres correspondent à un nombre d'anagrammes possibles, mais inscrites sur la grille.

Comme : 16-17-18-19-20-21-22-23

## HORIZONTALEMENT

1. ABRISTU (+1). - 2. AEMO. RUUX. - 3. AEPSTU (+6). - 4. LINGOSU. - 5. AAIIRIS (+1). - 6. AIELLS (+2). - 7. AIOSSU. - 8. AIELTS (+2). - 9. AIELSSU (+2). - 10. EELRSU (+1). - 11. AEMOSU. - 12. EELIOT (+1). - 13. EELNOTU. - 14. EELGLSU (+1). - 15. EELVUX (+1). - 16. EELMPS (+2). - 17. DEESX. - 18. AELINTX. - 19. AELINTX. - 20. CEHINT. - 21. AELINTX (+1). - 22. EELPS. - 23. DEESX.

## VERTICALEMENT

24. AAEITU. - 25. ALMSTU. - 26. ACEHILN. - 27. EELITU (+1). - 28. ABEILLRU (+3). - 29. EELIOT (+2). - 30. AELINTX (+1). - 31. DEELORS (+3). - 32. EELSSU. - 33. EELINT. - 34. EELFNRR (+1). - 35. DEELNRR (+1). - 36. IIOQRUU. - 37. AEILX. - 38. BEEHINT. - 39. AELIORS (+1). - 40. ADELINX. - 41. AELMPS. - 42. ADELPS (+3). - 43. AELMOSU. - 44. AELLU.

## SOLUTION DU N° 679

1. PALIKARE. - 2. RAMAGEE (EMALYSA). - 3. CAL. - 4. EGARANT (ARGENTA.). - 5. CAL.

## NOTES

a) La branche principale de la « variante d'échange » se retrouve après 8... exd4 ; 9... cxd4 ; 10... f5 ; 11... d5 ; 12... f6 ; 13... c5.

b) Au lieu d'entrer dans la suite classique 9... d4 ; 10... f5, les Blancs choisissent une continuation à la mode expérimentale depuis quelques années, une arme assez dangereuse qui les prive sans doute de roque mais au profit d'une position offensive sur le R. cncm.

c) Ou 9... exd4 ; 10... cxd4 ; 11... d5 ; 12... f6 ; 13... c5 ; 14... f5 ; 15... d6 ; 16... f7 ; 17... d7 ; 18... c6 ; 19... f6 ; 20... d7 ; 21... c6 ; 22... f7 ; 23... d8 ; 24... c7 ; 25... d8 ; 26... c7 ; 27... d8 ; 28... c7 ; 29... d8 ; 30... c7 ; 31... d8 ; 32... c7 ; 33... d8 ; 34... c7 ; 35... d8 ; 36... c7 ; 37... d8 ; 38... c7 ; 39... d8 ; 40... c7 ; 41... d8 ; 42... c7 ; 43... d8 ; 44... c7 ; 45... d8 ; 46... c7 ; 47... d8 ; 48... c7 ; 49... d8 ; 50... c7 ; 51... d8 ; 52... c7 ; 53... d8 ; 54... c7 ; 55... d8 ; 56... c7 ; 57... d8 ; 58... c7 ; 59... d8 ; 60... c7 ; 61... d8 ; 62... c7 ; 63... d8 ; 64... c7 ; 65... d8 ; 66... c7 ; 67... d8 ; 68... c7 ; 69... d8 ; 70... c7 ; 71... d8 ; 72... c7 ; 73... d8 ; 74... c7 ; 75... d8 ; 76... c7 ; 77... d8 ; 78... c7 ; 79... d8 ; 80... c7 ; 81... d8 ; 82... c7 ; 83... d8 ; 84... c7 ; 85... d8 ; 86... c7 ; 87... d8 ; 88... c7 ; 89... d8 ; 90... c7 ; 91... d8 ; 92... c7 ; 93... d8 ; 94... c7 ; 95... d8 ; 96... c7 ; 97... d8 ; 98... c7 ; 99... d8 ; 100... c7 ; 101... d8 ; 102... c7 ; 103... d8 ; 104... c7 ; 105... d8 ; 106... c7 ; 107... d8 ; 108... c7 ; 109... d8 ; 110... c7 ; 111... d8 ; 112... c7 ; 113... d8 ; 114... c7 ; 115... d8 ; 116... c7 ; 117... d8 ; 118... c7 ; 119... d8 ; 120... c7 ; 121... d8 ; 122... c7 ; 123... d8 ; 124... c7 ; 125... d8 ; 126... c7 ; 127... d8 ; 128... c7 ; 129... d8 ; 130... c7 ; 131... d8 ; 132... c7 ; 133... d8 ; 134... c7 ; 135... d8 ; 136... c7 ; 137... d8 ; 138... c7 ; 139... d8 ; 140... c7 ; 141... d8 ; 142... c7 ; 143... d8 ; 144... c7 ; 145... d8 ; 146... c7 ; 147... d8 ; 148... c7 ; 149... d8 ; 150... c7 ; 151... d8 ; 152... c7 ; 153... d8 ; 154... c7 ; 155... d8 ; 156... c7 ; 157... d8 ; 158... c7 ; 159... d8 ; 160... c7 ; 161... d8 ; 162... c7 ; 163... d8 ; 164... c7 ; 165... d8 ; 166... c7 ; 167... d8 ; 168... c7 ; 169... d8 ; 170... c7 ; 171... d8 ; 172... c7 ; 173... d8 ; 174... c7 ; 175... d8 ; 176... c7 ; 177... d8 ; 178... c7 ; 179... d8 ; 180... c7 ; 181... d8 ; 182... c7 ; 183... d8 ; 184... c7 ; 185... d8 ; 186... c7 ; 187... d8 ; 188... c7 ; 189... d8 ; 190... c7 ; 191... d8 ; 192... c7 ; 193... d8 ; 194... c7 ; 195... d8 ; 196... c7 ; 197... d8 ; 198... c7 ; 199... d8 ; 200... c7 ; 201... d8 ; 202... c7 ; 203... d8 ; 204... c7 ; 205... d8 ; 206... c7 ; 207... d8 ; 208... c7 ; 209... d8 ; 210... c7 ; 211... d8 ; 212... c7 ; 213... d8 ; 214... c7 ; 215... d8 ; 216... c7 ; 217... d8 ; 218... c7 ; 219... d8 ; 220... c7 ; 221... d8 ; 222... c7 ; 223... d8 ; 224... c7 ; 225... d8 ; 226... c7 ; 227... d8 ; 228... c7 ; 229... d8 ; 230... c7 ; 231... d8 ; 232... c7 ; 233... d8 ; 234... c7 ; 235... d8 ; 236... c7 ; 237... d8 ; 238... c7 ; 239... d8 ; 240... c7 ; 241... d8 ; 242... c7 ; 243... d8 ; 244... c7 ; 245... d8 ; 246... c7 ; 247... d8 ; 248... c7 ; 249... d8 ; 250... c7 ; 251... d8 ; 252... c7 ; 253... d8 ; 254... c7 ; 255... d8 ; 256... c7 ; 257... d8 ; 258... c7 ; 259... d8 ; 260... c7 ; 261... d8 ; 262... c7 ; 263... d8 ; 264... c7 ; 265... d8 ; 266... c7 ; 267... d8 ; 268... c7 ; 269... d8 ; 270... c7 ; 271... d8 ; 272... c7 ; 273... d8 ; 274... c7 ; 275... d8 ; 276... c7 ; 277... d8 ; 278... c7 ; 279... d8 ; 280... c7 ; 281... d8 ; 282... c7 ; 283... d8 ; 284... c7 ; 285... d8 ; 286... c7 ; 287... d8 ; 288... c7 ; 289... d8 ; 290... c7 ; 291... d8 ; 292... c7 ; 293... d8 ; 294... c7 ; 295... d8 ; 296... c7 ; 297... d8 ; 298... c7 ; 299... d8 ; 300... c7 ; 301... d8 ; 302... c7 ; 303... d8 ; 304... c7 ; 305... d8 ; 306... c7 ; 307... d8 ; 308... c7 ; 309... d8 ; 310... c7 ; 311... d8 ; 312... c7 ; 313... d8 ; 314... c7 ; 315... d8 ; 316... c7 ; 317... d8 ; 318... c7 ; 319... d8 ; 320... c7 ; 321... d8 ; 322... c7 ; 323... d8 ; 324... c7 ; 325... d8 ; 326... c7 ; 327... d8 ; 328... c7 ; 329... d8 ; 330... c7 ; 331... d8 ; 332... c7 ; 333... d8 ; 334... c7 ; 335... d8 ; 336... c7 ; 337... d8 ; 338... c7 ; 339... d8 ; 340... c7 ; 341... d8 ; 342... c7 ; 343... d8 ; 344... c7 ; 345... d8 ; 346... c7 ; 347... d8 ; 348... c7 ; 349... d8 ; 350... c7 ; 351... d8 ; 352... c7 ; 353... d8 ; 354... c7 ; 355... d8 ; 356... c7 ; 357... d8 ; 358... c7 ; 359... d8 ; 360... c7 ; 361... d8 ; 362... c7 ; 363... d8 ; 364... c7 ; 365... d8 ; 366... c7 ; 367... d8 ; 368... c7 ; 369... d8 ; 370... c7 ; 371... d8 ; 372... c7 ; 373... d8 ; 374... c7 ; 375... d8 ; 376... c7 ; 377... d8 ; 378... c7 ; 379... d8 ; 380... c7 ; 381... d8 ; 382... c7 ; 383... d8 ; 384... c7 ; 385... d8 ; 386... c7 ; 387... d8 ; 388... c7 ; 389... d8 ; 390... c7 ; 391... d8 ; 392... c7 ; 393... d8 ; 394... c7 ; 395... d8 ; 396... c7 ; 397... d8 ; 398... c7 ; 399... d8 ; 400... c7 ; 401... d8 ; 402... c7 ; 403... d8 ; 404... c7 ; 405... d8 ; 406... c7 ; 407... d8 ; 408... c7 ; 409... d8 ; 410... c7 ; 411... d8 ; 412... c7 ; 413... d8 ; 414... c7 ; 415... d8 ; 416... c7 ; 417... d8 ; 418... c7 ; 419... d8 ; 420... c7 ; 421... d8 ; 422... c7 ; 423... d8 ; 424... c7 ; 425... d8 ; 426... c7 ; 427... d8 ; 428... c7 ; 429... d8 ; 430... c7 ; 431... d8 ; 432... c7 ; 433... d8 ; 434... c7 ; 435... d8 ; 436... c7 ; 437... d8 ; 438... c7 ; 439... d8 ; 440... c7 ; 441... d8 ; 442... c7 ; 443... d8 ; 444... c7 ; 445... d8 ; 446... c7 ; 447... d8 ; 448... c7 ; 449... d8 ; 450... c7 ; 451... d8 ; 452... c7 ; 453... d8 ; 454... c7 ; 455... d8 ; 456... c7 ; 457... d8 ; 458... c7 ; 459... d8 ; 460... c7 ; 461... d8 ; 462... c7 ; 463... d8 ; 464... c7 ; 465... d8 ; 466... c7 ; 467... d8 ; 468... c7 ; 469... d8 ; 470... c7 ; 471... d8 ; 472... c7 ; 473... d8 ; 474... c7 ; 475... d8 ; 476... c7 ; 477... d8 ; 478... c7 ; 479... d8 ; 480... c7 ; 481... d8 ; 482... c7 ; 483... d8 ; 484... c7 ; 485... d8 ; 486... c7 ; 487... d8 ; 488... c7 ; 489... d8 ; 490... c7 ; 491... d8 ; 492... c7 ; 493... d8 ; 494... c7 ; 495... d8 ; 496... c7 ; 497... d8 ; 498... c7 ; 499... d8 ; 500... c7 ; 501... d8 ; 502... c7 ; 503... d8 ; 504... c7 ; 505... d8 ; 506... c7 ; 507... d8 ; 508... c7 ; 509... d8 ; 510... c7 ; 511... d8 ; 512... c7 ; 513... d8 ; 514... c7 ; 515... d8 ; 516... c7 ; 517... d8 ; 518... c7 ; 519... d8 ; 520... c7 ; 521... d8 ; 522... c7 ; 523... d8 ; 524... c7 ; 525... d8 ; 526... c7 ; 527... d8 ; 528... c7 ; 529... d8 ; 530... c7 ; 531... d8 ; 532... c7 ; 533... d8 ; 534... c7 ; 535... d8 ; 536... c7 ; 537... d8 ; 538... c7 ; 539... d8 ; 540... c7 ; 541... d8 ; 542... c7 ; 543... d8 ; 544... c7 ; 545... d8 ; 546... c7 ; 547... d8 ; 548... c7 ; 549... d8 ; 550... c7 ; 551... d8 ; 552... c7 ; 553... d8 ; 554... c7 ; 555... d8 ; 556... c7 ; 557... d8 ; 558... c7 ; 559... d8 ; 560... c7 ; 561... d8 ; 562... c7 ; 563... d8 ; 564... c7 ; 565... d8 ; 566... c7 ; 567... d8 ; 568... c7 ; 569... d8 ; 570... c7 ; 571... d8 ; 572... c7 ; 573... d8 ; 574... c7 ; 575... d8 ; 576... c7 ; 577... d8 ; 578... c7 ; 579... d8 ; 580... c7 ; 581... d8 ; 582... c7 ; 583... d8 ; 584... c7 ; 585... d8 ; 586... c7 ; 587... d8 ; 588... c7 ; 589... d8 ; 590... c7 ; 591... d8 ; 592... c7 ; 593... d8 ; 594... c7 ; 595... d8 ; 596... c7 ; 597... d8 ; 598... c7 ; 599... d8 ; 600... c7 ; 601... d8 ; 602... c7 ; 603... d8 ; 604... c7 ; 605... d8 ; 606... c7 ; 607... d8 ; 608... c7 ; 609... d8 ; 610... c7 ; 611... d8 ; 612... c7 ; 613... d8 ; 614... c7 ; 615... d8 ; 616... c7 ; 617... d8 ; 618... c7 ; 619... d8 ; 620... c7 ; 621... d8 ; 622... c7 ; 623... d8 ; 624... c7 ; 625... d8 ; 626... c7 ; 627... d8 ; 628... c7 ; 629... d8 ; 630... c7 ; 631... d8 ; 632... c7 ; 633... d8 ; 634... c7 ; 635... d8 ; 636... c7 ; 637... d8 ; 638... c7 ; 639... d8 ; 640... c7 ; 641... d8 ; 642... c7 ; 643... d8 ; 644... c7 ; 645... d8 ; 646... c7 ; 647... d8 ; 648... c7 ; 649... d8 ; 650... c7 ; 651... d8 ; 652... c7 ; 653... d8 ; 654... c7 ; 655... d8 ; 656... c7 ; 657... d8 ; 658... c7 ; 659... d8 ; 660... c7 ; 661... d8 ; 662... c7 ; 663... d8 ; 664... c7 ; 665... d8 ; 666... c7 ; 667... d8 ; 668... c7 ; 669... d8 ; 670... c7 ; 671... d8 ; 672... c7 ; 673... d8 ; 674... c7 ; 675... d8 ; 676... c7 ; 677... d8 ; 678... c7 ; 679... d8 ; 680... c7 ; 681... d8 ; 682... c7 ; 683... d8 ; 684... c7 ; 685... d8 ; 686... c7 ; 687... d8 ; 688... c7 ; 689... d8 ; 690... c7 ; 691... d8 ; 692... c7 ; 693... d8 ; 694... c7 ; 695... d8 ; 696... c7 ; 697... d8 ; 698... c7 ; 699... d8 ; 700... c7 ; 701... d8 ; 702... c7 ; 703... d8 ; 704... c7 ; 705... d8 ; 706... c7 ; 707... d8 ; 708... c7 ; 709... d8 ; 710... c7 ; 711... d8 ; 712... c7 ; 713... d8 ; 714... c7 ; 715... d8 ; 716... c7 ; 717... d8 ; 718... c7 ; 719... d8 ; 720... c7 ; 721... d8 ; 722... c7 ; 723... d8 ; 724... c7 ; 725... d8 ; 726... c7 ; 727... d8 ; 728... c7 ; 729... d8 ; 730... c7 ; 731... d8 ; 732... c7 ; 733... d8 ; 734... c7 ; 735... d8 ; 736... c7 ; 737... d8 ; 738... c7 ; 739... d8 ; 740... c7 ; 741... d8 ; 742... c7 ; 743... d8 ; 744... c7 ; 745... d8 ; 746... c7 ; 747... d8 ; 748... c7 ; 749... d8 ; 750... c7 ; 751... d8 ; 752... c7 ; 753... d8 ; 754... c7 ; 755... d8 ; 756... c7 ; 757... d8 ; 758... c7 ; 759... d8 ; 760... c7 ; 761... d8 ; 762... c7 ; 763... d8 ; 764... c7 ; 765... d8 ; 766... c7 ; 767... d8 ; 768... c7 ; 769... d8 ; 770... c7 ; 771... d8 ; 772... c7 ; 773... d8 ; 774... c7 ; 775... d8 ; 776... c7 ; 777... d8 ; 778... c7 ; 779... d8 ; 780... c7 ; 781... d8 ; 782... c7 ; 783... d8 ; 784... c7 ; 785... d8 ; 786... c7 ; 787... d8 ; 788... c7 ; 789... d8 ; 790... c7 ; 791... d8 ; 792... c7 ; 793... d8 ; 794... c7 ; 795... d8 ; 796... c7 ; 797... d8 ; 798... c7 ; 799... d8 ; 800... c7 ; 801... d8 ; 802... c7 ; 803... d8 ; 804... c7 ; 805... d8 ; 806... c7 ; 807... d8 ; 808... c7 ; 809... d8 ; 810... c7 ; 811... d8 ; 812... c7 ; 813... d8 ; 814... c7 ; 815... d8 ; 816... c7 ; 817... d8 ; 818... c7 ; 819... d8 ; 820... c7 ; 821... d8 ; 822... c7 ; 823... d8 ; 824... c7 ; 825... d8 ; 826... c7 ; 827... d8 ; 828... c7 ; 829... d8 ; 830... c7 ; 831... d8 ; 832... c7 ; 833... d8 ; 834... c7 ; 835... d8 ; 836... c7 ; 837... d8 ; 838... c7 ; 839... d8 ; 840... c7 ; 841... d8 ; 842... c7 ; 843... d8 ; 844... c7 ; 845... d8 ; 846... c7 ; 847... d8 ; 848... c7 ; 849... d8 ; 850... c7 ; 851... d8 ; 852... c7 ; 853... d8 ; 854... c7 ; 855... d8 ; 856... c7 ; 857... d8 ; 858... c7 ; 859... d8 ; 860... c7 ; 861... d8 ; 862... c7 ; 863... d8 ; 864... c7 ; 865... d8 ; 866... c7 ; 867... d8 ; 868... c7 ; 869... d8 ; 870... c7 ; 871... d8 ; 872... c7 ; 873... d8 ; 874... c7 ; 875... d8 ; 876... c7 ; 877... d8 ; 878... c7 ; 879... d8 ; 880... c7 ; 881... d8 ; 882... c7 ; 883... d8 ; 884... c7 ; 885... d8 ; 886... c7 ; 887... d8 ; 888... c7 ; 889... d8 ; 890... c7 ; 891... d8 ; 892... c7 ; 893... d8 ; 894... c7 ; 895... d8 ; 896... c7 ; 897... d8 ; 898... c7 ; 899... d8 ; 900... c7 ; 901... d8 ; 902... c7 ; 903... d8 ; 904... c7 ; 905... d8 ; 906... c7 ; 907... d8 ; 908... c7 ; 909... d8 ; 910... c7 ; 911... d8 ; 912... c7 ; 913... d8 ; 914... c7 ; 915... d8 ; 916... c7 ; 917... d8 ; 918... c7 ; 919... d8 ; 920... c7 ; 921... d8 ; 922... c7 ; 923... d8 ; 924... c7 ; 925... d8 ; 926... c7 ; 927... d8 ; 928... c7 ; 929... d8 ; 930... c7 ; 931... d8 ; 932... c7 ; 933... d8 ; 934... c7 ; 935... d8 ; 936... c7 ; 937... d8 ; 938... c7 ; 939... d8 ; 940... c7 ; 941... d8 ; 942... c7 ; 943... d8 ; 944... c7 ; 945... d8 ; 946... c7 ; 947... d8 ; 948... c7 ; 949... d8 ; 950... c7 ; 951... d8 ; 952... c7 ; 953... d8 ; 954... c7 ; 955... d8 ; 956... c7 ; 957... d8 ; 958... c7 ; 959... d8 ; 960... c7 ; 961... d8 ; 962... c7 ; 963... d8 ; 964... c7 ; 965... d8 ; 966... c7 ; 967... d8 ; 968... c7 ; 969... d8 ; 970... c7 ; 971... d8 ; 972... c7 ; 973... d8 ; 974... c7 ; 975... d8 ; 976... c7 ; 977... d8 ; 978... c7 ; 979... d8 ; 980... c7 ; 981... d8 ; 982... c7 ; 983... d8 ; 984... c7 ; 985... d8 ; 986... c7 ; 987... d8 ; 988... c7 ; 989... d8 ; 990... c7 ; 991... d8 ; 992... c7 ; 993... d8 ; 994... c7 ; 995... d8 ; 996... c7 ; 997... d8 ; 998... c7 ; 999... d8 ; 1000... c7 ; 1001... d8 ; 1002... c7 ; 1003... d8 ; 1004... c7 ; 1005... d8 ; 1006... c7 ; 1007... d8 ; 1008... c7 ; 1009... d8 ; 1010... c7 ; 1011... d8 ; 1012... c7 ; 1013... d8 ; 1014... c7 ; 1015... d8 ; 1016... c7 ; 1017... d8 ; 1018... c7 ; 1019... d8 ; 1020... c7 ; 1021... d8 ; 1022... c7 ; 1023... d8 ; 1024... c7 ; 1025... d8 ; 1026... c7 ; 1027... d8 ; 1028... c7 ; 1029... d8 ; 1030... c7 ; 1031... d8 ; 1032... c7 ; 1033... d8 ; 1034... c7 ; 1035... d8 ; 1036... c7 ; 1037... d8 ; 1038... c7 ; 1039... d8 ; 1040... c7 ; 1041... d8 ; 1042... c7 ; 1043... d8 ; 1044... c7 ; 1045... d8 ; 1046... c7 ; 1047... d8 ; 1048... c7 ; 1049... d8 ; 1050... c7 ; 1051... d8 ; 1052... c7 ; 1053... d8 ; 1054... c7 ; 1055... d8 ; 1056... c7 ; 1057... d8 ; 1058... c7 ; 1059... d8 ; 1060... c7 ; 1061... d8 ; 1062... c7 ; 1063... d8 ; 1064... c7 ; 1065... d8 ; 1066... c7 ; 1067... d8 ; 1068... c7 ; 1069... d8 ; 1070... c7 ; 1071... d8 ; 1072... c7 ; 1073... d8 ; 1074... c7 ; 1075... d8 ; 1076... c7 ; 1077... d8 ; 1078... c7 ; 1079... d8 ; 1080... c7 ; 1081... d8 ; 1082... c7 ; 1083... d8 ; 1084... c7 ; 1085... d8 ; 1086... c7 ; 1087... d8 ; 1088... c7 ; 1089... d8 ; 1090... c7 ; 1091... d8 ; 1092... c7 ; 1093... d8 ; 1094... c7 ; 1095... d8 ; 1096... c7 ; 1097... d8 ; 1098... c7 ; 1099... d8 ; 1100... c7 ; 1101... d8 ; 1102... c7 ; 1103... d8 ; 1104... c7 ; 1105... d8 ; 1106... c7 ; 1107... d8 ; 1108... c7 ; 1109... d8 ; 1110... c7 ; 1111... d8 ; 1112... c7 ; 1113... d8 ; 1114... c7 ; 1115... d8 ; 1116... c7 ; 1117... d8 ; 1118... c7 ; 1119... d8 ; 1120... c7 ; 1121... d8 ; 1122... c7 ; 1123... d8 ; 1124... c7 ; 1125... d8 ; 1126... c7 ; 1127



## SPORTS

ATHLÉTISME : les championnats du monde à Tokyo

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

### Quatre Français qualifiés pour le troisième tour

L'Allemand Boris Becker, les Américains Pete Sampras, Jim Courier et David Wheaton, l'Espagnol Emilio Sanchez et même le Tchèque Karel Novacek : toutes les têtes de série engagées, jeudi 29 août, dans le deuxième tour de l'Open des Etats-Unis de tennis ont franchi l'obstacle.

Du côté français, quatre joueurs ou joueuses se sont qualifiés pour le troisième tour. Chez les hommes, Arnaud Boetsch a battu Christian Bergstrom. Mais la surprise est venue de Stéphane Simian (deux cinquième-septième mondial), accepté dans le tableau final après qualifications : il est venu à bout de l'ancien finaliste de Wimbledon Kevin Curren en quatre sets.

Dans le simple dames, l'ancienne championne de France Nathalie Herreman a réalisé un exploit similaire. Répêchée des qualifications, elle a battu la Soviétique Elena Brioukhovets, perdant le premier set avant de remporter les deux autres et le match au jeu décisif. La Française Mary Pierce s'est également qualifiée. - (AFP)

#### Résultats du 29 août

**SIMPLE MESSIEURS**  
(Deuxième tour)  
J. Connors (USA) b. M. Schapers (Hol), 6-2, 6-3, 6-2 ; S. Simian (Fra) b. K. Curren (E-U), 6-3, 6-7 (4/7), 7-6 (7/4), 6-4 ; B. Becker (All) b. A. Voinea (URS) 6-0, 7-7 (7/4), 6-1 ; K. Novacek (Tch) b. N. Masques (Por), 6-7 (1/7), 7-6 (7/3), 6-4, 3-6, 6-3 ; E. Sanchez (Esp) b. A. Castie (G-B), 6-3, 6-2, 6-2 ; A. Jarryd (Aust) b. T. Champion (Fra), 7-5, 6-2, 1-1, abandon ; P. Sampras (E-U) b. W. Ferreira (Arg), 6-1, 6-2, 2-2, abandon ; J. Courier (E-U) b. J. Arias (E-U), 6-3, 6-2, 6-0 ; A. Boetsch (Fra) b. C. Bergstrom (Sue), 6-2, 6-3, 2-1, abandon ; F. Claret (Esp) b. G. Roux (Fra) 6-1, 6-1, 6-4 ; D. Wheaton (E-U) b. H. Shoff (Aut), 6-1, 6-2, 6-2.

**SIMPLE DAMES**  
(Deuxième tour)  
A. Sanchez (Esp) b. K. Godridge (Aust), 6-1, 6-1 ; N. Zvereva (URS) b. A. Huber (All), 10-8, 6-2, 6-4 ; N. Herreman (Fra) b. E. Brioukhovets (URS), 3-6, 7-6 (7/4), 7-6 (7/5) ; B. Rittner (All) b. J. Halard (Fra), 6-2, 6-0 ; S. Graf (All) b. C. Mathis (Fra), 6-0, 6-0 ; C. Martinez (Esp) b. Y. Sasuki (Jap), 6-1, 6-4 ; M. Pierce (Fra) b. L. McNeil (E-U), 6-3, 3-6, 7-6 (8/6) ; M. Navratilova (E-U) b. D. Graham (E-U), 6-1, 6-4 ; M. Maleeva-Fragniere (Sui) b. A. Strnadova (Tch), 7-5, 6-2 ; Z. Garrison (E-U) b. S. Cocchini (Ita) 6-1, 6-1.

### Bubka en service minimum

Comme à Helsinki (1983) et à Rome (1987), l'Américain Greg Foster, trente-trois ans, et le Soviétique Sergueï Bubka, vingt-huit ans, se sont imposés à Tokyo dans leurs disciplines respectives, le 110 mètres haies et le saut à la perche, jeudi 29 août, à l'occasion de la cinquième journée des championnats du monde d'athlétisme. Deux champions d'une classe et d'une longévité exceptionnelles.

#### TOKYO

de notre envoyé spécial

D'un pas hésitant, l'homme le plus haut du monde est redescendu sur terre. Il a ôté ses «pointes», retiré ses chaussures et s'est dirigé, pieds nus, vers les tribunes du stade olympique de Tokyo. Il a posé son pied gauche sur la rambarde séparant la piste des gradins. Puis il s'est adressé à sa femme et à ses deux enfants, assis dans la foule. Seuls les spectateurs des premiers rangs ont pu entendre ce qu'il disait. A en croire ses mimiques, cela devait être quelque chose comme : «Regarde mon talon, j'ai trop mal!» et : «Désole, j'ai mal, mais je battraï un record la prochaine fois!»

Le Soviétique Sergueï Bubka s'en est allé alors ranger sa perche, un troisième titre de champion du monde en poche (1983, 1987, 1991). Au troisième essai, il avait franchi 5,95 mètres, soit cinq centimètres de plus que son dauphin, le Hongrois Istvan Bagyula, mais quinze de moins que son dernier record en plein air (6,10 mètres, le 5 août en Suède). C'était bien suffisant pour une médaille d'or. Les cinquante-trois mille spectateurs japonais qui s'étaient déplacés pour assister aux exploits de l'homme aux vingt-huit records du monde ne lui ont pas ménagé leurs applaudissements.

Par la suite, le Soviétique expliquera qu'il souffrait du talon gauche et que deux injections successives n'y avait rien changé. Il

s'agissait donc pour lui de ne pas hypothéquer la fin de la saison, voire de sa carrière. Pourtant, à tort ou à raison, ses détracteurs mettront sans doute ce forfait sur le compte d'un sens aigu des affaires. En effet, s'il avait établi un nouveau record à Tokyo, le plus grand perchiste de tous les temps n'aurait guère arondi ses revenus, puisqu'aucune prime n'est prévue pour les vainqueurs. Mieux vaut donc assurer un «service minimum» au Japon, et pour mieux s'aligner dans les réunions richement dotées.

Rien ne prouve que le forfait de Sergueï Bubka s'explique ainsi, mais le champion soviétique est bien devenu un «businessman» aussi redoutable que l'Américain Carl Lewis. Chaque participation à un meeting lui rapporte au moins l'équivalent de 180 000 F (prime d'engagement), et une «enveloppe» supplémentaire de 240 000 F est prévue en cas de record du monde. Cet athlète dont on dit qu'il serait capable de sauter 6,30 mètres s'il le voulait vraiment a donc tout intérêt à franchir un par un les centimètres supplémentaires.

#### Quel maillot à Barcelone ?

Depuis le début de l'année, il a ainsi amélioré par huit fois les records du monde de la spécialité, quatre fois en plein air et quatre fois en salle (record actuel : 6,12 mètres). A mesure que ses performances prenaient de l'altitude, il est devenu, à vingt-huit ans, l'athlète le mieux payé du «circuit» après Lewis. Ses revenus mensuels sont évalués à 600 000 F.

Le plus capitaliste des sportifs soviétiques a beau rouler en Mazda ou en Volkswagen (offertes par des organisateurs de meetings), avoir un compte en banque en Suisse et un autre à San-Francisco, il vit toujours à Donetsk, une ville du bassin houiller ukrainien. Président du club d'athlétisme local, il possède également une salle de jeu, équipée de machines à sous et de flippers. En 1990, il faillit

pourtant s'installer à Berlin. Un club allemand lui proposait un contrat en deutschemark. Aussitôt, Sergueï Bubka exigea de pouvoir faire venir sa femme et ses enfants, son frère (Vassily, également perchiste) et sa famille, son «kiat», son entraîneur et sa famille. Les négociations n'ont pas abouti. En juin dernier, il a été contacté par le club de Nice.

L'évolution de la situation politique en Union soviétique pourrait l'inciter à s'exiler plus tôt que prévu. La présence de sa femme et de ses enfants à Tokyo trahit autant un besoin de confort affectif à l'approche d'une compétition, qu'une volonté de tenir les siens à l'écart d'un pays en voie de dissolution.

Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Le Sport* (édition du 29 août), il déclare ainsi, au sujet de l'indépendance de l'Ukraine : «Que voulez-vous qu'elle fasse seule? L'Ukraine n'a ni pétrole ni gaz. Alors que l'Europe est en train de réaliser son unité, l'URSS se divise. C'est revenir cent ans en arrière! Que chaque république puisse s'autogérer, d'accord, mais dans l'Union...» Dans le même entretien, Sergueï Bubka se félicite de la voie empruntée par M. Mikhaïl Gorbatchev, qui mènera, selon lui, le pays vers la démocratie. Mais nul ne sait trop si l'homme le plus haut du monde portera un maillot soviétique ou ukrainien lors des Jeux olympiques de Barcelone.

PHILIPPE BROUSSARD

### Le record de Bob Beamon battu à Tokyo

#### Le bond de géant (8,95 m) de Mike Powell

#### TOKYO

de notre envoyé spécial

Le «record du siècle» n'a donc pas attendu l'an 2000 pour être battu. Vingt-trois ans après le saut «historique» de l'Américain Bob Beamon (8,90 m) aux Jeux olympiques de Mexico, son compatriote Mike Powell a établi un nouveau record du monde du saut en longueur avec un bond de 8,95 m, vendredi 30 août à Tokyo, à l'occasion des championnats du monde d'athlétisme.

Les 60 000 spectateurs qui avaient pris place sur les gradins du stade olympique de la capitale japonaise étaient pourtant persuadés qu'un tel exploit viendrait de Carl Lewis, le star des stars, déjà sacré champion du monde en 1983 à Helsinki et en 1987 à Rome. Lui seul, vainqueur d'un sautoir depuis 1981, semblait pouvoir un jour sauter plus loin que Bob Beamon. Il ne cessait d'ailleurs de répéter qu'il y parviendrait avant la fin de sa carrière. Dès le début du concours il prouvait qu'il était dans une forme exceptionnelle en franchissant notamment 8,93 m, puis 8,91 m. Ce dernier saut ne pouvait être homologué comme un nouveau record en raison d'un vent trop favorable,

mais il suffisait pour enlever un troisième titre de champion du monde.

Quand arriva le cinquième essai de Mike Powell, rien ne laissait prévoir le nouveau bond «historique» de cet étudiant de l'université californienne UCLA. Certes, il avait pris l'habitude depuis quelques mois de concurrencer le «maître» Lewis (il a sauté 8,83 m lors des derniers championnats des Etats-Unis contre 8,64 m à Lewis), mais, s'il semblait en mesure de battre un jour ou l'autre Carl Lewis, il ne paraissait pas assez talentueux pour effacer des tablettes le bond de géant de Beamon. Sa meilleure performance, lors des quatre premiers essais, n'était que de 8,54 m.

A l'issue d'une course parfaite, il s'envolait pourtant en un bond prodigieux qui l'emmenait à 8,95 m de la planche de départ. Le jeune homme pouvait alors entamer une sarabande triomphale sous les yeux d'un Lewis dépité et songeur. Ce dernier allait tenter en vain de combler son retard. Malgré deux derniers sauts impressionnants (8,87 m et 8,84 m), il était pour une fois laissé à la vilette à un autre champion de légende.

Ph. Br.

### Résultats du 30 août

#### Finales messieurs

Longueur : 1. M. Powell (E.-U.), 8,95 m (nouveau record du monde) ; 2. C. Lewis (E.-U.), 8,91 m ; 3. L. Myricks (E.-U.), 8,42 m.

Décathlon : 1. D. O'Brien (E.-U.), 8812 pts ; 2. M. Smith (Can.), 8549 pts ; 3. C. Schenk (All.), 8394 pts ; ... 9. C. Plazat (Fra), 8122 pts.

#### Finales dames

100 m haies : 1. L. Narochilenko (URS), 12 s 59 ; 2. G. Devers-Roberts (E.-U.), 12 s 63 ; 3. N. Grigoryeva (URS), 12 s 69 ; 4. M. Ewanje-Epée (Fra.), 12 s 84 ; ... 8. F. Colle (Fra.), 13 s 01.

200 m : 1. K. Krabbe (All.), 22 s 09 ; 2. G. Torrance (E.-U.), 22 s 16 ; 3. M. Otmy (Hongr.), 22 s 21.

10 000 m : 1. L. McColgan (G.-B.), 31 min 14 s 34 ; 2. Z. Humdi (Chn.), 31 min 35 s 08 ; 3. Wang Xudong (Chn.), 31 min 35 s 50 ; ... 19. A. Sargent-Palmy (Fra.), 33 min 01 s 32.

Bilan provisoire des médailles : après six jours de compétitions, l'équipe des Etats-Unis est en tête du classement des médailles (8 d'or, 6 d'argent, 6 de bronze) devant l'URSS (7, 5, 7) et l'Allemagne (4, 2, 3).

# France Inter vous montre en 8 jours ce que la télé veut vous montrer en un an.

SEPTEMBRE

Lundi  
2 Hervé BOURGES  
Mardi  
3 Étienne MOUGEOTTE  
Mercredi  
4 Éric GIULY  
Jeudi  
5 Dominique ALDUY  
Vendredi  
6 Pierre LESCURE

Lundi  
9 Pascal JOSÈPHE  
Mardi  
10 Jean DRUKER  
Mercredi  
11 Jérôme CLÉMENT

**RADIO-COM**  
Les médias parlent des médias  
**Anne Brucy**  
**et Roland Mihail**  
Lundi au vendredi - 8h40

## France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

مكتبة الأنجلو

## SPECTACLES

VENDREDI 30 AOUT

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

La Peau (1981, v.o. s.t.f.), de Liliana Cavani, 16 h. Cinéma interdit (1), de Curzio Malaparte, 19 h. La Mère (1983), de Jean-Luc Godard, 21 h.

## PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : l'enfant secret (1979-82), de Philippe Garrel, 18 h. Les Amants terribles (1984), de Danièle Dubroux, 20 h.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Paris la nuit : Marginalités : Paris des nuits (1970) de Jean Schmidt, les Clowns de Dieu (1988) de Jean Schmidt, 14 h 30. Paris by night : la Nuit des cabarets (1951) de R. Alexandre, Vous avez dit Pagale ? (1979) de J. Martinengo, Girls of Paris (1984) d'André Halimi, 16 h 30. Nuits noires : Bande annonce : Bob le flambeur (1956) de Jean-Pierre Melville, le Doulou (1956) de Jean-Pierre Melville, 18 h 30. Nuits blanches : Saint-Saint Laurent, Rive gauche (1983), Edouard et Caroline (1950) de Jacques Becker, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Lucmaire, 6 (45-44-57-34).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

ALICE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-63-16-18).

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-30).

AN ANGEL AT MY TABLE (Info-éléments, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

CHEROCHEE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-34) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

CURIOSITÉ DE MONTMARTRE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-55-80) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-55-80) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-55-80) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-55-80) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-55-80) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-55-80) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09).

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-55-80) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 5 (42-25-10-30) ; La Pagoda, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LE CRI DU PAILLON (Brit.-fr.-tchèque, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-30) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Normandie, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA BANDE A PISOU (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).



# CULTURE

## MUSIQUES

### Les tours du monde de Peter Gabriel

Fin d'été dans l'Angleterre verte, dans les studios d'un rocker éclectique ouvert aux musiques venues d'ailleurs

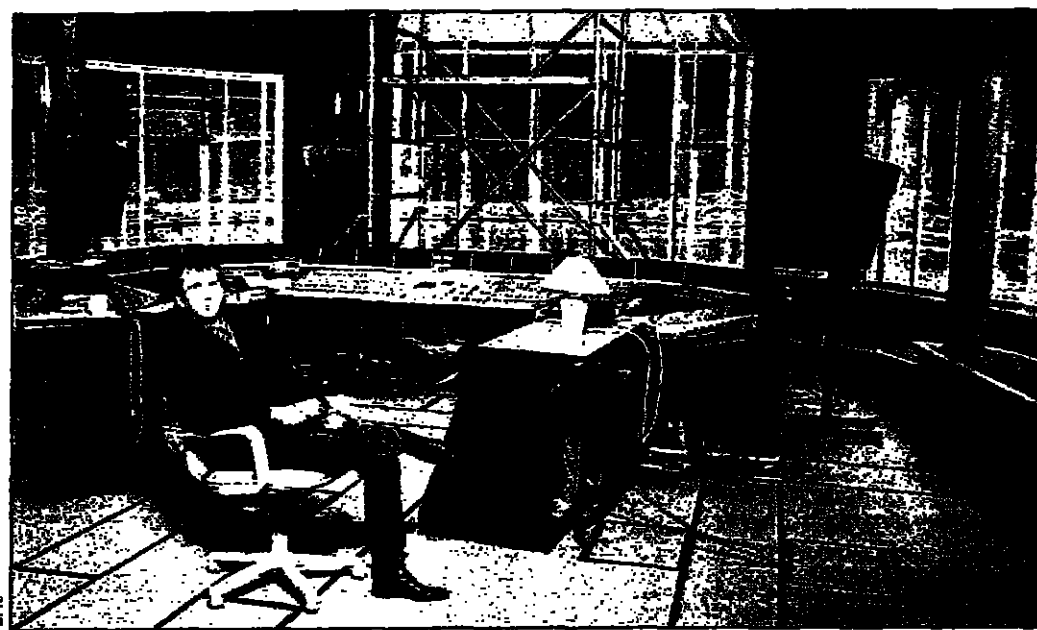
BATH

de notre envoyée spéciale

Par une belle journée d'août 1991, sur les marches d'un moulin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'imposant Ghulam Farid Sabri, les yeux abusivement passés au khôl, les cheveux roux et longs ténés en banné, boit du thé avec un Van Morrison rondelle, en lunettes noires et débardeur. Drôle de mariage que celui de l'ainé des Sabri Brothers, idole du chant qawwali pakistanais, et de « Van The Man », pionnier irlandais du rock. L'Angleterre est douce sous le soleil, et ici, aux environs de Bath, à une bonne centaine de kilomètres de Londres, elle arbore avec fierté ses vallons verdoyants, ses moutons, ses vestiges romains, ses bâtisses de pierre et sa politesse sans accroc. Le marié, Peter Gabriel, chevalier du mélange trans-mondial, y vit, y travaille, y rêve.

Les pelouses du moulin de Box, une grande bâtisse rectangulaire flanquée de trois cottages élégants, sont bien sûr taillées au carré. De quoi insuffler un respect bucolique au Tanzanien Remmy Ongala, guitariste dévoué de rythmes en Afrique de l'Est, installé avec femme et enfant sur l'herbe grasse et persuadé qu'« ici, c'est aussi beau que chez moi ». Remmy, Ghulam et Van n'étaient pas seuls. Peter, prince débouliné, en avait convié quelques autres. Au hasard : une jeune chanteuse blonde, Mari Boine Persen, Laponne sami de Norvège ; un Ougandais en exil et en dreadlocks, Geoffrey Oryema ; un Irlandais en jeans râpés, Pol Brennan, en trio avec le flûtiste Guo Yue (de Chine) et le percussionniste Joji Hirota (du Japon) ; un très vieux roi du calypso de Trinidad, Roar Lion, canne, chapeau de paille et costume trois pièces ; trois jeunes rappers londoniens en baskets américaines défilées, les Massive Attack. La « recording week », une semaine d'enregistrement en studio destinée à approvisionner pour l'année à venir le catalogue du label Real World, s'achevait. Au bord de la rivière, où une tente digne d'un tournoi de golf huppé avait été dressée, l'incongru patchwork, du plus traditionnel au plus électrique, clôturait cette world party par dix heures de concert privé.

Si le maître de cérémonie, Peter Gabriel, s'est hissé au rang d'idéologue incontesté de la world-music (à ne pas prendre ici dans son sens restrictif : sorte de sauce où pourraient être mangées les identités cul-



turelles), c'est que, plus que Sting, Paul Simon ou David Byrne, il a opté pour une stratégie à long terme. L'édifice Gabriel, construit au fil du hasard et des rencontres, prend racine dans le WOMAD (World Of Music Arts And Dance), une organisation qu'il a fondée en 1981 avec une poignée d'amis, dont Michael Brooman, l'actuel directeur. Aujourd'hui, le WOMAD gère une kyrielle d'activités, dont huit festivals d'été (trois en Angleterre, un au Canada, en Finlande, en Allemagne, au Japon, en Espagne pour 1991). Logé à deux pas du moulin dans des hangars réhabilités, l'équipe prépare aujourd'hui un grand show pour 1992 à Barcelone, avec tous ceux qui participèrent de son essor, et d'abord son fidèle, le chanteur sénégalais Youssou N'Dour.

Deuxième pierre angulaire, les studios Real World, construits par Peter Gabriel grâce aux royalties de So, son dernier album, sorti en 1986 et vendu à plusieurs millions d'exemplaires. D'un mini - mais performant - studio d'enregistrement imaginé pour son usage personnel, Peter Gabriel a tiré un modèle de rêve technologique, construit au-dessus et à fleur d'eau. Dans ces studios fort courts aujourd'hui, un soin extrême a été apporté à l'architecture, conçue pour le confort des musiciens,

depuis l'aménagement de l'air conditionné, habituellement tueur de voix, jusqu'aux matériaux employés. Tout en bois, le wooden studio, réservé aux musiciens traditionnels, combine un astucieux plancher de Plexiglas à travers lequel on voit couler l'eau de la rivière, des mezzanines propices à la promenade et des conduits d'évacuation d'air en terre cuite. La technique et son bataillon d'appareillages, trop violente pour des artistes peu habitués à tant de sophistication, est réservée à la « Big Control Room », sorte de bunker high-tech couleur ardoise qui a pris la place de la grande roue du moulin pour mieux brasser les cultures.

Créé en 1989 (le Monde du 29 mai 1989), le label Real World fait le pont entre le WOMAD et Peter Gabriel. Il sème des pépites : vingt disques en deux ans - preuves tangibles de leurs actions respectives. Une immense promenade qui va de la chaleur mozambicaine (Erythraï) au chant russe (Dmitri Pokrovsky) en passant par le recueillement égyptien (les Musiciens du Nil) et la ferveur pakistanaise (les Sabri Brothers, Nusrat Fateh Ali Khan). Les ventes, autour de dix mille exemplaires par album, plus qu'honorables pour le genre, ont besoin de croître. Peter Gabriel voudrait faire partager son

attachement à la musique populaire - qu'elle soit rock en Angleterre, cumbia en Colombie ou rumba au Zaïre - au public jeune, consommateur de rock. Le premier essai sorti des studios en 1989, *Passion*, la musique de la *Derrière Tentation* du Christ de Martin Scorsese, pour laquelle Peter Gabriel était allé fouiller chez les musiciens africains et arabes, donnera le ton : l'âge de la pierre ramené à celui de l'ordinateur. Une idéologie vivifiante, mais en vertu de laquelle Real World a frisé le dérapage à plusieurs reprises. Aux albums sans défauts (*Luxor To Ina*, les *Musiciens du Nil*, *Exile*, de Geoffrey Oryema), WOMAD limite les portes enfoncées (*Babeli Soukous* du Zaïrois Tabu Ley Senghor, *Rockers*, *L'Explosion du Moment* des Cubains Oqustra Revé), sans compter les écarts de Nusrat Fateh Ali Khan, le meilleur vendeur de l'écurie, dont les trois albums « gabrielins », plus occidentalisés, ne résistent pas à la confrontation avec les enregistrements réalisés en France auparavant par Ocora.

De plus, l'obligation quasi idéologique de choisir dans le vif du WOMAD limite les choix. Une bête de scène n'est pas forcément bon sur disque (Remmy Ongala). A cela s'ajoutent les obligations contractuelles des artistes et les impératifs économiques. Car, au-delà de l'utopie, Real World doit aussi composer avec le monde réel. Les studios ont coûté cher, leur rentabilité n'est pas encore assurée, et Peter Gabriel ne peut guère se permettre d'autres écarts philanthropiques que les invitations au moulin et la location de ses studios pour une mise. Le WOMAD se maintient sur la corde raide, et le distributeur, Virgin, investit sur l'image mondialiste de Gabriel sans autre largesse. Les musiciens viennent donc à Bath pour enregistrer vite (un album en une journée, dans l'esprit du live, dont Peter Gabriel ne s'est jamais départi pour sa collection.

#### Une « jam-session » polyglotte

Peter Gabriel avait voulu faire de cette semaine de pause dans les tournées de l'été 91 une jam-session polyglotte et expérimentale. L'hôte, les cheveux noués en catogan, l'œil bleu et l'air ravi, en avait d'ailleurs profité pour travailler à son prochain album, attirant au passage Massive Attack, le Malgache Rosy ou l'Irlandaise Sinéad O'Connor pour les back-voices. Aux côtés des novices (la reine de la cumbia colombienne Tota La Momposina, les bluesmen américains Holmes Brothers, le nostalgique Roar Lion...) venus pour leur premier album anglais, il avait convié d'autres membres de la caravane WOMAD pour que les musiques se mélangent au hasard des vagabondages et des promesses nocturnes. L'expérience fut, disent les musiciens, fascinante. Ils ont produit derrière les vitres épaisses du moulin plusieurs heures de bande que des producteurs cooptés - Bob Clearmountain (Simple Minds), Phil Ramone (John Lennon, Julien Clerc) - vont maintenant écouter, couper, passer au filtre des synthés sans afin d'en tirer un ou plusieurs albums. Qu'en sortira-t-il ? Une musique forte, originale, comme celle de Mari Boine Persen, ou juste le souvenir fou d'une semaine dans un moulin anglais ?

VÉRONIQUE MORTAIGNE

V.O. : PATHE MARIGNAN CONCORDE - GEORGE V - PATHE HAUTEFVILLE  
14 JUILLET ODEON - FORUM HORIZON - ESCURIAL  
14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE - LES 7 PARNASSIENS  
V.F. : PATHE FRANÇAIS - REX - MONTMARTRE PATHE - MISTRAL  
FAUVETTES - UGC CONVENTION - PATHE CLICHY - LES NATIONS

«Les Commitments» est un film tout feu tout flamme, dont on sort regonflé. Une vraie cure de vitamines.

«Les Commitments» est un film en état de grâce.



UN FILM DE ALAN PARKER  
**LES COMMITMENTS**

#### Pas de plein air pour Pavarotti

COPENHAGUE

de notre correspondante

Ce devait être le clou de la saison... On en parlait depuis des mois. Le grand Luciano Pavarotti avait accepté de donner un concert de plein air à Copenhague, le 28 août, dans les jardins du château de Rosenborg. On s'était arraché les seize mille places longtemps à l'avance et les organisateurs, pour compenser la déception de tous ceux qui n'avaient pu obtenir de billet, avaient eu l'idée de retransmettre ces moments uniques en direct par satellite sur trois écrans géants, installés respectivement dans la mairie de la capitale et dans les deux principales villes du royaume, Aarhus, et Odense, où l'on attendait cent cinquante mille spectateurs. Et voilà que ce mercredi à 18 heures, on apprenait que le ténor, malade, ne pourrait chanter... Il fallait donc annuler et rembourser.

Pavarotti n'est pas couturier du fait. Son impresario a immédiatement fait savoir qu'une telle « catastrophe » ne s'était produite que deux fois au cours de sa carrière. Lors d'une conférence de presse, les deux médecins dancés, qui l'ont soigné à son hôtel, ont témoigné que le ténor avait le fièvre et qu'il souffrait d'une grave infection des cordes vocales.

Pavarotti a juré ses grands dieux que ça n'était que partie remise. Mais quand ? Le climat du Danemark ne permet guère de chanter l'opéra dehors, même l'été. Par chance, le ciel était sans nuages, mercredi 28 août...

CAMILLE OLSEN

## CINÉMA

### La grosse vague

Un polar-poursuite chez les surfeurs californiens  
Violence et mystique

EXTRÊME LIMITE  
de Kathryn Bigelow

Des brasseurs portant les masques de carnaval d'anciens présidents des États-Unis exécutent un casse brutal mais sans faute, rapide autant que spectaculaire, ironique autant que frénétique dans une banque. Cliché des fusils qu'on arme, précision des gestes secs : les agents du FBI s'en vont à la chasse aux voleurs. Kathryn Bigelow éprouve une évidente jubilation à chorégraphier la violence, et son cérémonial. Son précédent film, *Blue Steel*, commençant par l'habillage d'un film, dont on ne s'aperçoit pas tout de suite qu'il s'agit d'une femme - Jamie Lee Curtis. Apparemment, il y avait eu *Near Dark*, randonnée d'une bande de vampires punks, où les femmes étaient les plus cruelles.

Il n'y a pas de cruauté dans *Point Break* (Extrême limite), mais une sorte de douceur, celle des *Blue Steel*. En effet, d'une série d'images, le FBI déduit que les brasseurs sont des surfeurs, qui, comme les vampires punks, se déplacent en bande.

Un jeune agent - Keanu Reeves - drague une de leurs copines - Lori Petty - et les infiltré. Il se laisse séduire par la mystique du surf, la recherche du point limite, de la décharge maximale d'adrénaline, comme un organe religieux. Il se laisse gagner par la conviction et l'exemple de Patrick Swayze, le chef de la bande.

Et naturellement il y aura entre eux un jeu pervers du chat et de la souris, comme dans *Blue Steel* entre la femme-flic et le criminel névrosé, mais non directement sexuel. De plus, ici, le criminel apparaît tel un dieu lumineux, et la traque sert de prétexte à un hymne louant aux grosses vagues, au risque - le bonheur étant de se lancer d'avion en chute libre et d'ouvrir le parachute à la toute dernière minute - à l'excitation physique qui annihile la raison. C'est le côté désagréable de l'idéologie new-age.

Kathryn Bigelow filme grandiose, frénétique et virtuose. C'est impressionnant, mais moins intéressant que ses deux précédents films. *Extrême limite* n'est pas son histoire à elle.

COLETTE GODARD

### Kathryn Bigelow la violence au féminin

Hilary Scott, après avoir mis *Point Break* en chantier, en avait déjà abandonné le projet lorsque Kathryn Bigelow, en plein tournage de *Blue Steel*, en prend connaissance. Pour la première fois, elle mettra en scène un scénario qu'elle n'a pas écrit.

En jargon de surfer, un *point break* est un type particulier de brisant, préférable à la « vague de rive » qui vient trop vite s'écraser sur le sable. Du naufrage au psychologique, la métaphore sur la trajectoire du héros (Keanu Reeves), devient évidente. Il y a un lien de parenté entre ce personnage et celui de Jamie Lee Curtis dans *Blue Steel*. Tous deux sont des novices qui cherchent à s'imposer, face à une intelligence fascinante, perverse, mégalomane.

« La transformation de Johny Utah est plus profonde que celle de la femme-flic, dont les motivations sont obscures. C'est d'un drame familial qu'elle tire son besoin de justice, tandis que lui - qui voit le monde en termes binaires : Bon-Méchant - est seulement poussé par un enthousiasme juvénile vers une forme de pouvoir, vers la décharge d'adrénaline. Il découvre le plaisir de se lancer un défi, l'excitation de dissocier le bien du mal, de séparer la vie et la mort car à ce moment-là seulement, on prend pleine conscience de sa propre humanité. J'ai toujours été attirée par les mouvances psychologiques qui sous-tendent la complexité des relations, à l'intérieur d'un contexte cinématographique. »

Où, Kathryn Bigelow emploie,

avec un naturel parfait, ce type de formules. Issus des grandes écoles, fasciné des *Beaux-Arts* de New-York par *l'Inconscience du pouvoir*, elle se destine à une carrière de peintre. D'où les peaux trop blanches et les blousons trop noirs de *Loveless* (1981), le sang trop rouge de *Near Dark*, le bleu trop acier de *Blue Steel*. A la faveur d'un projet multimédias, elle tourne son premier court-métrage, *The Ship*.

« En 1977, j'étais plongée dans la scénarisation et j'ai été fascinée par la notion d'un cinéma déconstruit. Je voulais raconter un acte de violence et l'analyser en même temps, essayer de comprendre pourquoi la violence est si séduisante dans le contexte cinématographique. »

La violence signée Bigelow séduit les cinéastes les plus machos. Après *Loveless*, Walter Hill offre de produire son prochain film, *Oliver Stone* produira *Blue Steel* et au générique de *Point Break* figure le James Cameron de *Terminator* - et dont Kathryn Bigelow est l'épouse.

« Et j'aimerais bien ne plus être objet de curiosité. Je ne vois pas pourquoi une forme de cinéma serait mâle ou féminine, pourquoi les femmes devraient se cantonner aux films « fragiles » et « timides ». Je ne vois pas en quoi le sexe du réalisateur devrait avoir une incidence sur la réalisation d'un film, et sa maîtrise technique. »

Propos recueillis par HENRI BEHAR

### Le crime était presque partout

Un portrait vertigineux de l'Amérique en miettes

HOMICIDE  
de David Mamet

L'actualité a rattrapé la fiction. Jusqu'à présent les nombreux films qui montraient les États-Unis, et singulièrement New-York, comme un champ d'affrontements irréconciliables entre communautés ethniques ou sociales, concentraient de préférence les groupes les plus défavorisés, noirs et latinos. Or les récentes émeutes qui ont opposé à Brooklyn les Noirs aux juifs traditionnels s'inscrivent, exactement dans le cadre choisi pour *Homicide*. C'est l'une des ramifications imprévues de ce scénario.

Au début, pourtant, tout paraît clair. Pour l'inspecteur Gold, nommé sur une traque de truands comme il en a l'habitude. Pour le spectateur, qui repère aisément les poncifs du film d'action policière. Faute de mieux pour tout le monde. Gold, qui est juif, est dévié par ses supérieurs vers une autre enquête concernant les membres de « sa » communauté, que le policier ne considère pourtant pas comme devant relever de soins spécifiques. Malgré lui, il est entraîné dans une sombre histoire d'organisation secrète, tandis qu'il tente en douce de poursuivre la première enquête, celle à

laquelle il tient. Poursuites, coups de feu, bagarres, les ingrédients sont là. Et pourtant, suivent en cela la suite de Gold (l'imparade et l'impeccable Joe Mantegna), il devient peu à peu évident que David Mamet - dont on sait depuis *Engrenages* les voies retorses - entremêle des fils qui ne mènent à rien. Autour, c'est la folie, « une histoire racontée par un idiot et ne signifiant rien ». Mamet n'est certes pas un idiot, mais un idéologue qui prend le risque de distordre les règles d'un genre balisé. Pour dire que les justes se sont fourvoyés comme les autres, qu'il n'y a plus d'innocents, que la raison a fui devant la peur, le racisme et la paranoïa.

Words, words, words - Shakespeare encore, David Mamet ne vient pas pour rien du théâtre. De l'argot black à la gloire du Talmud recyclé au service de leur fanatisme par des ultras sionistes ; du délire nazi-nazi à la langue de bois des « communautés » créées sur elles-mêmes, et à la toxicité masochiste du fil qui n'a pas d'autre arme pour continuer son enquête, c'est une Babel au bord de l'explosion que décrit le cinéaste. Et c'est exactement terrifiant.

JEAN-MICHEL FRODON

## ÉCONOMIE

BILLET

## Des privatisations sans stratégie

Le budget de 1992 est trop serré. MM. Bérégovoy et Chirac ont beau « gratter » des économies partout, il manque des milliards pour tenir les promesses de ne pas augmenter ni les impôts ni le déficit budgétaire. Et ce « ni-ni » budgétaire force à en abandonner un autre concernant les privatisations. La promesse faite dans la Lettre à tous les Français par le candidat François Mitterrand « d'arrêter le ballet » entre les nationalisations (1982) et les privatisations (1986 à 1988), est oubliée par celui-là même qui s'était fait le gardien du dogme : M. Pierre Bérégovoy.

Interrogé sur une éventuelle privatisation partielle des entreprises publiques le 29 août sur Europe 1, le ministre des finances a rompu la glace. Il ne les exclut pas, a-t-il dit. « Nous pouvons prendre des initiatives sur ce point », a précisé le ministre des finances. C'est au premier ministre et au président de la République d'en délibérer collectivement avec le gouvernement. Pour ma part, il ne me choquerait pas que dans les entreprises aujourd'hui publiques, à condition que le capital public reste majoritaire, une ouverture soit faite aux capitaux privés.

En réalité, la gestion du « ni-privatisation ni nationalisation » depuis la réélection de 1988 n'a été qu'une partie de cache-cache, de concessions ou si l'on veut de reniements. Par trois fois, comme dans l'Evangile. D'abord, lors du rachat d'American Can, Pechiney a dû filialiser des activités majeures pour ensuite ouvrir le capital de cette filiale ainsi créée. On privatisait par la bande. Ensuite, lors du mariage de Renault avec Volvo : il a fallu céder 25 % du capital de la Régie, saint des saints, au groupe suédois. On privatisait « exceptionnellement ». Enfin, au début d'août, en plaçant sur le marché 20 % du Crédit local de France. Cette dernière opération était une rupture, car il s'agissait d'une vente directe sur le marché. Elle doit intervenir concrètement à l'automne et rapportera 1,5 à 2 milliards de francs.

Faut-il tenir les mauvaises promesses ? On peut en discuter à l'infini. Mais il était évident à tous, y compris au PS, que le « ni-ni » était une habile politique pour positionner le candidat Mitterrand au centre, elle était indispensable à tenir économiquement. L'Etat n'a pas assez d'argent pour financer à lui seul le redéploiement international que les groupes désirent. Figer le paysage est néfaste. Les privatisations sont donc indispensables pour le bien même des firmes. Tout le monde s'en réjouira y compris les syndicats CFDT, CGC et CFTC. Mais on regrette que la raison invoquée de l'ultime concession soit budgétaire. Privatiser par augmentation de capital semblait la bonne politique. Désormais, on va vendre des parts minoritaires de capital sur le marché pour toucher l'argent qui manque au budget.

Sans doute est-ce différent de la méthode de la droite (vente de 100 % des actions) mais cela y ressemble. On va y procéder au jour le jour, sans logique stratégique industrielle apparente.

ERIC LE BOUCHER

## Le Monde

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi - date dimanche-lundi

## Un entretien avec le ministre de la ville

« Mon rôle est d'être la mauvaise conscience géographique du gouvernement »

nous déclare M. Michel Delebarre

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, juge que son rôle au sein du gouvernement est d'être la « mauvaise conscience géographique ». Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il explique ses intentions et ses priorités.

« L'aménagement du territoire rattaché à un ministère d'Etat, est-ce le signe que cette politique, qui dépendait dans le gouvernement Rocard d'un ministre délégué, M. Chérèque, va redevenir prioritaire ? »

« Je ferai tout pour ! Ce qui ne veut pas dire que l'aménagement n'était pas pris en compte auparavant. Remarquez que l'aménagement est couplé avec la ville. Le président de la République et le premier ministre l'ont voulu ainsi. J'y vois une signification essentielle. C'est la marque d'une volonté politique de renforcer la cohérence entre l'aménagement strictement urbain des villes, leur rôle d'entraînement économique et la modernisation de l'ensemble du territoire. »

« Personne ne peut prétendre travailler sur les enjeux économiques, sociaux ou culturels des villes sans se préoccuper de l'aménagement de l'ensemble du territoire. Souvenez-vous aussi que, lors des débats au Parlement sur la dotation de solidarité urbaine, avant donc le remaniement, sur tous les bancs les orateurs abordaient ce thème. Une tonalité qui avait d'ailleurs frappé Jacques Chérèque. Ce besoin de cohérence est ressenti par tous les responsables, politiques ou économiques, sur le terrain. »

## Une grande ambition nationale

« Cela ne nous donne pas l'assurance qu'il s'agira de nouvelles priorités gouvernementales... »

« J'ai la ferme conviction, pour m'en être entretenu avec elle, que M<sup>me</sup> Cresson fera de l'aménagement un élément phare de sa politique. Elle aura l'occasion de le confirmer à la fin septembre, quand elle installera le Conseil national de l'aménagement du territoire (CNAT), une chambre de réflexion et une instance de proposition dont la création avait été souhaitée par mon prédécesseur. J'ai d'ailleurs demandé à Jacques Chérèque de bien vouloir en faire partie. Il faut que l'aménagement du territoire, qui est en rapport direct avec la géopolitique et la solidarité entre Français, prenne place dans les vrais grands débats nationaux de société. Ce débat d'identité générale pour le territoire, à des confrontations politiques ou intergénérationnelles entre les riches et les pauvres, entre milieu rural et zones urbaines, mais aussi, sur d'autres points, dépasser les clivages politiques traditionnels. Villes et aménagement sont deux thèmes sur lesquels les Français peuvent se passionner et se mobiliser, car il s'agit d'enjeux concrets, quotidiens. »

« Vous passez sous silence tout le monde rural, soit 80 % du territoire... »

« Bien sûr que non ! Cette dimension est partie prenante de

l'ensemble. D'ailleurs, nous préparons un certain nombre de mesures dans ce sens pour l'automne. J'ai demandé à André Laignel, secrétaire d'Etat auprès de moi, de prendre la responsabilité directe de l'aménagement rural, du littoral, de la montagne - donc des espaces « fragiles » - ainsi que des problèmes éducatifs. En d'autres termes, il a une parfaite connaissance de ces questions et j'apprends sa sensibilité. Il est capable de faire bouger les choses. Par ailleurs, chacun sait bien que la distinction entre l'urbain et le rural ne signifie pas grand-chose, alors que l'avenir du milieu rural dépend en grande partie du rôle et des moyens des petites villes et des villes moyennes. »

« Êtes-vous favorable, comme la propose le sénateur de Lot-et-Garonne Jean François-Poncet, à une loi-cadre sur l'espace rural ? »

« Peu importe le cadre. Ce qui est essentiel, c'est de pouvoir afficher une grande ambition nationale collective pour notre territoire rural et de donner corps à cette ambition, ce qui prendra plusieurs années assurément. Ambition qu'il faut évidemment conjuguer avec ce que seront les nouvelles cartes et politiques agricoles, le rôle attribué au monde agricole dans notre économie. Ce problème est bien entendu examiné en liaison avec Louis Mermeux. »

« Restera-t-il d'ailleurs des paysans, de vrais ruraux, dans vingt ans ? »

« Il en restera si l'on est capable de répondre au moins à deux questions. Poursuivra-t-on tant en France, avec raison, à la qualité de nos paysages, donnons-nous donc les moyens, et disons clairement que, dans certains cas, les paysans sont les premiers responsables de l'entretien des espaces en plus de leur activité agricole. Voilà une ambition collective pour le pays et le gouvernement. »

« Second point : si tous les services publics de proximité ferment dans les cantons reculés, à cause du déclin démographique, il n'y aura plus aucun type d'aménagement possible. Permettez-moi un parallèle, peut-être audacieux mais vrai, entre ces cantons et les quartiers défavorisés de banlieue. Ici comme là, les services élémentaires à la population manquent souvent cruellement. Eh bien, de même que je cherche à développer la polyvalence de certains services publics dans les quartiers difficiles, de même il faut réfléchir à des formules de polyvalence généralisée dans les villages reculés entre la Poste, le Trésor, l'éducation nationale et les autres ministères. Dans certains cas, cela suppose une nouvelle conception du service public et des pratiques de la fonction publique dans le Massif central, le Morvan, les Pyrénées... »

« Derrière tout cela surgit la question redoutable : comment concilier les nécessaires modernisation et professionnalisation de la fonction publique (qui souvent paraissent conduire à la concentration) et l'exigence de l'intérêt général, qui, elle, implique la présence des services publics sur l'ensemble

du territoire ? La polyvalence peut être une réponse à ce risque de divorce. »

« Education nationale, fonction publique, finances, agriculture... Vous marchez sur les plates-bandes de beaucoup de vos collègues... »

« Mon rôle, je le sais, est de jouer la mauvaise conscience géographique du gouvernement, de



proposer des remises en cause d'habitudes ou de procédures. Inévitablement, cela bouscule le train-train de chaque ministère. »

## Des responsabilités clairement définies

« Êtes-vous partisan de nouvelles avancées dans la décentralisation ? »

« Oui, car tout cela va dans le sens de l'Histoire. Je pense notamment, et dans certaines conditions, aux ports, aux hôpitaux, au logement, aux premiers cycles universitaires, par exemple. Ce qui est essentiel, c'est que les responsabilités soient clairement définies. Lorsque l'intérêt général est en jeu sur des dossiers importants, le pouvoir d'arbitrage ou d'initiative de l'Etat doit rester sans faille, après bien entendu les confrontations, consultations et expertises préalables à toute décision. »

« Comment limiter la croissance de l'Île-de-France ? »

« Cela demeure notre problème numéro un, et le premier ministre y est sensible. Avant son approbation, le futur schéma de l'Île-de-France devra être confronté à la réflexion que mènent, en ce moment, les régions situées à la périphérie de la région parisienne. Je souhaite que d'ici à la fin de l'année ces régions fassent connaître leurs objectifs et leurs priorités par référence au schéma de l'Île-de-France. »

« Allons plus loin : il serait logique aussi de le confronter aux perspectives de l'ensemble du territoire. Tout se tient. J'ai parfois l'impression que certains voudraient aménager l'Île-de-France sans prendre en compte la France, c'est-à-dire la métropole et, je ne les oublie pas, les DOM-TOM. C'est une vision « nombriliste » et dangereuse des choses conduisant à des inégalités de développement. Tout ce qui peut relancer le conflit entre Paris et la province est néfaste. Il faut que les réflexions

et les décisions soient concomitantes. »

« Pensez-vous qu'il faille supprimer totalement l'agrément, cette autorisation administrative délivrée aux utilisateurs de bureaux en Île-de-France ? »

« Surtout pas ! Cette procédure permet de négocier pied à pied avec les grands groupes leurs implantations en Île-de-France et en province. Le supprimer serait un suicide pour l'action de l'Etat. Autant supprimer mon poste ministériel, si l'on fait disparaître les moyens d'agir ! »

« Dans la décentralisation, ne faudrait-il pas d'abord que l'Etat donne l'exemple ? »

« Eh bien, je souhaite qu'il le donne, et très rapidement. Si l'Etat ne manifeste pas une volonté politique farouche, entêtée même, pour délocaliser hors de Paris certaines de ses administrations ou des services publics, il ne sera plus crédible et il n'y aura aucune raison pour que l'hypertrophie francilienne ne continue pas de plus belle. Dès septembre, je proposerai au premier ministre des délocalisations significatives, par entités administratives complètes et pas par petits bouts, à réaliser sur trois ou quatre ans. Je ferai une nouvelle série de propositions en décembre. Elles toucheront l'ensemble des ministères, aucun n'ayant a priori de privilège. Si je prends les affaires étrangères, je note que les fonctionnaires des services qui ont été décentralisés à Nantes, il y a quelques années, semblent tout à fait satisfaits. Le Quai d'Orsay est d'ailleurs un ministère particulièrement coopératif. Un compte d'affectation spéciale accompagnera l'effort des ministères. »

## La réforme de la carte des aides

« A propos de votre budget, êtes-vous optimiste pour l'année 1992 ? »

« Je pense disposer, au terme du débat budgétaire, d'une capacité d'intervention comparable, voire accrue par rapport à cette année. Mais en cette matière - ville et aménagement du territoire - l'importance de l'action d'un ministre ne se mesure pas à la seule année de son budget. Tous les ministères doivent avoir la préoccupation de l'aménagement territorial : la défense, et MM. Joxe et Mellick peuvent en donner une excellente illustration dans le cadre de la mise en œuvre du plan Armées 2000 avec les conséquences des restructurations en termes de production et d'effectifs dans plusieurs agglomérations. Quant à M. Jospin, son plan universitaire pouvait ou bien condamner toute tentative d'aménagement rationnel ou bien - et tel sera le cas - jouer le rôle d'un formidable levier de développement. Même chose évidemment pour les autoroutes ou les TGV en fonction de leurs tracés dans l'Hexagone et de leur jonction avec les réseaux des autres pays européens. »

« Vous êtes engagé dans un bras de fer avec la Commission européenne, et plus particulièrement avec M. Brittan... »

« Il est vrai que M. Brittan veut que la France diminue la part de la population du pays (donc la superficie du territoire) qui bénéficie des primes d'aménagement du territoire. Il faudrait, selon lui, que nous supprimions de notre carte des aides onze départements comme la Vienne, l'Indre... Vous voyez l'étendue du problème ! Je m'en suis longuement entretenu avec lui. Par ailleurs, à l'intérieur même de la Commission, un vif débat est en cours sur l'opportunité d'engager tout de suite une réforme de la carte des aides. Certains des commissaires, et non des moindres, proposent d'attendre 1993 avant de tout remettre en cause. J'attends donc sereinement de voir comment la Commission va gérer son calendrier. »

« Quels seront les thèmes à l'ordre du jour de la réunion des douze ministres européens de l'aménagement, à La Haye, en novembre ? »

« D'abord, l'Europe 2000, une réflexion sur l'avenir de l'aménagement du territoire européen et de l'évolution des fonds structurels. Les grands schémas européens d'infrastructures, TGV et autoroutes aussi. Il est essentiel que l'Europe adopte les modalités de financement de ce que l'on appelle les « chaînons manquants » pour raccorder les pays entre eux. Autres questions : quelle civilisation urbaine l'Europe est-elle capable de se donner et de proposer aux autres continents ? A propos des risques de désertification rurale, l'Europe montrera-t-elle sa détermination pour collectivement enrayer le phénomène ? »

« La Délégation à l'aménagement du territoire, la DATAR, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, vous donne-t-elle satisfaction ? »

« Elle doit être l'outil d'une politique de longue durée, organiser de larges débats de prospective, mais aussi apparaître comme une administration technique interministérielle très pointue, fiable, rigoureuse, dans tous les débats gouvernementaux, toujours sur la brèche, harceler les ministères, avoir des scénarios et des réponses prêts à tout moment. »

« Quelle est votre attitude vis-à-vis des investissements étrangers, notamment japonais ? »

« Sachons que la France a besoin d'investissements étrangers, d'une manière générale, et à un point, en 1990, un déséquilibre entre ceux-ci et les investissements français à l'étranger. Et si demain une firme automobile japonaise, respectant les normes et les quotas prévus dans l'accord récemment conclu entre la CEE et Tokyo, demande à créer une usine en France, moi, ministre, j'applaudirai des deux mains et, comme maire de Dunkerque, je dirai « je prends ». J'ai en bordure du port plusieurs centaines d'hectares disponibles... Je dois à l'honnêteté de dire que je connais bien d'autres agglomérations françaises qui partagent cet état d'esprit et qui ont également un besoin urgent d'investissements industriels. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

Alors qu'ils se stabilisent en Allemagne

Les prix ont augmenté en France de 0,4 % en juillet

L'INSEE a confirmé sa première estimation : les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en juillet en France, contre 0,3 % en juillet 1990, après une hausse de 0,2 % en juin. La hausse des prix s'élève à 3,4 % sur les douze derniers mois et à 1,9 % depuis le début de l'année.

En juillet, on relevait un écart d'inflation d'un point en faveur de la France avec la partie ouest de l'Allemagne, contre 0,2 point fin juin, à la suite de l'augmentation de la fiscalité sur les produits pétroliers et les assurances outre-Rhin pour financer l'unification allemande.

Mais cette tendance pourrait ne pas durer. En Allemagne de l'Ouest, les prix ont été stables en août, selon l'indice provisoire publié le 28 août par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. La hausse est ramenée sur un an de 4,4 % à 4,1 %.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde »

12, r. M. Goussier

94852 IVRY-CEDEX

(1990)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-89 Tél. : 206.806 F

## Le Monde

Jacques Lesourne, président

Françoise Hugot, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONOPUB 634 128 F

Tél. : 40-62-72-72 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Régie France SA

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-16 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-30-10 Tél. : 261.311 F

## ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-ITALIE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	800 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 600 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés ou nouveaux abonnements sont envoyés à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Peut-être avoir l'obligation d'indiquer tous les points propres en capitales d'imprimerie.

111 MONLOS PP Paris RP

## ÉCONOMIE

la direction des usines  
Brennes confirme la  
de 1 500 emplois

## Un homme ran

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde





## MARCHÉS FINANCIERS

Pour créer le premier groupe allemand d'équipement automobile

## Mannesmann est candidat au rachat de Boge

Après la firme américaine Gabriel, le groupe allemand Mannesmann vient, à son tour, de poser sa candidature pour racheter Boge, le fabricant allemand d'amortisseurs pour véhicules automobiles, au groupe d'actionnaires qui contrôle l'entreprise. L'objectif de Mannesmann est de marier Boge avec Fichtel, un autre fabricant allemand d'amortisseurs devenu sa filiale, pour créer un nouvel ensemble, qui se situerait parmi les premiers mondiaux dans sa spécialité. Mannesmann est toutefois resté discret sur le montant de l'investissement qu'il entend consacrer à ce rachat. Le groupe germanique va devoir obtenir l'autorisation du puissant Bundeskartellamt (Office des cartels) pour

passer à l'acte. Car en réunissant Boge et Fichtel, Mannesmann créerait un véritable monopole en Allemagne. En fait, le but de ce projet de fusion est de faire pièce à la concurrence de plus en plus sévère des deux américains. Monro, numéro un mondial, avec plus de 70 millions d'amortisseurs produits par an, et Gabriel - mais aussi aux ambitions pressantes des deux japonais Tokico et Kayaba. Ensemble, Boge et Fichtel devraient produire 30 millions d'amortisseurs par an et réaliser un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs, pour se classer au cinquième ou sixième rang mondial.

A. D.

## Daimler-Benz accroît son bénéfice de 4,7 %

Le groupe industriel allemand Daimler-Benz (automobile, aéronautique, électronique) a annoncé, le 29 août, qu'il a enregistré pour les six premiers mois de l'année une hausse de 4,7 % de son bénéfice net consolidé avant impôts, qui s'est établi à 880 millions de deutschemarks (près de 3 milliards de francs), contre 840 millions au premier semestre l'an dernier. Pour le premier semestre 1991, le chiffre d'affaires du groupe a été en hausse de près de 9 %, atteignant 43,84 milliards de deutschemarks (149,6 milliards de francs). Sur l'ensemble du volume d'affaires, le secteur automobile (Mercedes-Benz) a représenté 71 %, AEG (électrotechnique) 15 %, Deutsche Aerospace (aéronautique et armement) 10 % et Daimler-Benz Interservices-Debis (services informatiques) 4 %. La faible progression des ventes constatée sur la CEE et le recul sur les États-Unis ont été largement imputables au niveau du dollar et à la faible conjoncture. En revanche, le chiffre d'affaires réalisé sur le marché intérieur allemand a représenté l'essentiel de la croissance du groupe, avec 20,75 milliards de deutschemarks contre seulement 16,45 milliards en 1990. (AFP)

## Deux anciens dirigeants de titres japonaises nient avoir financé la pègre

Les anciens responsables des deux grandes maisons de titres japonaises, Nomura et Nikko, ont démenti avoir participé à des manipulations boursières pour le compte d'un chef de la pègre, jeudi 29 août, devant le Parlement nippon. « Je suis sûr qu'il n'y a pas eu de manipulation », a déclaré M. Satsugu Tabuchi, l'ancien président du conseil d'administration de Nomura, qui témoignait sous serment lors d'une réunion spéciale de la Chambre des représentants, organisée pour évoquer les récents scandales financiers.

Il a en revanche reconnu qu'une des filiales de Nomura avait accordé un prêt de 16 millions de yens (708 millions de francs) à M. Susumu Ishii, alors que celui-ci dirigeait encore le gang Inagawa-kai, le second syndicat du crime japonais, mais il a ajouté que c'était, au départ, sans connaître son identité et, par la suite, à travers un intermédiaire. M. Takuya Iwasaki, l'ancien président de Nikko Securities, a lui aussi démenti toute implication dans des manipulations boursières au profit de M. Susumu Ishii, tout en reconnaissant que ce dernier avait obtenu un prêt de 20 millions de yens d'une filiale de Nikko.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS MISE AU POINT DU G.P.G. (GROUPEMENT PRIVÉ DE GESTION) RELATIVE A SON AUGMENTATION DE PARTICIPATION DANS LA C.S.E.E.

Hier, 28 août 1991, nous avons dépassé les 20 % des droits de vote de la C.S.E.E. (COMPAGNIE DES SIGNAUX ET ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES) sans participer, par ailleurs, à l'augmentation de capital, et nous envisageons de continuer à augmenter notre participation en fonction de l'évolution du marché.

Nous pouvons être conduits à demander des places d'administrateur correspondant à notre participation, mais nous n'avons pas l'intention de chercher à acquiescer le contrôle de la C.S.E.E.

Nous agissons actuellement de façon totalement indépendante, mais nous ne nous refusons pas à l'avenir soit d'agir en alliance avec d'autres actionnaires, soit la possibilité de céder nos actions.

## Au premier semestre Les trois géants allemands de la chimie ont enregistré une baisse de leurs profits

Après une année 1990 difficile, l'exercice en cours s'annonce plutôt morose pour la chimie allemande. Les résultats des trois géants Bayer, Hoechst et BASF pour le premier semestre en témoignent. Malgré l'amélioration constatée durant le second trimestre, tous enregistrent, au 30 juin, une diminution de leurs profits.

Hoechst est le plus pénalisé : son bénéfice avant impôts baisse encore de 22,3 % à 1,41 milliard de DM. BASF vient en second (-10,6 %) à 1,55 milliard de DM. Bayer ferme la marche (-3,2 %) à 1,95 milliard de DM.

La situation n'est pas meilleure pour les chiffres d'affaires qui progressent moins qu'au premier trimestre. L'augmentation est de 3,5 % pour Hoechst (+ 5,2 % au 31 mars), de 0,6 % (+ 4,9 %) pour BASF et de 2 % (+ 6 %) pour Bayer. Les trois grands avaient souffert de la récession sur les marchés de grande exportation.

Les pronostics pour l'année entière sont partagés. Bayer espère dégager légèrement plus de profits, BASF se satisfait de résultats au niveau de 1990. Hoechst redoute une nouvelle érosion.

A. D.

## EN BREF

La guerre des tarifs sur l'Atlantique nord se poursuit au départ de Londres. L'arrivée des grandes compagnies américaines United et American Airlines sur l'aéroport de Londres-Heathrow au début de l'été n'a pas tardé à déclencher une guerre tarifaire pour l'automne et l'hiver prochains (le Monde du 24 août). C'est British Airways qui avait ouvert le feu, il y a deux semaines, en baissant le prix du billet aller-retour Londres-New York de 15 %, suivie par son concurrent britannique Virgin Atlantic et par les compagnies américaines qui lui proposaient, à certaines conditions, aux environs de 2 600 francs. C'est aujourd'hui le tour d'Air Canada de lancer un tarif promotionnel de 2 600 francs entre Londres et Montréal.

Les producteurs de foie gras en colère. Les producteurs français de foie gras ont annoncé, jeudi 29 août, qu'ils allaient « engager des opérations sur le terrain » afin de protester contre le refus de la Commission européenne d'accorder une clause de sauvegarde sur les importations de foie gras de canard, celui-ci représentant 90 % de la production française de foie gras. En novembre 1990, la France avait demandé à la CEE de suspendre les importations provenant de Hongrie qui avaient augmenté de 65 % pour les sept premiers mois de l'année. Dans un communiqué, la Fédération nationale des syndicats de producteurs de palmipèdes à foie gras assure que les prix restent « à des niveaux critiques ».

M. Philippe Essig quitte la présidence de TML. M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF, sera remplacé, à la présidence du consortium Trans Manche Link (TML), le consortium des dix entreprises de travaux publics françaises et britanniques chargées de percer et d'équiper le tunnel sous la Manche, par M. Pierre Parisot, directeur général délégué de la Société générale d'entreprise (SGE). M. Essig demeurera consultant spécial de TML en matière de problèmes de transports. C'est sous sa présidence que les trois tunnels de l'ouvrage ont été construits, le percement du dernier ayant été terminé le 28 juin de cette année.

## NEW-YORK, 29 août

## Irégulier

Après avoir établi deux jours de nouveaux records d'altitude, non homologués car réalisés en séance, la grande Bourse new-yorkaise a fait machine arrière. Elle a reperdu tout le terrain initialement gagné, et même au-delà. Finalement, l'indice Dow Jones des industriels, un instant parvenu à la cote 3 068,85, s'est effondré à 3 049,64, en légère baisse de 5,58 points (-0,18 %). Le bilan de la journée a été équilibré. Sur 8204 valeurs cotées, 783 ont baissé et 528 n'ont pas varié.

Manifestement, les investisseurs ne savent trop que penser de l'état de santé de l'économie. Les dernières statistiques pour juillet témoignent, une fois de plus, des difficultés de la reprise à s'affirmer. Pour la première fois depuis janvier, les ventes personnelles ont légèrement baissé (-0,1 %), les ventes de maisons individuelles ont diminué de 8,5 %. En revanche, les dépenses des consommateurs ont augmenté de 0,4 % et le chômage a continué de baisser (moins de 6,5 %).

Seul élément positif : les taux à long terme ont continué à se dégrader par anticipation d'un assouplissement de la politique de crédit menée par la Réserve fédérale. La Banque centrale se résoudra-t-elle à faire un geste pour stimuler la reprise d'activité ? Beaucoup le croient autour du « Big Board », la raison étant que le marché des titres à médium et à long terme a bien résisté. L'activité a diminué et 160,18 millions de titres ont été changés de mains contre 171,95 millions la veille.

VALEURS	Cours du 28 août	Cours du 29 août
Alcoa	89 5/8	89
AT&T	52 1/8	52
Bell	50 1/8	50 1/8
Chrysler	25 1/8	25 1/8
Eastman Kodak	41 1/4	41 1/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
Ford	31 3/8	31 3/4
General Electric	74 7/8	75 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
Goldman Sachs	34 1/2	35 1/4
IBM	94 1/2	95 1/4
Intel	60 1/8	60 1/8
Johnson & Johnson	68 1/8	68 1/8
Merck	56 1/8	56 1/8
Pfizer	51 1/8	51 1/8
Rockwell	63 3/4	64 1/8
Schlumberger	48 1/4	48 1/4
Union Pacific	21 5/8	21 5/8
United Tech.	48 1/4	48 1/4
Verizon	21 1/8	21 1/8
Xerox Corp.	58 7/8	58 3/4

## LONDRES, 29 août

## Confiant

Les valeurs ont faiblement fluctué au Stock Exchange, sur un marché confiant dans la reprise économique en Grande-Bretagne, mais marquant quand même une certaine prudence avec l'ouverture dans la rouge de Wall Street. A la clôture, après avoir été en léger déficit sur le marché à terme, le marché britannique a établi mardi à 2 648,2 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 14 points et s'est établi à 2 648,2. Le volume des transactions s'est contracté à 426,8 millions de titres contre 507,3 millions mercredi.

Un sondage paru dans la presse indiquait que les travaillistes n'ont plus que quelques points d'avance sur les conservateurs dans les intentions de vote et une enquête de conjoncture de l'OCDE estimait que l'économie britannique a sans doute touché le fond du deuxième trimestre, elle est également soutenue le marché.

## FAITS ET RÉSULTATS

La faillite de la compagnie immobilière japonaise Maruko. - La compagnie Maruko, spécialisée dans l'immobilier, a été déclarée en faillite jeudi 29 août avec un passif total de 27,7 milliards de yens (environ 122 milliards de francs), après que son plan de restructuration financière a été repoussé par ses banques créancières. Maruko avait été créée par une grosse faillite au Japon après celle de Nantomo, en janvier dernier, dont les dettes atteignaient 40,7 milliards de yens. Maruko s'est spécialisée dans la vente d'appartements d'une pièce lors du boom immobilier des années 80. Mais le marché s'est retourné fin 1989 à la suite de la hausse des taux d'intérêt et de l'imposition de contrôles.

Scandale des caisses d'épargne : ouverture du procès de M. Charles Keating. - Le procès pour fraude de M. Charles Keating, soixante-sept ans, l'un des figures les plus en vue dans le scandale financier des caisses d'épargne américaines, s'est ouvert mercredi 28 août à Los Angeles. Il est notamment accusé d'avoir trompé les clients de sa caisse d'épargne sur la sécurité de placements en junk bonds émis par une autre société sous son contrôle, American Continental Corp. La faillite de plus de 200 caisses d'épargne américaines est liée à l'effondrement du marché des junk bonds, des obligations à risques élevés et haut rendement qui ont symbolisé la forte spéculation des années 80 sur les marchés américains. Celle de la caisse d'épargne dirigée par M. Charles Keating a coûté le plus cher aux contribuables américains : 2,6 milliards de dollars.

Le Groupement privé de gestion (GPG) décline plus de 20 % de la C.S.E.E. - Le Groupement privé de gestion, filiale de GLP, un groupe spécialisé dans le négoce de vins, a franchi la barre des 20 % dans le capital de la C.S.E.E. Compagnie

## PARIS, 30 août

## Nouvelle consolidation

Après avoir tenté deux jours durant de se redresser, le Bourse de Paris a fait vendredi quelques pas en arrière. Mais jusqu'à dans le milieu de l'après-midi, il fut impossible d'apprécier l'importance de sa baisse. Finalement, le CAC-40 se retrouvait une heure après à 0,89 % au-dessous de son niveau précédent. Il devait par la suite réduire l'écart (-0,32 %) avant de le croquer à nouveau (-0,47 %). Vers 15 heures, son retard était de 0,45 %.

Derrière, la plus grande hésitation a régné sous les lambris. La fête est finie et le marché a retrouvé son caractère aux mêmes probabilités que l'embarquement avant le putsch raté en URSS. Quel est le scénario économique ? S'il apparaît que le croissance du deuxième trimestre a été un peu plus forte que prévu, nul n'ose se prononcer pour le troisième et le quatrième trimestres. Les mesures de soutien à l'industrie tendent à être chassées d'une baisse des taux se réduisant comme une peau de chagrin. D'autre part, les nouvelles en provenance des États-Unis sont toujours aussi contradictoires. A nouveau, des rumeurs circulent à New-York sur un prochain assouplissement des conditions de crédit, auquel la Réserve fédérale se résoudrait pour relancer l'activité. Reste à savoir quand. Le week-end financier va être long avec la fermeture de Wall Street, lundi 2 septembre, pour la célébration du Labor Day. Alors, par prudence, les investisseurs se réfugient dans l'expectative. Vendredi soir, les marchés ont été marqués par la publication aux États-Unis des dernières statistiques économiques, à savoir les indices avancés, qui confirment le baromètre de la conjoncture pour les mois à venir. En attendant, les échanges, redevenus assez étiolés à la veille, se sont à nouveau sérieusement réduits.

## TOKYO, 30 août

## Nette reprise

Timidement amorcé quelques heures auparavant, le mouvement de reprise s'est nettement accéléré vendredi au Kabuto-cho. La prudence inspirée par les veilles de week-end a néanmoins empêché le marché de finir au plus haut de la journée. A la clôture, l'indice Nikkei s'inscrit à la cote 22 335,87 avec un gain de 333,70 points (+1,52 %).

Si le marché n'a pas chuté, le marché japonais aurait certainement réalisé une meilleure performance. Les professionnels étaient catégoriques à cet égard. Ici comme ailleurs, les investisseurs, à tort ou à raison, commencent à jouer sur la baisse des taux américains. La spéculation a toutefois pris un peu ses distances à mesure que la fin de séance approchait. Signe que la Bourse tokoyote est plus optimiste : l'activité a augmenté et 300 millions de titres ont été changés de mains contre 220 millions la veille.

VALEURS	Cours du 29 août	Cours du 30 août
Alfa	1 080	1 070
Bridgestone	918	927
Fuji	1 080	1 080
Fuji	2 550	2 570
Honda Motor	1 470	1 500
Maruko	1 840	1 840
Mitsubishi Heavy	878	888
Sony Corp.	5 640	5 650
Toyota Motor	1 520	1 510

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3710	3750	Imtech, H&M	635	625
Amstel Assurances	230	229 80	Imtech, Compuser	158	158
B.A.C.	125	139	LP&M	80	80
Banque Paribas	605	605	Loca Invest	245 10	250
Banque Paribas	351	360	Loca Invest	70 20	72 30
Banque Paribas	215	218	Méca Com	118 90	112 30
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	980	988	Méca	160	160
Calson	384	384	PubliPac	350	350
Carif	680	706	PubliPac	710	682
CEGEF	133 90	136 10	Réa	312	320
CFPL	280	280	Réa-Alp-Eur	188	188
CLM	801	800	S.A.M.	100	98 50
Colson	272	274	Selco Invest	390	387
Conform	659	659	S.M.T. Group	130	130
Crédit	198	198	Sopra	270	276
Dagblis	405	405	TFI	343	344
Dalmeida	1250	1200	Thermador H. D.	275	275
Datascopy Worms Co.	395	395	Unilog	198	187
Develco	860	894	Val et Cie	90	90
Dynal	340	338	Y. St-Laurent Group	765	767
Dollars	133	131			
Euro. Propriété	221	220			
Financ. Propriété	118	119			
Frankfurt	133 90	131 10			
GFF (Group. Int.)	182	180			
Grand Linc	415	419			
Group. Int.	196	187 20			
Group. Int.	706	711			
Salco	870	870			
Salco	204	210			
U.C.C.	124 90	124 90			

LA BOURSE SUR MINITELE 36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 29 août 1991

Nombre de contrats : 104 395

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,28	106,60	106,34
Précédent	106,82	106,34	105,88

Options sur notional	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
PRIX D'EXERCICE	106,28	106,60	106,34
106	0,28	1,14	0,81

## CAC 40 A TERME

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dernier	1 857	1 871,50	1 889
Précédent	1 851,50	1 867,50	1 876,50

## CHANGES

Dollar : 5,9155 F ↑

Le dollar a terminé à 136,88 yens vendredi 30 août à Tokyo, en hausse de 0,15 yen par rapport à jeudi. A Paris, le billet vert a enregistré une légère progression à 5,9155 F vendredi au closing, contre 5,8990 F à la clôture des échanges interbancaires de jeudi et 5,8950 F à la cotation officielle.

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 28 août 128,1  
Valeurs étrangères : 117,7  
SBF, base 100 : 31-12-81  
Indice général CAC : 483,71  
SBF, base 1000 : 31-12-87  
Indice CAC 40 : 185,83

NEW-YORK (Index Dow Jones)

28 août 29 août  
Industriel : 3 055,23 3 049,60  
Londres (Index Financial Times) : 26 août 29 août  
100 valeurs : 2 624,2 2 638,2  
30 valeurs : 2 053,9 2 066,2  
Mises d'achat : 152,1 157,4  
Fonds d'Etat : 85,00 85,98

FRANCFORT

28 août 29 août

Dax : 1 647,50 1 655,50

TOKYO

28 août 29 août

Nikkei Dow Jones : 22 092,17 22 335,87

Indice général : 1 706,60 1 732,10

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UNE MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ limit	Rep.	our dep.	Rep.	our dep.	Rep.	our dep.
F.-U.	5,9450	5,9080	+ 167	+ 177	+ 355	+ 375	+ 1030	+ 1090
can.	5,1735	5,1784	+ 9	+ 37	+ 132	+ 83	+ 179	+ 25
Yen (100)	136,88	136,88	+ 55	+ 61	+ 135	+ 152	+ 493	+ 525
DM	3,3943	3,3974	- 11	- 4	- 9	- 12	- 28	- 37
Florin	3,0135	3,0166	- 7	- 1	- 5	- 10	- 27	- 25
FB (100)	16,4810	16,4940	+ 6	+ 50	+ 109	+ 50	+ 250	+ 25
RS	3,8828	3,8874	+ 6	+ 40	+ 70	+ 93	+ 246	+ 30
L. (1 000)	4,5483	4,5523	- 99	- 77	- 187	- 158	- 551	- 45
£	9,9647	9,9757	- 150	- 122	- 274	- 229	- 540	- 450

## TAUX DES EUROMONNAIES

S.F.-U.	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 5/8	5 3/4
Yen	7 1/16	9 3/16	7 1/2	5 3/8	7 3/8	7 5/8	6 15/16	7 1/4
DM	8 3/4	9 1/4	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
Florin	8 3/4	9 1/4	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
RS	7 5/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8
L. (1 000)	10 7/8	11 1/2	11 1/4	11 5/8	11 3/8	11 3/4	11 1/2	11 7/8
£	11	11 7/8	10 7/8	11 1/8	10 7/8	11 1/8	10 1/2	10 3/4
£	11 1/16	9 1/16	9 1/16	9 3/16	9 3/16	9 5/16	9 5/16	9 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Le Monde - RTL

## ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Lundi 2 septembre  
Guy Marfany  
PDG du groupe Kaufman & Broad.

Mardi 3 septembre  
Serge Valleron  
directeur du personnel du ministère de l'équipement et conseiller du ministre.  
Le Monde du 5 septembre publie dans son supplément à l'initiative « une enquête sur la modernisation de l'administration de l'équipement ».

BOURSE DU 30 A

COMI

Obligation

Actions

Cote des changes



**Cours relevés à 13 h 45**

**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

**29/8**

## PUBLICITÉ











**Renseignements :**

**46-62-72-67**

c : coupon détaché - p : offert - <sup>a</sup> : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - g : marché continu

# CARNET DU Monde

**LEGENDE**

-  ENSOLEILLÉ
-  ENLARGIES PEU NUAGEUX
-  NUAGEUX CONTINUS ENLARGIES
-  TRÈS NUAGEUX OU COUVERT
-  PLUIE OU TEMPÊTE
-  NEIGE
-  AVERSES
-  ORAGES
-  BRUINS ET ENSOLEILLÉS
-  BOND DE DÉPLACEMENT

**MÉTÉO FRANCE**

TEMPS PRÉVU LE 31.08.91

VERS MIDI

Les températures minimales seront de 11 à 14 degrés sur le Nord et le Nord-Est. Sur les autres régions, elles seront comprises entre 15 et 20 degrés.

L'après-midi, il fera de 28 à 33 degrés, à l'exception de la côte atlantique où un petit vent d'ouest apportera un peu de fraîcheur.

FRANCE				TOULOUSE				LOS ANGELES			
AJACCIO	20	21	D	TOUTES	29	1	D	LUXEMBOURG	23	17	D
MARSEILLE	23	21	C	POINTE-A-PITRE	33	21	A	MADRID	24	16	D
BORDEAUX	33	21	C	ÉTRANGER				MARRAKECH	35	21	D
BOURGES	29	14	D	ALGER	39	22	D	MILAN	21	12	D
CLERMONT	22	11	D	AMSTERDAM	22	11	D	MONTREAL	29	16	N
CLERMONT-FR	20	13	D	ATHÈNES	27	21	D	MOSCOW	37	14	N
DAJON	27	12	B	BANGKOK	32	25	C	NAIROBI	13	10	C
DIJON	27	12	B	BARCELONE	26	11	D	NEW-YORK	27	26	D
LYON	22	10	D	BERGAMO	21	11	N	OSAKA	35	19	D
LYONVILLE	22	10	D	BERLIN	19	11	N	PALMA-DE-MAJ	24	19	N
LYONS	30	17	D	BRUXELLES	23	9	D	PENNY	27	19	N
LYONS-LEZ-LILLE	25	10	D	LE CAIRE	32	21	D	BO-DE-JABROU	21	9	N
NANCY	25	10	D	CONCERN	22	11	D	BOURBON	25	19	N
NANTES	25	10	D	DAKAR	21	11	D	SINGAPOUR	19	10	N
NICE	29	22	C	DELHI	32	26	D	STOCKHOLM	19	10	N
PARIS-MONTS	26	18	D	DJIBOUTI	39	27	D	SYDNEY	19	10	N
PAU	34	20	D	GENÈVE	29	13	D	TOKYO	36	26	C
PERPIGNAN	29	16	D	HONG-KONG	26	11	D	TUNIS	33	23	D
RENNES	29	16	D	STANBUL	24	16	D	VARSOVIE	20	13	N
ROUEN	29	16	D	JERUSALEM	26	18	D	VENISE	26	14	D
ST-ETIENNE	30	11	D	LIÉGE	25	13	D	VIENNE	21	12	D
STRASBOURG	25	10	D	LONDRES	24	13	D				

...and the



Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ○ On peut voir : ■■ Né pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 30 août

## TF 1

- 0.40 Jeux : Intervilles 91. Finale.  
2.40 ► Magazine : Grands reportages.  
3.40 Spécial sport.  
0.45 Journal, Météo, Trafic Infos et Bourse.

## A 2

- 0.45 Jeu : Fort Boyard (et à 2.30).  
1.55 Série : Palace.  
2.55 Cinéma : Lucky Jo. ■■ Film français de Michel Deville (1984).  
0.20 Journal et Météo.

## FR 3

- 0.45 Magazine : Thalassa. SOS le dé de Pâques. Un merveilleux patrimoine en voie de disparition.  
1.40 Série : L'Ami Giono.  
2.35 Journal et Météo.  
2.55 Traverses.  
3.45 Magazine : Musicales. Spécial festivals (2<sup>e</sup> partie, rediff.).

## CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Scandale au ministère.  
22.00 Sport : Trophée de pétanque.  
22.55 Flash d'informations.  
23.05 Cinéma : Family Business. ■ Film américain de Sidney Lumet (1989).  
0.55 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

## LA 5

- 20.40 Journal des courses.  
20.45 Série : Bergerac et la Croqueuse de diamants.  
22.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.

- 23.20 Documents du monde. La circulation automobile. Niveau de la vie moderne.  
0.15 Journal de la nuit.  
0.25 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Jacques Dufré, comédien.  
0.30 Le Club du télé-achat.

## M 6

- 20.40 Téléfilm : La Loi de Hollywood.  
22.20 Série : Equalizer.  
23.10 Magazine : Vénus.  
23.40 Capital.  
23.50 Six minutes d'informations.  
23.55 Documentaire : Succès.

## LA SEPT

- 21.00 Téléfilm : Trop jeune pour combattre, trop vieux pour oublier.  
23.00 Feuilleton : Diadorim. De Walter Avancini, avec Tony Ramos, Bruno Lombardi (dernier épisode).

## FRANCE-CULTURE

- 20.10 Le Pays d'ici. A Périgueux.  
21.00 Questionnaire d'images. Profils perdus : Jacques Doniol-Valcroze (2<sup>e</sup> rediff.).  
22.40 Musique : Nocturne. Tableaux d'une exposition. La Tempête, de Tchaïkovski. Sonate op. 31, la Tempête, de Beethoven. Le Vaisseau fantôme (extraits), de Wagner.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Haïku.  
20.30 Concert donné le 25 juillet lors du Festival estival de Paris : Symphonie de chambre n° 1 op. 9, transcription de Webern. Pièces pour piano op. 21, de Schoenberg, par l'Ensemble Musique oblique, dir. Philippe Hurevich, Marie-Françoise Fossat, récitant.

## PHILATÉLIE

## Série nature de France

La Poste mettra en vente générale, le lundi 16 septembre, une série de quatre timbres consacrés à des espèces animales protégées de France : 2 F. Ours des Pyrénées (*Ursus arctos*) ; 3 F. Tortue terrestre (*Testudo hermanni*) ; 4 F. Castor (*Castor fiber*) ; 5 F. Martin-pêcheur (*Alcedo atthis*). Il s'agit de la huitième émission paraissant sous la dénomination « Nature de France », créée en 1983 (fleurs de montagne), qui a vu se succéder ensuite rapaces diurnes (1984), arbrès (1985), oiseaux (1986), animaux de l'histoire naturelle de Buffon (1988) et poissons (1990), pas d'émission en 1989.

Les timbres, au format vertical 26 x 36,85 mm, dessinés par Hugues Sainson, gravés par Claude Durand, sont imprimés en taille-douce en feuilles de trente. P. J.  
► Vente anticipée les 14 et 15 septembre, de 9 heures à

18 heures, aux bureaux de poste temporaires « premier jour », ouverts à Saint-Lary-Soulan (Hautes-Pyrénées), Centre pyrénéen d'information et de documentation sur l'ours (timbre Ours des Pyrénées) ; à Gonfaron (Var), Sotomonte, village des tortues (timbre Tortue terrestre) ; aux Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône), centre social (timbre Castor), et à Dole (Jura), hall de l'hôtel de ville, places de l'Europe (timbre Martin-pêcheur). Vente anticipée le 14 septembre, aux bureaux de poste de Saint-Lary-Soulan, Gonfaron, Dole et des Saintes-Maries-de-la-Mer (boîtes aux lettres spéciales).

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris. Tél. : (1) 40-65-29-27. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

## En filigrane

● L'île de Pâques (suite). — Après la protestation du gouvernement chilien au sujet de l'émission d'un timbre de Polynésie française — qui semble situer l'île de Pâques sur son territoire (le *Monde* du 30 août) — l'objet du débat, émis le 13 mars dernier et imprimé à cent vingt mille exemplaires, a été retiré de la vente par l'Agence des timbres-poste d'outre-mer, responsable de la commercialisation. L'an dernier déjà, la même série, « Le monde maori », représentait sur des timbres une carte de l'île de Pâques, des îles Hawaï et de la Nouvelle-Zélande...

## POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le timbre de Polynésie française émis le 14 mars 1990

● Le *Monde des philatélistes* de septembre. — La

numéro de septembre du *Monde des philatélistes* fait le point sur les émissions de timbres de la rentrée auxquelles une douzaine de pages sont consacrées. Il traite de deux grands sujets : la trentième anniversaire du traité sur l'Antarctique (avec, en couverture, un superbe coucher de soleil au cap Renard), et le timbre le Travail, un « classique » des albums des collectionneurs de l'Hexagone (avec une feuille complète de ce timbre en poster, en pages centrales).

Autres articles au sommaire de ce numéro : les cartes postales Poulbot ; Jean Dagnaux, pionnier de l'aviation ; rencontre avec Maurice Gouju, dessinateur de timbres-poste (le *Monde des philatélistes*, 88 pages, en vente en kiosques, 23 F).

● Cachet spécial. — A l'occasion de la fête annuelle de Blénod-lès-Toul, ayant pour thème « chasse, nature, traditions », l'association Meuse en fête mettra en service une oblitération commémorative le dimanche 8 septembre (souvenir philatélique, 15 F. Meuse en fête, BP 9, 54113 Blénod-lès-Toul).

## Samedi 31 août

## TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Grandir à Manille.  
13.50 Spécial sport : Athlétisme. Championnats du monde à Tokyo (résumé).  
14.00 La Une est à vous.  
15.55 Tiercé à Vincennes.  
16.05 La Une est à vous (suite).  
18.05 Magazine : Trente millions d'amis. Canaux de Picardie : La télévision ; Les conseils de l'été ; Percherons : après la charne, le déshéran.

- 18.30 Jeu : Une famille en or.  
19.00 Série : Marc et Sophie.  
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.  
19.55 Tirage du Loto.  
20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.  
20.45 Variétés : Sébastien c'est fou.  
22.25 Série : Un privé au soleil.

## M 6

- 0.00 Magazine : Formule sport. Athlétisme : championnats du monde à Tokyo (résumé) ; Football : Rugby ; Surf à Biarritz.

## FRANCE-CULTURE

- 20.10 Le Pays d'ici. A Périgueux.  
21.00 Questionnaire d'images. Profils perdus : Jacques Doniol-Valcroze (2<sup>e</sup> rediff.).  
22.40 Musique : Nocturne. Tableaux d'une exposition. La Tempête, de Tchaïkovski. Sonate op. 31, la Tempête, de Beethoven. Le Vaisseau fantôme (extraits), de Wagner.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Haïku.  
20.30 Concert donné le 25 juillet lors du Festival estival de Paris : Symphonie de chambre n° 1 op. 9, transcription de Webern. Pièces pour piano op. 21, de Schoenberg, par l'Ensemble Musique oblique, dir. Philippe Hurevich, Marie-Françoise Fossat, récitant.

## A 2

- 13.30 Documentaire : La Plante de l'aventure.  
13.55 Magazine : Animalia.  
14.45 Magazine : Sport passion. Athlétisme : championnats du monde à Tokyo.  
16.30 Série : Miss Manager.  
17.25 Série : Fleur bleue.  
18.20 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.

- 18.45 Série : L'homme qui tombe à pic.  
19.35 Série : La Baby-sitter.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Téléfilm : Chandeliers noirs. *Poter dans une école privée. D'après un roman de John Le Carré, adapté pour la télévision par l'auteur.*

- 22.10 Série : Coplan.

## FR 3

- 13.30 Magazine : Musicales. Mather, leader. *Le Chant de la Terre* (poème). Trois lieder sur des poèmes de Rilke, de Mather.  
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. En direct de Castelnaud-le-Les. Zig-Zag (championnat du monde de course en ligne à Marne-la-Vallée). Villages ouverts : Liabonne (football, formule 1, marathon et course sans mise à mort). Athlétisme : championnats du monde à Tokyo ; Voile : le journal du Tour de France ; Ser 8 match ; Volley : le Tournoi de France.

- 17.30 Magazine : Montagne. Amuse 3 vacances.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
20.05 Série : Benny Hill.  
20.40 Villes ouvertes : Liabonne. Thème : Diversissements.

- 22.00 ► Magazine : La Diva. Invité : Jean Roucas.  
22.20 Journal et Météo.  
22.40 Cinéma : Boccace 70. ■ Film français de Jean Seberg (1980). Avec Robert Castel, Amélie Moya.  
0.05 Spécial sport : Athlétisme. Championnats du monde à Tokyo (résumé).  
0.35 Journal et Météo.

## A 2

- 13.20 Divertissement : Rire A2.  
14.20 Série : Mac Gyver.  
15.05 Série : Panique aux Caraïbes.  
16.00 Feuilleton : Le Clan (dernier épisode).  
17.30 Documentaire : Des trains pas comme les autres. Mexique : des trains et des dieux.

- 18.20 Magazine : Stade 2.  
19.35 Série : Les Craquantes.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Série : Taggart. Un assasin très raffiné... Commémoration annuelle du génocide nazi en la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris.

- 22.55 Série : Contrejour. La Porte d'or, de Michel Vié, avec Gérard Klein, Laure Kélig.  
Un arrangement morbide. Frissons garantis.  
0.20 Journal et Météo.  
0.40 Magazine : Musiques au cœur.

- Evocation de la vie d'Elisabeth de Wittelsbach, impératrice d'Autriche et reine de Hongrie.

## TF 1

- Vengeance à Caracas. Dernier numéro de la série. *Journal et Météo.*  
23.55 Sport : Athlétisme. Championnats du monde à Tokyo (résumé).  
0.55 Série : Les Evasions célestes. Jacqueline de Bavière.

## FR 3

- 14.00 Magazine : Rencontres. Les Mosquées en France. Racines : Une résistance oubliée, la mosquée de Paris de 1940 à 1945 ; Construction de la mosquée d'Evry.  
— De 15.00 à 19.00 La Sept —  
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

- De 20.00 à 0.20 La Sept —  
0.20 Série : Lota et quelques autres.

## CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Les Précheurs du mensonge. (1<sup>re</sup> partie).  
15.30 Jeu : V.O.  
15.30 Surprise.  
16.05 Musique : Quincy à Montreux.  
17.00 Sport : Snooker. Les Grands Masters. Finale à Monaco.

- 18.00 Canaille peluche. Avoir quinze ans dans les années.  
— En clair jusqu'à 20.30 —  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Top 50.  
20.30 Téléfilm : L'Étrange Pouvoir d'un tunnel ordinaire. Myrène au kilomètre 13 du tunnel du Saint-Gothard.

- 21.45 Documentaire : Des requins et des hommes. Essai de réhabilitation de ce squelette qui inspire la terreur.  
22.30 Magazine : Quelle horreur ! Nos ennemies les bêtes.  
22.55 Flash d'informations.  
23.05 Cinéma :

## M 6

- 13.30 Série : Supercopier.  
14.40 Série : Laramie.  
15.30 Série : Les Espions.  
16.20 Jeu : Hit hit hit hurra !  
16.25 Série : Vic Daniels, filé à Los Angeles.  
16.50 Série : Vegas.  
17.40 Série : L'Homme de fer.  
18.30 Série : Les Têtes brûlées.  
19.20 Magazine : Turbo.  
19.54 Six minutes d'informations.

- 20.00 Série : Papa Schultz. Saison F1 (résumé). F3 à Albi, portrait de Christophe Bouchut.  
22.15 Téléfilm : Un enfant, un seul. Science fiction.

## A 2

- 13.30 Documentaire : La Plante de l'aventure.  
13.55 Magazine : Animalia.  
14.45 Magazine : Sport passion. Athlétisme : championnats du monde à Tokyo.  
16.30 Série : Miss Manager.  
17.25 Série : Fleur bleue.  
18.20 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.

- 18.45 Série : L'homme qui tombe à pic.  
19.35 Série : La Baby-sitter.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Téléfilm : Chandeliers noirs. *Poter dans une école privée. D'après un roman de John Le Carré, adapté pour la télévision par l'auteur.*

- 22.10 Série : Coplan.

## FR 3

- 13.30 Magazine : Musicales. Mather, leader. *Le Chant de la Terre* (poème). Trois lieder sur des poèmes de Rilke, de Mather.  
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. En direct de Castelnaud-le-Les. Zig-Zag (championnat du monde de course en ligne à Marne-la-Vallée). Villages ouverts : Liabonne (football, formule 1, marathon et course sans mise à mort). Athlétisme : championnats du monde à Tokyo ; Voile : le journal du Tour de France ; Ser 8 match ; Volley : le Tournoi de France.

- 17.30 Magazine : Montagne. Amuse 3 vacances.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
20.05 Série : Benny Hill.  
20.40 Villes ouvertes : Liabonne. Thème : Diversissements.

- 22.00 ► Magazine : La Diva. Invité : Jean Roucas.  
22.20 Journal et Météo.  
22.40 Cinéma : Boccace 70. ■ Film français de Jean Seberg (1980). Avec Robert Castel, Amélie Moya.  
0.05 Spécial sport : Athlétisme. Championnats du monde à Tokyo (résumé).  
0.35 Journal et Météo.

## A 2

- 13.20 Divertissement : Rire A2.  
14.20 Série : Mac Gyver.  
15.05 Série : Panique aux Caraïbes.  
16.00 Feuilleton : Le Clan (dernier épisode).  
17.30 Documentaire : Des trains pas comme les autres. Mexique : des trains et des dieux.

- 18.20 Magazine : Stade 2.  
19.35 Série : Les Craquantes.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Série : Taggart. Un assasin très raffiné... Commémoration annuelle du génocide nazi en la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris.

- 22.55 Série : Contrejour. La Porte d'or, de Michel Vié, avec Gérard Klein, Laure Kélig.  
Un arrangement morbide. Frissons garantis.  
0.20 Journal et Météo.  
0.40 Magazine : Musiques au cœur.

## LA 5

- 13.20 Dessin animé :

## TF 1

- Halloween 4. □ Film américain de Dwight H. Liere (1988).  
0.30 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

## LA 5

- 13.20 Magazine : Intégral. Moto : Super-Cross du Parc des Princes ; Formule 1 : Infos ; In-Shore F 3000, Rallye des mille lacs.  
13.55 Divertissement : Spécial Drôles d'histoires.  
14.25 Série : Le Retour de Mike Hammer.  
15.15 Série : Lou Grant.  
16.05 Série : Soko.  
17.00 Série : Deux flics à Miami.  
17.50 Série : La Loi de Los Angeles.  
18.35 Divertissement : Rires parade.  
19.10 Série : V.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Journal des courses.  
20.45 Série : Un privé nommé Stryker. Prie d'otages. Un hold-up qui tourne mal.

- 22.30 Divertissement : Grain de folie.  
0.20 Journal de la nuit.

## M 6

- 13.50 Série : Supercopier.  
14.40 Série : Laramie.  
15.30 Série : Les Espions.  
16.20 Jeu : Hit hit hit hurra !  
16.25 Série : Vic Daniels, filé à Los Angeles.  
16.50 Série : Vegas.  
17.40 Série : L'Homme de fer.  
18.30 Série : Les Têtes brûlées.  
19.20 Magazine : Turbo.  
19.54 Six minutes d'informations.

- 20.00 Série : Papa Schultz. Saison F1 (résumé). F3 à Albi, portrait de Christophe Bouchut.  
22.15 Téléfilm : Un enfant, un seul. Science fiction.

## A 2

- 13.20 Divertissement : Rire A2.  
14.20 Série : Mac Gyver.  
15.05 Série : Panique aux Caraïbes.  
16.00 Feuilleton : Le Clan (dernier épisode).  
17.30 Documentaire : Des trains pas comme les autres. Mexique : des trains et des dieux.

- 18.20 Magazine : Stade 2.  
19.35 Série : Les Craquantes.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Série : Taggart. Un assasin très raffiné... Commémoration annuelle du génocide nazi en la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris.

- 22.55 Série : Contrejour. La Porte d'or, de Michel Vié, avec Gérard Klein, Laure Kélig.  
Un arrangement morbide. Frissons garantis.  
0.20 Journal et Météo.  
0.40 Magazine : Musiques au cœur.

## LA 5

- 13.20 Dessin animé :

## TF 1

- 23.30 Téléfilm : La Loi du yakuza.  
0.45 Six minutes d'informations.

## LA SEPT

- 14.05 Feuilleton : Diadorim.  
15.00 Documentaire : Maestros.  
16.00 Documentaire : Mélodie et silence.  
17.00 Contes et légendes du Louvre.  
17.30 Magazine : Dynamo. Le Grand Nord.  
18.00 ► Magazine : Mégamix. Spécial Brésil.  
19.00 Documentaire : Que la lumière soit.  
20.00 Histoire parallèle.  
20.55 Téléfilm : Trop jeune pour combattre, trop vieux pour oublier.

- 22.55 Le Dessous des cartes.  
23.00 Soir 3.  
23.15 Jazz Memories : Memphis Slim.  
0.10 Théâtre : Le Trio en mi bémol. Pièce d'Eric Rohmer.

## FRANCE-CULTURE

- 20.00 Dramatiques. Le Roi Victor, de Louis Calaferte ; à 22.02, Scènes, de Patricia Sciorino.  
22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile : Sonny Rollins, Joe Henderson.

## FRANCE-MUSIQUE

- 0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-CULTURE

- 18.30 Opéra (donné le 30 juillet lors du Festival de Bayreuth) : Siegfried, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboim ; sol. : Siegfried Jerusalem, Graham Clark, téneurs, John Tomlinson, Günther von Kamen, barytons, Philip Kang, basse, Birgitte Svendsen, contralto, Anne Evans, Hilde Laidland, sopranos.

- 23.05 Mandala. Le mélange. Œuvres de Giordano, Xenakis, Mahler, Couperin, Geminiani, Monteverdi, Haydn, Poulty, Lully, Stravinski, Berio, Correll.

## FRANCE-MUSIQUE

- 21.20 Documentaire : Les Grands Écrivains. Thomas Eliot ; Franz Kafka.

## FRANCE-CULTURE

- 20.00 Le Bon Plaisir de... Alain Comau (rediff.).  
22.35 Musique : Nocturne. Voyage aux îles Hébrides : Chants traditionnels de l'île de Barra.

## FRANCE-MUSIQUE

- 0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-CULTURE

- 20.05 Mezza voce.  
20.30 Concert donné le 24 août lors du Festival de Salzbourg : Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur K 465, de Mozart ; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Georg Solti ; sol. Murray Perahia, piano.

## FRANCE-MUSIQUE

- 23.05 Miroir des mots. Voyage, encore voyage. Œuvres de Fauré, Chabrier, Fauré, Duparc, Ravel, Berlioz, Debussy, Bach, Liszt, Tchaïkovski, Brahms, Schubert.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lassagne, gérant directeur de la publication Bruno Pignatelli directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Luchet secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (indépendant de la rédaction)

Thomas Farnet Philippe Hermant Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959) Jacques Fauriol (1959-1962) André Laurent (1962-1965) André Fontaine (1965-1991)  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94002 NRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-30-10

Critiqué pour ses coupes budgétaires

## M. Bielecki a présenté la démission du gouvernement polonais

Le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, a présenté vendredi 30 août au Parlement de Varsovie la démission de son gouvernement.

M. Bielecki, président du Congrès libéral-démocrate, nommé premier ministre il y a huit mois par le président Lech Walesa, a déclaré aux députés que son gouvernement démissionnait pour protester contre une motion de censure déposée par le Groupe du travail (opposition ex-communiste) sur la politique budgétaire.

### « Grave erreur politique »

Il a présenté la démission du gouvernement peu avant que la Diète ne soit invitée à se prononcer sur la motion.

Tout en demandant la censure du gouvernement, le Groupe du Travail avait proposé qu'il reste

chargé des affaires courantes jusqu'aux élections législatives prévues le 27 octobre. Mais M. Bielecki a opposé une non catégorique à une telle hypothèse : « Je n'accepte pas, a-t-il dit, d'être l'objet d'un jeu surréaliste, d'être pendant plusieurs mois un figurant, car cela mènerait le pays au chaos et à l'anarchie. C'est pourquoi le respect des règles de la démocratie et le sens des responsabilités vis-à-vis de l'Etat me conduisent à présenter la démission du conseil des ministres que j'ai l'honneur de diriger. »

M. Bielecki a qualifié le dépôt d'une motion de censure de « grave erreur politique », la Pologne traversant actuellement une crise grave provoquée par la récession.

« La correction du budget n'est pas un jeu politique. Elle est imposée par la réalité », a-t-il expliqué. — (Reuters, AFP.)

La rentrée de TF1

## M. Le Lay dénonce « le fatras réglementaire »

M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, a profité de la présentation de la grille de rentrée, jeudi 29 août, pour critiquer violemment la politique audiovisuelle des pouvoirs publics. « Dans l'inconscient de la gauche il faudrait que TF1 redonne la parole, et comme ce n'est pas possible on a recours à la réglementation », a estimé M. Le Lay, qui considère « tout le fatras réglementaire » comme inutile et irrationnel, entretenu par le lobby du cinéma et une « nomenklatura » de fonctionnaires « qui refuse de voir la télévision lui échapper ». « La télévision française va mal dans son ensemble, car on vit dans un catalogue d'idées fausses », a-t-il ajouté.

La fusion entre la Cinq et M6 envisagée par le CSA ? « Une idée idiote ». Les quotas de diffusion, les secteurs interdits de publicité, le compte de soutien à la production ? « A supprimer. Les opérateurs ont d'accord pour dire que les règles appliquées ne servent à rien », mais « le gouvernement et l'administration en face ont décidé de ne rien faire ». M. Le Lay espère donc que la discussion au Parlement cet automne sur la loi de l'audiovisuel sera l'occasion de balayer ces « scories », de restaurer « la liberté d'entreprendre et un marché mieux structuré », qui constituent le credo de TF1.

Cette conjonction de « Matignon, des cabinets et du CSA » n'empêche pas la Une de bien se porter. Parce que son succès vient d'efforts inscrits dans la durée, TF1 modifie fort peu sa grille de rentrée. Tous les grands rendez-vous sont maintenus, même si « Riviera » est exilée dans l'après-midi, et si « Ex-Libris » devient bi-mensuelle en alternance avec « Le droit de savoir ». Parmi les nouveautés, « Faut pas rougir » (fantasmes intimes de vedettes) ou « L'amour en danger » (les problèmes du couple lambda). Mais « jamais de porno sur TF1 », avertit M. Le Lay, qui fustige la Cinq en ce domaine, et espère que le CSA va enfin réagir : « On ne peut pas en vouloir à Hachette d'être incompétent en télévision, ce n'est pas son métier. Mais le CSA ne doit pas laisser détruire le système. »

Se. S.

(Publicité)

La société à capital variable LES CADRES DU MONDE se réunira, à 16 heures, vendredi 13 septembre 1991, à IVRY, 1, place Hubert-Beuve-Méry (immeuble SIRIUS), pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

### ORDRE DU JOUR :

- Rapport moral et rapport financier ;
- Election des membres du conseil d'administration ;
- Questions diverses.

KOWEÏT

## L'Irak dément avoir tenté de débarquer des troupes sur l'île de Boubiane

L'Irak a démenti, jeudi 29 août, avoir infiltré des troupes sur l'île koweïtienne de Boubiane. Le chargé d'affaires irakien aux Nations unies a transmis au Conseil de sécurité une lettre précisant que son pays est prêt à participer à toute mission d'enquête sur les incidents dont se plaint le Koweït. Mercredi, l'ambassadeur koweïtien à l'ONU avait informé le Conseil de la capture, dans l'île de Boubiane, de 45 Irakiens, armés et habillés en civil, venus par mer récupérer des armes laissées sur place après l'invasion de l'émirat.

L'ambassadeur a précisé que ces hommes avaient débarqué, mercredi matin, sur cette île depuis longtemps convoitée par Bagdad. Il a ajouté que les garde-côtes koweïtiens, appuyés par des avions, avaient détruit sept embarcations utilisées par les Irakiens.

Boubiane, grande île désertique au nord du Koweït, n'est séparée de l'Irak que par un étroit bras de

mer et avait été considérablement fortifiée par l'armée irakienne au cours des sept mois d'occupation. Elle peut receler quantité d'armes cachées par les soldats de Bagdad avant leur fuite durant l'opération alliée « Tempête du désert ». Selon des sources diplomatiques occidentales à Koweït, les Irakiens pourraient avoir pris le risque de ce raid soit pour récupérer des armements très sophistiqués soit pour tester la réaction de l'armée koweïtienne. Les infiltrations irakiennes au Koweït ou dans la zone démilitarisée sont de plus en plus fréquentes.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a estimé jeudi que l'incident de Boubiane « était sérieux » mais que la situation semblait redevenue normale. Une délégation des Nations unies venait de se rendre sur l'île. Les Etats-Unis ont fait part de leur « préoccupation » et le Foreign Office à Londres a « condamné » la tentative irakienne. — (AFP, Reuters.)

Changement dans l'état-major du premier ministre

## Un homme de l'Elysée prend en main la communication de Matignon

L'été a été mis à profit par M<sup>me</sup> Edith Cresson pour renforcer la direction de l'équipe qui l'entoure à l'hôtel Matignon. Cela devait se traduire assez vite par un changement de la politique de communication suivie depuis sa nomination à la tête du gouvernement, la multiplication de ses interventions dans les médias (le Monde du 19 juillet) ayant été fort critiquée. Le Journal officiel du jeudi 29 août publie un arrêté nommant conseiller du premier ministre M. Jean-Louis Chambon.

Ancien collaborateur de M<sup>me</sup> Georgina Dufour, notamment lorsque celle-ci était porte-parole du gouvernement de M. Laurent Fabius, M. Chambon, qui avait été nommé préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement le 20 février 1991, était, depuis le 22 avril 1986, chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République, où il s'occupait des rapports avec la presse. Son arrivée à l'hôtel Matignon, où il va animer l'imposante cellule communicationnelle, confirme que l'Elysée s'est inquiété des effets de la stratégie adoptée jusqu'alors par M<sup>me</sup> Cresson.

TH. B.

RUGBY: Coupe du monde

## Une sélection française sans surprise

Le comité de sélection de la Fédération française de rugby a communiqué, jeudi 29 août, la liste des vingt-six joueurs retenus pour la prochaine Coupe du monde, organisée du 3 octobre au 2 novembre. Au sein de cette sélection sans surprise, le seul néophyte est l'arrière de Colomiers Jean-Luc Sadourny, retenu comme remplaçant éventuel de Serge Blanco. Outre le capitaine du XV de France, six autres « rescapés » de la dernière finale de la coupe du monde figurent dans le groupe : Philippe Sella, Franck Mesnel, Patrice Lagisquet, Didier Camberabero, Eric Champ et Pascal Ondarts.

Arrières : Serge Blanco, Jean-Luc Sadourny ; Ailiers : Patrice Lagisquet, Jean-Baptiste Lafond, Pierre Montas ; Centres : Philippe Sella, Franck Mesnel, Philippe Saint-Anré ; Ouvriers : Didier Camberabero, Thierry Lacroix ; Demis : Michel Henri Sanz, Fabien Galkié ; Troisième ligne ailes : Laurent Cabannes, Michel Courtiolis, Philippe Benetton, Eric Champ ; Numéros huit : Marc Cécillon ; Deuxièmes lignes : Olivier Roumat, Thierry Devergie, Jean-Marie Cadieu, Abdelatif Benazzou, Grégoire Lascubé, Philippe Gimbert, Pascal Ondarts ; Talonneurs : Philippe Marocco, Louis Armary.

Les sélectionnés seront rassemblés lundi 2 septembre à Paris, en vue de leur premier match de préparation qu'ils disputeront le mercredi 4 à Cardiff contre le Pays-de-Galles.

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-le Monde », dimanche 1<sup>er</sup> septembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député UDF du Var, maire de Fréjus, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton du Monde, d'Isabelle Torre et de Pierre-Marie Christin de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

## M. François Léotard invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-le Monde », dimanche 1<sup>er</sup> septembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député UDF du Var, maire de Fréjus, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton du Monde, d'Isabelle Torre et de Pierre-Marie Christin de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

DEMAIN NOYRE SUPPLEMENT

Le Monde

RADIO TÉLÉVISION

Opposé au tracé de l'autoroute Nantes-Niort

## M. Brice Lalonde retire son label au Parc du Marais poitevin

Dans une lettre adressée le 27 août, à M. Olivier Guichard, président RPR des Pays de la Loire, et à M. Jean-Pierre Raffarin, président UDF de Poitou-Charente, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, annonce qu'il retire son label au Parc naturel régional du Marais poitevin. Motif : les deux régions concernées n'ont pas demandé le renouvellement de l'agrément et le parc n'ayant pas atteint ses objectifs ne mérite plus l'appui de l'Etat.

C'est donc par une sorte de consentement mutuel que le divorce est prononcé. La mesure prise par le ministre était envisagée depuis plusieurs mois (le Monde du 24 mars), mais beaucoup espéraient qu'elle serait différée plus longtemps. Le ministre, qui avait été irrité par la position du parc approuvant le passage de l'autoroute Nantes-Niort dans le Marais, a été convaincu que « cela ne pouvait plus durer » par le rapport que lui a remis au début de l'été son envoyé sur place, M. Jean Servat.

### Vers une réforme en profondeur

Dès sa création, en 1979, le Parc naturel régional du Marais poitevin Val-de-Sèvres et Vendée paraissait à la fois trop vaste (80 000 hectares), fort disparate (deux Régions, trois départements et quatre-vingt-trois communes) et fragmenté. Il couvre en effet des zones humides et des forêts ayant peu de points communs. La partie la plus intéressante est celle des marais, remarquables par leur paysage ainsi que par la richesse et la diversité de leur flore et de leur faune.

Or au terme de son enquête, M. Servat a constaté que, loin d'avoir été préservés, les marais ont été drainés sur 15 000 hectares et voués à une agriculture inten-

sive. Résultat : la nappe phréatique a été abaissée à plus d'un mètre de profondeur, des canaux ont été comblés, la faune a disparu, les eaux sont polluées et le paysage est gâté par des bâtiments disparates et des lignes électriques.

Certes les agents du parc - une douzaine de personnes - constituent une équipe de valeur et passionnée, mais ils ont travaillé seuls et sans l'appui réel du Syndicat mixte chargé de gérer l'installation. En outre, les crédits de l'Etat devaient être consacrés aux investissements ont servi en réalité à financer le fonctionnement. Le parc n'a donc pas répondu à l'attente de ses fondateurs, ses objectifs ambitieux « n'ont jamais été réalisés » et il demeure peu connu, même des instances régionales. Conclusion de M. Servat : il est nécessaire de modifier les limites du parc, de chercher une nouvelle structure de gestion et, en attendant, de lui retirer l'agrément de l'Etat.

M. Lalonde a été d'autant plus enclin à suivre ces recommandations que, de leur côté, ni les régions, ni les départements, n'ont apparemment pas levé le petit doigt pour défendre leur parc. Conséquence : le 1<sup>er</sup> janvier prochain les subventions de l'Etat cessent d'être versées et le titre de Parc naturel régional devra disparaître de tous les panneaux indicateurs, pancartes et documents officiels. Mais tout n'est peut-être pas perdu. Le ministre de l'environnement propose à M<sup>me</sup> Guichard et M<sup>me</sup> Raffarin de créer ensemble un groupe d'experts pour étudier une réforme des statuts et des limites du parc ou, à défaut, une autre institution assurant, de manière plus efficace, la défense du Marais poitevin.

Cette crise aura aussi des retombées nationales. Constatant que la plupart des parcs régionaux ne sont décidément pas à la hauteur des espoirs qu'on avait mis en eux, M. Brice Lalonde prépare un projet de loi visant à les modifier en profondeur.

MARC AMBROISE-RENDU

EN BREF

Les Français préfèrent M. Gorbatchev à M. Eltsine. Selon un sondage SOFRES publié vendredi 30 août par le Figaro et réalisé le 27 août, par téléphone, auprès de mille personnes, 40 % des Français souhaitent que M. Gorbatchev reste à la tête de l'Union soviétique alors que 25 % seulement préféreraient M. Eltsine. L'aide économique des Occidentaux à l'Union soviétique doit être maintenue en l'état, estiment 47 % des personnes interrogées ; 38 % pensent qu'il faut l'accroître.

ESPAGNE : un membre présumé de l'ETA tué dans une fusillade. Un membre présumé de l'organisation séparatiste basque ETA a été tué par la police au cours d'une fusillade à Bilbao et un de ses camarades a été blessé, a annoncé, vendredi 30 août, la police locale. En outre, un représentant des forces de l'ordre a été grièvement blessé lors de cet accrochage survenu jeudi en fin de soirée. Deux membres présumés du commando Vizcaya ont été appréhendés. — (AFP, Reuters.)

OLD DOMINION UNIVERSITY  
UNIVERSITÉ D'ÉTAT-VIRGINIA USA

European American Program

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION  
accrédité AACSB

9 mois en France + 9 mois aux USA

Programme intensif enseigné en anglais par l'Université de l'Etat de Virginie à Norfolk associée au Centre d'Etudes Franco-Américain de Management Lyon avec l'appui d'entreprises internationales

Admission immédiate de 30 futures diplômées Licence - Matières : AES, Sciences Eco, Sciences Po, Ecoles de commerce

CENTRE D'ETUDES FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT  
107, rue de Marseille - 69007 Lyon - Tél. : (33) 72 73 47 83

RENSEIGNEMENTS ET ADMISSION :

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
Niveau d'études \_\_\_\_\_

Programme MBA CEPAM/O.D.U.

107, rue de Marseille - 69007 Lyon - Tél. : (33) 72 73 47 83